

**Le P.C. espagnol  
est menacé  
d'éclatement**

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 MF ; Tunisie, 250 M. ;  
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,  
23 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;  
Danemark, 5,50 kr. ; Espagne, 16 pes. ; États-Unis,  
60 c. ; France, 120 F ; Grèce, 70 dr. ; Italie,  
1.000 L. ; Liban, 325 P. ; Luxembourg, 23 F. ;  
Norvège, 4,75 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,  
60 esc. ; Royaume-Uni, 275 F CFA ; Suède, 4,75 kr. ;  
Suisse, 1,30 F. ; T.C. 55 c. ; Venezuela, 36 B.  
Tarif des abonnements page 22  
S. RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS CEDEX 09  
Tél. Paris 01 45 21 21 21  
C.C.P. 4287 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

## L'Europe esclave du dollar

Une vive agitation s'est emparée des marchés des changes depuis le début de la semaine. Les cours du dollar se sont élevés brutalement sur toutes les places, dépassant 6 F mardi 2 février 1982 à Paris, à 3 % à peine du record historique de 6,18 F établi le 17 août 1981, pour retomber un peu mercredi 3 février à 5,96 F. A l'origine de cette flambée, on trouve, une fois de plus, une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis.

Cette hausse a d'autant plus impressionné les milieux financiers internationaux qu'elle intervient après une série de baisses amorcées en septembre dernier : en quatre mois, le taux de base des banques américaines est revenu de 20,5 à 15,75 %, à la faveur d'une récession de plus en plus accentuée. Avec une pause en fin d'année, on pouvait s'attendre que la désescalade reprenne, lentement mais sûrement.

C'est tout le contraire qui se produit, et les partenaires des États-Unis en subissent aussitôt les graves conséquences. L'envoie de la monnaie américaine renchérit d'autant les factures d'approvisionnement en pétrole et, surtout, la tension des taux sur l'énorme marché des eurodollars empêche les pays européens, au premier rang desquels l'Allemagne fédérale, la France et la Grande-Bretagne, d'opérer une nouvelle réduction du coût du crédit pour faciliter la relance de leur économie.

Le dimanche 17 janvier, au cours d'une réunion secrète à Versailles, les ministres des finances européens avaient qualifié de « meurtrière » la politique américaine en matière de taux d'intérêt et, accusant M. Donald Regan, secrétaire américain au Trésor, d'accompagner M. Paul Volcker, président de la Banque centrale des États-Unis (le FED). Certes, M. Reagan vient d'affirmer que la hausse des taux d'intérêt dans son pays est, sans doute, « déprimante », et il a exprimé sa conviction que le gonflement rapide de la masse monétaire entre-Atlantique, à l'origine de cette hausse, n'était qu'un « phénomène temporaire qui devrait s'effacer d'ici quatre à six semaines ».

On prête certes au président Reagan l'intention de rencontrer prochainement M. Volcker pour mettre en place une stratégie commune de nature à faire baisser enfin le taux de l'argent. Aux yeux des Européens, toutefois, ces propos et ces intentions ne sont qu'une bénédiction de cour. Grande est leur colère, surtout en Allemagne fédérale où le nombre des chômeurs pourrait atteindre prochainement les deux millions, de faire les frais d'un affrontement entre la politique expansionniste de la Maison Blanche et les soucis d'orthodoxie monétaire du FED.

Sans doute M. Volcker n'a-t-il pas tout à fait tort de refuser d'assombrir sa politique d'argent aussi longtemps que le gouvernement et le Congrès américains n'auront pas entrepris de réduire réellement un déficit budgétaire grandissant, car les emprunts répétés du Trésor sont effectivement de nature à pousser les taux d'intérêt à la hausse.

Mais une fois de plus, et en dépit de leurs appels à la solidarité occidentale, notamment pour la Pologne, les États-Unis démontrent avec éclat que leurs affaires intérieures continuent à primer sur les intérêts de leurs partenaires.

Quant aux Européens, ils font, une fois de plus, la cruelle constatation que le dollar gouverne le monde et qu'ils en sont les esclaves.

## L'Algérie livrera à la France chaque année 9,15 milliards de mètres cubes de gaz à un prix légèrement supérieur au cours mondial

La Sonatrach algérienne et Gaz de France ont signé, le 3 février, un accord qui règle la question du prix du gaz livré par l'Algérie à la France.

Un communiqué commun des deux ministères des affaires étrangères, MM. Chaysson et Benyahia, souligne que cette signature « s'inscrit dans le cadre de leurs efforts en vue de promouvoir les politiques favorables au développement des deux pays et de leur donner la sécurité souhaitable ». Les deux sociétés, ajoute le communiqué, ont illustré la volonté manifeste des dirigeants des deux pays de sécuriser et de valoriser le revenu tiré des ressources naturelles, aspect fondamental de la

relation Nord-Sud souvent mise en évidence par le gouvernement algérien et auquel le gouvernement français entend contribuer.

Cet accord met fin à deux ans de négociations. Il va permettre, dès le mois de mars — avec plus d'un an de retard — l'entrée en vigueur du troisième contrat franco-algérien. Dès 1983, la France recevra donc 9,15 milliards de mètres cubes par an de gaz algérien, à un prix légèrement supérieur au cours mondial.

A Manbeuge, les négociations qui s'étaient engagées ce mercredi matin entre les syndicats et la direction de l'usine M.C.A. (Mila Rensait), ont été rompues à peine entamées.

## Un accord qui se veut exemplaire pour les relations Nord-Sud

Avec la signature d'un avenant sur les prix qui modifie les trois contrats en cours entre la France et l'Algérie en matière de gaz, s'achève une négociation qui aura duré plus de deux ans. Tirant la leçon de l'impréparation de l'opinion publique à la conclusion de l'accord franco-soviétique, MM. Chaysson, ministre des relations extérieures, et Hervé, ministre délégué chargé de l'énergie, ont tenu, tôt dans la matinée du 3 février, à expliquer l'esprit de cette coopération nouvelle.

Le fait que les dernières discussions, dans la nuit de lundi à mardi, aient été menées par

M. Chaysson, montre bien qu'il ne s'agit pas d'un contrat comme les autres. Le communiqué commun des deux ministères des affaires étrangères souligne d'ailleurs « la volonté manifeste des dirigeants des deux pays de sécuriser et de valoriser le revenu tiré des ressources naturelles, aspect fondamental de la relation Nord-Sud souvent mise en évidence par le gouvernement algérien et auquel le gouvernement français entend contribuer ».

« Le gaz est la principale ressource de l'Algérie, ajoute le ministre des relations extérieures. Il est normal que les Algériens cherchent la meilleure valorisation de cette matière première et une sécurité d'approvisionnement pour eux-mêmes ».

Le prix retenu est donc politique. « Le prix et les clauses (1) British Thermal Unit : un million de B.T.U. = 293 kWh.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 31.)

## Point de vue

### Nous sommes en 1938

par ANDRÉ GIRAUD (\*)

Beaucoup a été dit et écrit depuis le coup de Varsovie. Mais M. Chaysson avait annoncé : « Bien entendu, nous n'allons rien faire. » C'est ce qui s'est passé.

La France ayant la rage au cœur, la vérité énoncée par le ministre des relations extérieures n'était pas bonne à dire. Le gouvernement s'est efforcé de traduire l'émotion générale et le

vacarme verbal a résonné comme dans aucun autre pays.

Mais les actes n'ont pas suivi : nous allons acheter des quantités massives de gaz soviétique ; nous avons refusé de nous associer aux sanctions américaines ; le neutralisme allemand nous a trahis, mais l'armée nous a informés qu'aucune divergence substantielle ne nous séparait des Allemands.

Ferme n'était prêt à « mourir » pour Danzig, la Pologne sera-t-elle, demain, « normalisée » et oubliée ? Bien que l'histoire ne se reproduise jamais, je songe à 1938.

J'étais alors assez vieux pour entendre les grandes personnes. L'inquiétude venait de ce qu'une dictature cherchait à s'étendre dans des pays qui n'en voulaient pas. Elle avait en France des partisans qui expliquaient à tout bout de champ, quand nous avions maille à partir avec elle, que les autres avaient raison et que l'important était de ne pas mettre d'huile sur le feu.

Nous avions eu notre Afghanistan ; on plutôt notre Autriche. On avait protesté. Mais c'était, disaient-ils, la dernière retouche de

ce que les traités de 1920 avaient eu d'haberrant. On s'était donc rassuré. Evidemment le chef nazi avait un allié installé en Libye, ce qui n'était pas bon pour les lignes de ravitaillement de l'Europe. Mais nos diplomates vedaient avec l'aide de la S.D.N. ce que les choses n'allaient pas trop loin.

La France s'attachait à agir de concert avec la Grande-Bretagne dont le gouvernement, face à une situation intérieure peu solide, était tenu à la prudence. Et voilà pourquoi, en septembre 1938, c'est par la négociation, après avoir parlé haut et fort, que nous avons réussi à donner un coup d'arrêt à cet expansionnisme fasciste, qui s'en était pris à nos alliés tchécoslovaques. L'opinion, dans sa large majorité, était satisfaite : la France avait été plutôt plus énergique que les autres.

(Lire la suite page 2.)

## ANNIVERSAIRE AU CENTRE POMPIDOU

### Pollock, l'Amérique

Fermé pendant trois semaines à la suite d'un incendie, le Centre Georges-Pompidou est de nouveau ouvert au public.

Le Centre a été inauguré il y a tout juste cinq ans, le 31 janvier 1977. Cet anniversaire aura connu une double et curieuse célébration : celle de la grève des employés de La Prévoyante — l'entreprise chargée de nettoyer les locaux — humoristiquement dénommée le 1<sup>er</sup> février, et qui commémore à sa manière les misères et les arduités de cette vaste machinerie culturelle ; celle de l'ouverture (initialement prévue le 19 janvier) des « Chênes d'œuvre de Pollock », une des expositions les plus réussies du Musée national d'art moderne, et qui montre, en revanche, les grandeurs et la fécondité du Centre.

Mort en 1956 dans un accident

de voiture, à quarante-quatre ans, Jackson Pollock est un des témoins les plus importants, les plus puissants de l'art américain.

Exposé il y a trente ans, à Paris, par le studio Facchetti, sans susciter alors le moindre écho, Pollock revient maintenant un peu en « vainqueur » dans cette capitale française qui a perdu le rôle de capitale de l'art. (Au même moment, polémique rendue au renouveau, plusieurs galeries new-yorkaises ont prêté leurs cimaises à des peintres français.)

Tandis que notre collaborateur Jacques Michel rend compte de la rétrospective du Centre Pompidou, Michael Branson, compatriote de Pollock, qui vit à Paris, où il écrit sur l'art contemporain pour diverses revues spécialisées et pour le New York Times, donne la dimension américaine du peintre.

(Lire page 13.)



**RAYMOND BARRE**

**UNE POLITIQUE  
POUR  
L'AVENIR**

Plon

La trêve des attentats  
sera-t-elle rompue  
en Corse ?

L'ÉTAT FRANÇAIS  
DOIT ANNONCER  
UN PROCESSUS  
DE DÉCOLONISATION  
nous déclare  
un représentant du F.L.N.C.  
(Lire page 32.)

Je suis en Corse



## EST-OUEST

Pour André Giraud, il n'y a pas de doute : nous sommes en 1938. Il n'y a pas une minute à perdre pour convaincre l'Est, par les moyens appropriés, que l'affrontement serait une voie sans issue. Parmi ces moyens l'embargo peut-il être efficace ? Jean-Marie Mahieux montre à quelles conditions. L'approche de Gustave Kars est tout différente : ce qu'il faudrait c'est désatelliser les zones d'influence respectives des Deux Grands.

## L'efficacité de l'embargo

par JEAN-MARIE MAHIEUX (\*)

Au lendemain de la normalisation en Pologne, la réunion du Cocom et la signature du contrat sur le gaz soviétique relancent le débat sur l'opportunité d'un embargo vis-à-vis des pays de l'Est.

Sous sa forme extrême, le blocus, l'embargo est un acte de guerre visant à interdire toutes relations d'un État avec le reste du monde. Il ne saurait faire partie du faisceau de mesures à la disposition des Occidentaux dans leur politique à l'égard de l'U.R.S.S.

L'embargo sélectif mis en œuvre par le Cocom depuis 1950 vise à tresser autour du camp socialiste un filet qui entraverait la croissance de certains secteurs, ceux liés à l'armement en particulier. Mais le filet a les mailles trop larges : on observe effectivement un retard dans de nombreux secteurs de l'économie de l'U.R.S.S. et de ses satellites, mais est-il imputable au seul embargo ? La planification bureaucratique suffit à l'expliquer. Dans les domaines directement subordonnés à la politique étrangère, au contraire, les performances sont bonnes : le Cocom n'a pu empêcher les Russes de se doter des derniers gadgets de la panoplie militaire. Nous faisons fausse route.

L'impact de mesures d'embargo sélectives avait été envisagé dans une conception occidentale du déséquilibre économique qu'elles étaient supposées entraîner. Tablant sur l'absence de créativité de la recherche soviétique — fait établi —, on a déduit que l'économie de l'adversaire se trouverait affectée de manière égale et qu'apparaîtrait un fossé de plus en plus creusé avec les écono-

mies occidentales. C'était omettre deux éléments :

1) L'absence d'opinion publique, jointe au système de planification, qui autorise des déséquilibres considérables entre les budgets civils et militaires.

2) L'espionnage économique, qui a permis à l'U.R.S.S. de se procurer au prix fort les savoir-faire qu'elle ignorait.

Dès lors que le Kremlin parvenait sans trop de difficultés à tourner les obstacles mis par l'Occident, le signal qu'il constituait perdait toute valeur et les Soviétiques pouvaient par conséquent l'exclure des critères de la décision.

La concertation entre alliés occidentaux est la condition préalable de l'efficacité des mesures de rétorsion. Un choix ponctuel, fonction des besoins conjoncturels de l'U.R.S.S., garderait un résultat à court terme, de nature à provoquer un changement immédiat dans les conditions de la négociation.

La cas du gaz sibérien était exemplaire : la non-conclusion de ce contrat aurait privé l'U.R.S.S. d'importantes rentrées de devises et constitué un signal efficace. Il faut bien prendre acte du fait que la décision de la France dément ses déclarations. Les justifications techniques ne sauraient empêcher les Soviétiques de voir dans notre attitude un geste politique objectif en leur faveur. Une grande occasion a été perdue. A force de vouloir toujours le beurre et l'argent du beurre, nous finirons par ne plus manger que du kéfir.

(\*) Ancien responsable de la Chambre de commerce franco-soviétique.

## Du bon usage du neutralisme

par GUSTAVE KARS (\*)

La vague pacifiste-neutraliste a laissé perplexe l'Occident. On fulmine contre elle, on l'exalte, et surtout on l'exploite. Quelles ombres n'a-t-on pas invoquées à ce sujet : Hitler y cédait Freud, et Marx Jung.

Mon propos n'est pas de nier l'intérêt de cette prose, mais d'énoncer quelques considérations, toutes cartésiennes, qui, si elles n'étaient pas présentes à l'esprit de tous les manifestants, ont pu, sous forme d'impressions vagues, aboutir aux résultats constatés.

Conclusion ? Besser rot als tot.

Que faire ?

1) Faire comprendre aux Américains que la stabilisation de l'Europe par voie économique, actuellement en cours, fait le jeu des Soviétiques. Si l'Europe bascule, elle basculera à gauche. Pourquoi ne pas leur proposer — à eux en toutes circonstances — si fronde de marchandages globaux — un lien entre d'éventuelles sanctions économiques contre l'U.R.S.S. et leur propre politique économique (taux d'intérêt, sidérurgie) ?

2) Faire comprendre aux deux Super-Grands que la première place de la planète est réservée non pas à celui qui a les bombes les meilleures et les plus nombreuses, mais à celui qui aura libéré le premier et le plus sincèrement sa « zone d'influence ».

En affichant une certaine indépendance envers les deux blocs, l'Elysée semblait vouloir suivre une telle voie. Certes, depuis le 10 mai, chaque camp a dû enregistrer, à côté de sanctions indolores, de cruelles déceptions. Chacun voudrait cette politique plus musclée, qui en face de Moscou, qui en face d'Israël, et il est normal que chacun fasse connaître ses déceptions et ses exigences. Mais, une ligne une fois clairement définie, il serait hautement désirable

VI. Les arguments invitent à donner la préférence à cette dernière soit rien moins qu'évidents, Pierre Emmanuel, par exemple, réclame une supériorité de l'Occident au nom du « principe » de la liberté (Le Monde du 16 janvier). Mais un principe que

ceux qui s'en réclament foulent aux pieds quand cela les arrange ne donne guère envie de mourir pour sa défense. Si l'on place la décision au niveau des principes, indépendamment de leur application, l'Est l'emportera aisément. Une société vraiment socialiste, libre et égalitaire est « en principe » plus séduisante que la jungle capitaliste.

Sur tout, faire sortir le débat de politique internationale du niveau de la classe maternelle, auquel elle se moult actuellement. Faire comprendre, à ceux qui prétendent parler en notre nom, que nous sommes las du jeu stérile qui consiste à répondre « Chilli » quand on vous reproche le Goulag, et de répondre « Goulag » quand on vous reproche le Chili. Que chacun se sente responsable de son propre camp. Que Marchais critique l'U.R.S.S. ou qu'il la justifie. (Il serait intéressant, par exemple, de l'entendre expliquer pourquoi les Soviétiques s'obstinent à empêcher la mise en accusation de l'Argentine devant le B.I.T.) Que les chrétiens-démocrates et apparentés disent son fait à Duarte. Que l'Eglise, au lieu de dénoncer inlassablement le « matérialisme athée », fulmine contre les oligarques d'Amérique latine, mais en termes clairs et sans équivoque. (L'épître de saint Jacques, chapitre 5, est respectueusement recommandée comme modèle de style.)

Jusqu'au jour où il sera possible de rassembler dans les capitales de l'Europe des centaines de milliers de manifestants prêts à brûler « des à des » les effigies de Brejnev et de Reagan.

Alors, peut-être, pourrions-nous espérer.

(\*) Enseignant à l'université Paris-VIII.

## Nous sommes en 1938

(Suite de la première page)

Nous avions dû, au passage, constater que nous ne pouvions pas tenir des engagements d'alliance. Certains pourraient s'étonner que nous n'en ayons pas immédiatement tiré les conséquences dans le fonctionnement de notre défense. Mais on croyait généralement notre défense pleinement satisfaisante. Le long de la frontière franco-allemande, elle était assurée par la ligne Maginot, car nous avions tiré les leçons de la guerre précédente. Quant à nos amis belges et hollandais, ils étaient protégés par leur neutralité. Nous savions bien que les Anglais n'avaient pas de soldats, et que les Allemands avaient la supériorité des armes, mais les Américains étaient nos amis. Ils ne pouvaient pas nous laisser tomber. Les Allemands le savaient : ils n'oseraient pas déclencher la guerre.

Tout le monde était donc pacifiste, à part quelques boutefeux sans audience, qui auraient voulu que nous fussions de la provocation en constituant des unités d'aviation et de blindés dont l'utilité restait à démontrer puisque nous avions la ligne Maginot. C'était le désarmement des autres qu'il fallait chercher, non notre réarmement. Sinon, c'était entrer dans leur jeu.

Ce n'est pas forcément une critique de l'attitude du gouvernement français à laquelle je me suis livré. Le problème que je souhaite évoquer avec angoisse n'est ni de droite ni de gauche.

De tous les horizons politiques monte l'inquiétude. Le danger existe, comme en 1938, nous ne tirons

pas les pleines conséquences des événements que nous sommes en train de vivre. Ce n'est pas la Pologne qui est en cause. Mais l'Occident. Car notre impuissance en face du problème polonais traduit le déséquilibre des rapports de force en Europe entre l'Est et l'Ouest. S'il n'y a pas porté remède, nous compromettrons d'autres Afghanistan et d'autres Pologne. Le monde occidental court les plus grands dangers pour trois raisons qui apparaissent de plus en plus clairement.

1) Depuis longtemps, la défense Centre Europe repose sur l'idée que la défense nucléaire tactique de l'OTAN, appuyée sur la dissuasion stratégique américaine, pourrait équilibrer la supériorité soviétique bien connue en unités classiques et en effectifs. Ce n'est plus le cas. Comme de Gaulle l'avait pressenti, et comme M. Reagan l'a confirmé récemment, le couplage de la défense de l'Europe avec l'utilisation du « parapluie » américain est de plus en plus incertain. L'OTAN n'a pas aujourd'hui les moyens de répondre à la menace des SS-20 soviétiques au plan des euro-missiles. Il n'y a aujourd'hui aucune défense militaire de l'Europe libre : ce n'est pas parce que le pire n'est pas toujours sûr qu'il faut oublier cette évidence.

Malgré la solidité de notre défense stratégique nucléaire, ce problème nous concerne. J'imagine mal que nous puissions rester indifférents à une évolution qui amènerait de l'autre côté du pont de Kehl, les représentants du système qui opprime actuellement la Pologne.

J'ai toujours trouvé particulièrement attristante la conception du

« coup de semonce » selon laquelle, en cas de conflit en Europe, nous resterions tranquillement chez nous jusqu'au moment où, les troupes soviétiques ayant avancé en Allemagne, nos Pluton entreraient en action. On nous explique, sans sourcilier, qu'il s'agirait non pas de contribuer à la victoire, mais de défendre l'Europe. « Si le territoire est violé, notre force nucléaire stratégique ». Imaginez-vous une situation dans laquelle la dictature régnant sur les ruines d'une Europe vaincue, la France constituerait un îlot pacifique de prospérité démocratique à l'extrémité occidentale de l'Europe ?

Si la dissuasion stratégique est en effet notre dernier recours, ce n'est pas ce résultat que visait de Gaulle en la mettant en place. A l'époque, l'équilibre des forces n'était pas le même. Il voulait que la France restât maîtresse de son destin, non qu'elle devint neutraliste. Il s'agit toujours de rester indépendants, mais la scène internationale a changé.

En 1940, c'est la défense de la Belgique qui constituait le point le plus faible du dispositif. Qui, la défense de l'Europe nous concerne.

2) De même que, dans les années 30, la peur de la guerre habite les Européens comme elle habite le mouton fasciné par le fauve. L'image de la guerre est insoutenable. On veut l'exorciser en n'y pensant pas. C'est ce que fait l'autruche.

Or, on ne peut concevoir une défense sans imaginer les conflits horribles afin de trouver les moyens

de retirer à « l'autre » la tentation de le désarmer. Dans la situation que nous connaissons aujourd'hui l'Europe nous ne pense à la guerre, moins au risque de l'éviter.

Les pacifistes refusent l'installation des euro-missiles pour ne pas risquer d'être bombardés. Mais il n'y a pas de salut pour les peuples qui s'abandonnent. Un système de défense où les Américains seraient seuls à prendre des risques ne peut tenir : ils trouveraient pour eux-mêmes un autre système de défense et nous abandonneraient à notre triste sort. Il faut choisir : ou bien la politonisation ou bien un minimum de risques pour notre défense. Nous prenons bien ce risque, nous, Français, pourquoi les autres Européens ne le prendraient-ils pas ?

3) Depuis la disparition d'Adenauer, nous avons vu émerger progressivement, comme dans le passé, l'intérêt de l'Allemagne pour l'Est.

L'intérêt affectif des Allemands pour la réunification atteint une intensité que les Français ne mesurent pas. L'en a été personnellement frappé lorsque j'avais accompagné le président Giscard d'Estaing, en particulier à Hambourg. A ce sentiment s'ajoute le poids des intérêts : le commerce allemand avec l'Est, parti après les autres, a devancé tous ses concurrents.

Le temps n'arrange rien. Il y a quatre ans, le gouvernement allemand s'était montré favorable, sans trop le dire publiquement, au déploiement des bombes à neutrons en Europe. Carter, en changeant d'avis, a commis un dégat difficile à réparer. Valéry Giscard d'Estaing mesurait pleinement le danger. S'il s'est rendu à Varsovie pour rencontrer Brejnev, c'était — il nous l'avait dit — avec la conviction qu'il était très important pour l'Europe et l'Occident que ne s'établisse pas un tête-à-tête germano-russe.

Cette rencontre a permis des effets faciles pendant la campagne électorale, mais, aujourd'hui, nous pouvons constater que ce tête-à-tête s'est établi. C'est à Bonn que vont les Polonais et les Russes. Ce qui s'est passé au cours des dernières semaines où l'Allemagne a ouvert ses portes à des milliers de réfugiés, plutôt que de rallier Washington est un événement grave pour l'Europe et pour l'alliance atlantique.

Ce serait faire injure au chancelier Schmidt de penser qu'il a décidé un renversement de politique. Mais son attitude traduit au moins son incertitude. C'est un aveu d'incertitude pour l'Occident. Hélas ! les avertissements se multiplient et se rapprochent. Il y a quelques jours, les diplomates des deux Allemagnes ont annoncé qu'elles allaient faire des propositions communes pour la limitation des armements en Europe. Nous sommes au bord de la finlandisation.

Il convient donc de réagir. Seule la France peut le faire, car ce n'est ni Schmidt, pour des raisons qui

viennent d'être indiquées, ni Mitterrand, trop habitué à s'occuper des seuls problèmes britanniques, qui peuvent être moteurs.

Il ne s'agit pas pour nous, naturellement, de rejoindre une OTAN dont je viens justement de décrire les faiblesses. Il ne s'agit pas non plus de chercher une issue au seul problème polonais. C'est à la situation générale que ce problème révèle que notre gouvernement, avec l'appui du pays, doit donner tous ses soins, dans trois directions.

1) La défense occidentale.

Le président de la République a pris parti en faveur du déploiement des Pershing-II et des missiles de croisière en Europe. Il faut amplifier notre action pour que se renforce la défense européenne en liaison avec ceux des gouvernements occidentaux qui en ont le courage. Il faut dire et répéter qu'il n'y a qu'une seule façon d'équilibrer la supériorité des forces classiques soviétiques : l'arme à neutrons ; M. Mitterrand accomplirait un geste significatif en annonçant qu'il décide d'équiper les forces françaises de cette arme dont les études, que nous avons déclenchées en temps utile, ont aujourd'hui suffisamment progressé. La modernisation constante de notre défense est un impératif ; je ne suis pas saisi d'admiration parce que nous allons construire en douze ans un septième sous-marin nucléaire alors que le premier l'a été en cinq ans.

2) Le renforcement politique de l'alliance atlantique.

Il faut proclamer les priorités, et rappeler que la réunification de l'Allemagne au prix de la finlandisation de l'Europe est totalement inacceptable. La conclusion du contrat gazier, à ce niveau, à cette date,

dans cet environnement politique, était évidemment inopportune. Rien ne doit être négligé pour renforcer l'Europe, substituer le dialogue Europe-U.R.S.S. au dialogue germano-russe et resserrer la vue commune du monde libre. Quelle que soit la noblesse des sentiments qui ont inspiré la livraison de quelques hélicoptères et caissons au Nicaragua, ce n'était pas le moment — et même le Mexique s'en est désole. Ce sont les droits civiques des Français et des Européens qu'il faut défendre en priorité. Dans cette période où la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont quelque mal à discuter avec les États-Unis, il est essentiel que la France conserve sa capacité d'influence sur ce grand pays.

3) Notre désir de paix égale notre volonté de liberté.

Il faut le rappeler aux Soviétiques, au lieu de refuser de leur parler.

Dans le face-à-face mondial des deux idéologies, il y a deux attitudes possibles. Ou bien l'affrontement : pour l'éviter, il suffit de convaincre l'autre qu'il perdra. Ou bien la coexistence ; et les hommes dans leur sagesse savent choisir. En prenant le parti de la détente, de Gaulle et ses successeurs exprimaient un acte de foi non seulement dans l'agrement, mais dans l'efficacité d'un système à base de liberté. Ce pari était juste, mais les premiers engagements, observables en Chine, en Pologne, en U.R.S.S. même, ont conduit l'Est à mettre la détente en péril. Il faut le convaincre, en restant forts, que l'affrontement serait une voie sans issue.

ANDRÉ GIRAUD

## Correspondance

## WILLY BRANDT A-T-IL TRAITÉ LES FRANÇAIS DE CHIENS ?

Un de nos lecteurs, diplomate allemand, qui souhaite garder l'anonymat, nous écrit :

Comme le constate André Fontaine (Le Monde du 20 janvier), la normalité des rapports entre Français et Allemands, dans le sens d'une banalisation, n'est toujours pas atteinte. Parler alors d'amitié serait un euphémisme. C'est une vraie passion. Beaucoup de Français mément publiquement un dialogue avec l'Allemagne de leurs fantasmes. Un des plus atteints est sans doute M. de Saint-Robert, qui, à la veille des élections européennes, voyait en R.F.A. fleurir des usines d'armes nucléaires secrètes et qui maintenant entrevoyait l'arrogant aigle germanique épier l'aiglon polonais tout en faisant de l'œil à l'ours soviétique.

Le malentendu règne, sinon la mauvaise foi. Même André Fontaine tombe dans le panneau. A preuve la torréfactive phrase de Willy Brandt — fameuse seulement en

France, où on la ressort volontiers avec une mansuétude quelque peu perverse — qu'il cite : Willy Brandt aurait parlé au sujet des Français de « chiens endormis » à ne pas réveiller. Passe encore de traiter les Français d'endormis quoiqu'ils soient tout le contraire, plutôt sur le qui-vive. Mais de les traiter de chiens !

En réalité, ce que Willy Brandt a dit, c'est qu'il ne fallait pas réveiller en France des chiens endormis, ce qui en allemand est une expression proverbiale — *Schlafende Hunde weckt man nicht* — qui veut dire : ne pas réveiller de mauvais souvenirs ou sentiments intimes et, par extension, être prudent dans ses rapports avec quelqu'un. « Chiens endormis » est donc une métaphore pour : mauvais souvenirs ou sentiments hostiles tombés plus ou moins dans l'oubli.

Le promeneur qui en passant près d'une ferme réveille inopinément une meute de chiens comprend aisément l'allégorie.

## L'ISLAM ET L'ÉTAT

DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI

Publié sous la direction de Olivier Carré

CE livre, fruit d'échanges entre chercheurs au sein d'un groupe de travail pluridisciplinaire, s'efforce d'apprendre à connaître le rôle politique de l'Islam dans toutes les régions du monde où le peuplement est musulman, soit massivement, soit en minorités importantes.

Il prend position contre les nombreuses idées fausses forgées et diffusées par les organes de la presse écrite, orale ou visuelle française depuis quelques années.

puf

Collection « Politique d'aujourd'hui » 272 pages - 95 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



## usage du neutralisme

Le Monde

## étranger

## EUROPE

## Le chef de la milice de Varsovie affirme que l'ennemi ne s'est pas rendu

Des masses spéciales ont été dites mardi 2 février dans la soirée dans toute la Pologne à l'appel de l'Église afin de demander la levée de l'état de guerre et la libération de toutes les personnes emprisonnées. Le premier de Pologne, Mgr Giamp, qui part jeudi pour le Vatican, a célébré un office à Gniezno.

L'ennemi ne s'est pas rendu, il continue à se manifester, a déclaré dans une interview à la *Literatury Gazeta* de Moscou le général Jerzy Gwizd, chef de la milice à Varsovie. Selon lui, les adversaires du Conseil militaire de salut national se regroupent, des signaux et tracts font leur apparition dans la capitale polonaise. « L'une de nos principales tâches est de lutter contre les activités clandestines. Les informations en notre possession indiquent que l'organisation est en cours de reconstruction », a-t-il ajouté.

Les deux cent cinquante personnes arrêtées à Gdansk lors des manifestations du samedi 30 janvier devront « supporter les lourdes conséquences de leurs actes irresponsables », a déclaré mardi 2 février Radio-Varsovie en affirmant que l'organisation est en cours de reconstruction.

Le renouveau entre M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, et son homologue polonais M. Cieslinski, a été tout simplement « scandaleux », affirme la Lettre de l'U.D.F. « Quelques jours après la signature de l'accord franco-polonais sur le gaz, le pouvoir soviétique démolit ses véritables positions sur le drame polonais : au mercantilisme vient s'ajouter désormais le cynisme. »

Des spectacles au profit de la Pologne, le lundi 8 février, à Paris, sont annoncés par l'AIDA, Association internationale de défense des artistes victimes de répression dans le monde. A la Comédie des Champs-Élysées, la castratrice Jane Rhodes et la pianiste Christian Ivakid se produiront.

nements de Gdansk prouvent qu'il y a encore en Pologne des forces qui tentent de provoquer la population et sont hostiles à la paix sociale et aux efforts faits pour sortir le pays de la crise », a ajouté la radio.

Selon des sources bien informées, des manifestations de femmes auraient eu lieu lundi 1<sup>er</sup> février à Lodz, le grand centre textile, pour protester contre la hausse des prix qui était entrée en vigueur ce jour-là.

A Washington, M. Haig a estimé que la crise polonaise est « loin d'être terminée », que « la résistance passive et non passive » au régime Jaruzelski « continuera probablement de grandir », et que les risques de violence « s'aggraveront d'heure en heure » tant que sera maintenue la loi martiale. Le secrétaire d'État américain, qui intervenait devant la commission des affaires étrangères du Sénat, a invité les pays occidentaux à agir de façon « prudente et réaliste » pour soutenir le gouvernement de Moscou et de Varsovie à « réexaminer leur marche vers l'Europe ».

donc dans un programme consacré à Milhaud, Fauré, Debussy, Duparc et Offenbach, tandis qu'au Palais aura lieu un récital Mama Bea Tekielski. Le produit sera versé au comité Solidarité avec la Pologne, créé par l'AIDA.

Le Comité droits de l'homme, animé par MM. Marek Haizer et Bernard-Henri Lévy, appelle à une manifestation, ce mercredi 3 février, à 18 heures, devant le ministère des affaires étrangères, pour protester contre la renouveau entre M. Cheysson et « un représentant de la justice polonaise Jaruzelski ». Le ministre français des relations extérieures reçoit au même moment son homologue polonais, M. Cieslinski.

## Espagne

## Le P.C.E. est menacé d'éclatement

Madrid. — A peine remis de ses débâcles avec les « eurocommunistes » renoués, qui ont abouti à l'expulsion de six membres du comité central et de cinq conseillers municipaux madrilènes, le P.C.E. doit affronter la rébellion des « pro-soviétiques ». Le P.S.U.C., le parti communiste catalan, théoriquement indépendant du P.C.E., connaît depuis plusieurs mois une crise semblable.

La rupture qui se dessine à Madrid est déjà consommée. Dix-neuf membres du secteur « dur » du P.S.U.C., qui appartenaient au comité central, ont décidé, après leur expulsion du parti, de réunir leur propre congrès en avril, immédiatement après celui que le P.S.U.C. doit tenir le mois prochain. Parmi eux se trouve M. Pere Ardiaca, qui, en 1980, l'un des fondateurs du communisme catalan. Les contestataires se réunissent au congrès du P.S.U.C. de janvier 1980, qui avait décidé le retrait des « eurocommunistes » des textes de référence, dont la direction du parti veut, elle, la réintroduction.

Les prosoviétiques contrôlent une grande partie de l'appareil dans la banlieue industrielle de Barcelone, où les communistes avaient obtenu leurs meilleurs résultats lors des élections législatives de 1979. Pour les en déloger, la direction a décidé de renouveler les cartes du parti, et elle ne les délivre plus désormais qu'à ceux qui « approuvent la ligne politique » officielle.

A Madrid, une substantielle de dirigeants prosoviétiques, appartenant pour la plupart aux commissions ouvrières, le syndicat communiste, ont rendu public, le 26 janvier, un document critiquant vivement la ligne politique du secrétaire général du P.C.E., M. Santiago Carrillo. « Notre parti traverse une crise d'identité politique et idéologique », affirme le texte, qui poursuit : « Un parti communiste dépourvu de programme politique clair, de plus en plus déshabillé des masses, centré uniquement sur l'activité politique au sommet, et ne se préoccupant pas de l'éducation politique des travailleurs, ne prévoyant pas de manière conséquente l'internationalisme, peut-il être un parti de classe, à la fois démocratique et révolutionnaire ? Nous pensons que non, et qu'il est condamné à être un parti marginal, victime de l'opportunisme. »

De notre correspondant

Deux des signataires du texte, MM. Fidel Alonso et Luis Cabo (le premier est un important dirigeant syndical de Madrid), sont menacés d'expulsion, les autres signataires, « tenir » le plus longtemps possible au sein du P.C.E. et y mener un travail d'opposition dans l'espoir d'obtenir la convocation d'un congrès extraordinaire.

D'autres éléments pro-soviétiques, plus radicaux, viennent de constituer une « commission préparatoire du congrès de réunification du P.C.E. », qui devrait, en juin prochain, donner naissance à une nouvelle formation. Leur chef est un dirigeant ouvrier d'un certain prestige, M. Francisco Garcia Salve. Ancien prêtre, bien connu à l'époque de la résistance au franquisme sous le nom de « curé Paco », M. Garcia Salve trouve « ambiguës » les positions de M. Fidel Alonso et de ses compagnons, et il a entamé des conversations avec différents petits organismes de communistes « durs » dissidents en vue d'une prochaine unification.

## Désarroi au sujet de la Pologne

La résolution adoptée le 9 janvier par le comité central du P.C.E. au sujet de la Pologne a exacerbé les tensions. Elle déclarait notamment : « Le modèle politique soviétique montre, au cours de son histoire, que le parti a été dévoré par l'appareil d'Etat, après avoir eu qu'il le dominait. C'est un risque qui pèse sur ou tard sur les systèmes d'où a disparu le pluralisme politique, tel modèle a abouti à l'exclusion de toute discussion démocratique au sein du parti ; elle a réduit les congrès à une simple liturgie. Le parti se convertit de la sorte en un bloc bureaucratique, où les masses voient davantage l'instrument du pouvoir qu'une avant-garde révolutionnaire. » La résolution se prononçait également pour une « nouvelle forme d'articulation internationaliste » entre les partis communistes ayant rejeté le modèle soviétique.

Selon les prosoviétiques, cette résolution a provoqué un grand désarroi à la base du parti, notamment dans les milieux ouvriers, où

## LES CONSIGNES DE LA JUNTE AUX PRÉSIDENTS DES TRIBUNAUX DÉPARTEMENTAUX

## « Il faut décider quels sont les hommes à éliminer de la magistrature »

En instaurant le 13 décembre l'état de guerre en Pologne, la junte militaire avait annoncé la constitution de tribunaux spéciaux qui jugeraient avec sévérité tout manquement aux dispositions de la loi martiale. A la veille de la mise en place de ces « tribunaux », une réunion des présidents des tribunaux départementaux s'est tenue le 18 décembre à Varsovie. Le colonel Kostorzawa s'est adressé aux juges des consignes du WRON, le Conseil militaire de salut national présidé par le général Jaruzelski. Nous publions ci-dessous son discours qui nous a été transmis par le comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France.

« C'est un grand honneur pour moi que de participer à un événement avec le groupe dirigeant de la magistrature de notre patrie socialiste. Ce n'est pas par courtoisie que je le dis mais parce que je suis profondément convaincu d'avoir, en face de moi, des hommes trempés dans le combat, des hommes qui en ont vu de toutes les couleurs et qui comprennent ce qui est en jeu. »

« Je prends la parole en qualité de président du WRON, du Comité de défense du pays et du commissaire plénipotentiaire du Conseil militaire de salut national WRON. Permettez-moi, camarades, de caractériser en quelques mots la situation actuelle. Ce qui s'est passé dans la nuit du 12 au 13 décembre était une attaque militaire bien planifiée et bien conçue et qui a, je crois, efficacement mis un terme à la rébellion des plans des extrémistes. Il était grand temps. Nous avons évité une diffusion du sang. Mais c'est-à-dire que nous avons gagné. Pour employer le langage militaire, nous avons gagné la première manche. Maintenant, il nous faut défendre les positions conquises. L'arme suprême est la loi. Les lois de la République, c'est la loi. L'État de droit, c'est la loi. La loi ne dépend que de nous tous. C'est par les tribunaux que passe la première ligne du front : dans un jour ou deux, nous aurons à juger des hommes armés devant des tribunaux spéciaux. Une question se pose : qui montrera en première ligne ? Quels sont nos juges ? »

« Pour agir efficacement, le chef qu'est un président du tribunal doit disposer d'hommes de qualités bien intégrées et sur lesquels il peut toujours compter. Vous connaissez bien votre milieu. Vous y connaissez les hommes et pouvez décider qui est avec nous et en qui on peut avoir confiance. Le moment n'est plus aux conversations et à l'éducation. Il faut décider quels sont les hommes à éliminer de la magistrature. Je veux croire que les camarades présidents prendront, en la matière, une attitude de principe et de responsabilité. »

« Lors de cette vérification, certains critères nous serviront d'un grand secours. Ce qui doit décider, en ce moment, ce n'est pas seulement les qualifications et les capacités d'un juge, mais surtout son attitude politique. Si je peux vous donner quelques conseils, je dirais aux juges en quelques groupes : »

« Le premier groupe est celui des militants actifs de Solidarité, les extrémistes qui se sont dressés contre le pouvoir populaire ; »

« Le second groupe est constitué par les militants des syndicats autonomes qui, à ce que l'on me dit, n'étaient guère moins actifs que les militants de Solidarité, et qui généralisent la direction du ministère. »

« Et pour finir, le troisième groupe est celui des juges indolents, incapables de satisfaire aux impératifs du moment. »

« Tous ensemble, ils ne sont pas adaptés à l'étape actuelle de la lutte pour le socialisme. C'est pourquoi ils doivent être éliminés de la magistrature. »

« Je suppose que la plupart des camarades présents ont apporté avec eux des propositions concrètes en matière de politique de personnel ; dans le cas contraire, il faudra les envoyer au plus vite au ministère. Il y a un problème : faut-il ou non exiger des déclarations (1) de la part des juges ? A mon avis, ces déclarations ne résolvent rien. Mais réfléchissez-y encore, d'autant plus que, conformément aux dispositions du premier ministre, de telles déclarations seront exigées des employés admissibles de la magistrature. Maintenant, la justice doit, elle aussi, agir fermement. Il faut que les verdicts soient prononcés rapidement et qu'ils soient conformes à la loi et aux exigences de l'état de guerre, c'est-à-dire, tout d'abord, dans un avenir proche, nous allons discuter calmement de la loi qui régit les tribunaux, de la codification pénale, nous devons aujourd'hui intervenir conformément à la loi et à la collision avec la loi. Le travail dans les tribunaux doit être mené d'arrache-pied et dans un esprit de responsabilité, même si les conditions sont extrêmement difficiles, absence de communications, manque de carburant et d'hommes. »

(1) On a fait signer « des déclarations » aux juges, mais ces déclarations ne sont que des déclarations et ne sont pas des décisions.

« L'OTAN est un pacte offensif, tandis que le pacte de Varsovie est défensif », affirme sans ambages M. Fern Ardiaca. En privé, les prosoviétiques, ceux du P.C.E., en tout cas, se montrent plus nuancés. « Nous sommes d'accord pour critiquer certaines "erreurs" de la politique soviétique, comme l'intervention en Afghanistan ou le soutien à la junte militaire argentine, affirmait-il. Mais nous ne voulons pas d'un rejet global et public de l'U.R.S.S. formulé dans des termes dignes de l'administration Reagan. » Des divergences sont d'ailleurs perceptibles entre les contestataires du P.S.U.C., opposés à l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E., et ceux du P.C.E., qui y sont favorables.

Autre point de désaccord : la stratégie suivie par le parti en Espagne. Les prosoviétiques ne remettent pas vraiment en cause la politique de « consensus » avec le centre et la droite, telle qu'elle a été pratiquée par M. Carrillo. La tentative de putsch du 23 février, en rappelant brutalement la gravité du problème militaire, a montré qu'elle était sans doute la seule possible. Mais une telle politique « a pêché par idéalisme », selon les prosoviétiques. Il aurait fallu, disent-ils, « mobiliser les masses » pour changer le rapport de forces entre les organisations qui ont participé au « consensus ». Le P.C.E. n'a pas su concilier les deux tâches qui s'imposaient à lui : « consolider le régime démocratique » et « imposer une solution progressiste à la crise économique ».

THIERRY MALINIAK.

## Pologne

## A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

## Le bloc soviétique réussit à faire ajourner un débat sur « le faux problème de la Pologne »

De notre correspondant

Genève. — Le bloc des pays de l'est, soutenu par l'Algérie, Cuba, l'Inde, la Jordanie et aussi le Mexique, a réussi au cours de la deuxième journée des travaux de la commission des droits de l'homme de l'ONU (le Monde du 2 février) à empêcher un débat sur la crise polonaise. Cette tâche lui fut d'autant plus aisée que le président de la commission, M. Yvon Garvalov (Bulgarie) n'a guère résisté aux pressions visibles — pour ne pas dire aux ordres — de M. Valerian Zorine, chef de la délégation soviétique.

Lorsque M. Yvon Beaulieu, délégué canadien, précisait qu'il parlait au nom de l'Allemagne fédérale, de l'Australie, du Canada, du Danemark, des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon et des Pays-Bas, a annoncé l'intention de soulever le problème polonais, il fut violemment pris à partie. La tension est montée à son comble lorsqu'il a déclaré que la répression en Pologne « était à l'encontre de la charte des Nations unies et de la déclaration des droits de l'homme ».

Pour sa part, M. Zorine a affirmé que le « faux problème de la Pologne », qui n'était pas inscrit à l'ordre du jour, ne pouvait s'expliquer que par des mobiles politiques. M. Niels Boel, délégué du Danemark, a tenté de lire une déclaration commune des dix pays membres de la Communauté européenne, mais il en a été empêché par les délégués de l'est et leurs alliés, ce qui permit à M. Garvalov d'interrompre la séance « pour consultations ».

## U.R.S.S.

## APRÈS LA PUBLICATION D'ARTICLES

## « IDÉOLOGIQUEMENT ERRONÉS » SUR DOSTOÏEVSKI

## La critique littéraire doit être « la courroie de transmission de la ligne du parti » affirme la « Pravda »

Moscou (A.F.P.). — Le premier adjoint au rédacteur en chef de la revue *Nach Sovremennik* (Nouvelles contemporaines), M. Youri Seleznev, vient de faire l'objet d'un blâme pour « manque de vigilance idéologique », a-t-on appris dans les milieux littéraires moscovites. On lui reproche d'avoir autorisé la publication, dans le numéro de novembre 1981 de la revue, d'une série d'articles « idéologiquement erronés » sur Dostoïevski, à l'occasion du centenaire de sa mort, et sur les spécificités des traditions littéraires russes. M. Seleznev, qui vient de publier un ouvrage sur l'héritage littéraire et spirituel de Dostoïevski, risque de perdre sa place.

Cette affaire a été jugée suffisamment grave pour justifier la publication, lundi 1<sup>er</sup> février dans la *Pravda*, d'un rappel à l'ordre de certains critiques littéraires qui auraient tendance à « s'écarter des positions marxistes-léninistes ». Ce soin a été confié à

M. Vassili Koulevchov, spécialiste « officiel » de la littérature russe, qui rappelle que la critique doit être « la courroie de transmission de la ligne du parti dans le domaine de la création artistique ».

« Les auteurs de certaines publications sur l'histoire de notre littérature s'écartent parfois des traditions de l'esthétique marxiste », écrit-il. M. Koulevchov, qui cherche à minimiser la signification de ce qui a été fait avant eux dans ce domaine, « déformant le tableau réel et le développement de notre littérature ».

Il s'en prend plus particulièrement à M. Vadim Kojinov, l'un des auteurs de la revue, et l'accuse notamment d'avoir écrit que la célèbre bataille de Koulikovo (qui opposa le prince Dimitri Donskoi aux Tartares en 1380) a été une lutte des Russes « contre l'agression cosmopolite mondiale ». Il cite aussi notamment M. Kozlov, qui oppose le prince Dimitri Donskoi aux Tartares en 1380, a été une lutte des Russes « contre l'agression cosmopolite mondiale ». Il cite aussi notamment M. Kozlov, qui oppose le prince Dimitri Donskoi aux Tartares en 1380, a été une lutte des Russes « contre l'agression cosmopolite mondiale ».

Sept partis membres de l'Internationale socialiste boycottent une visite à Moscou. — Les partis socialistes français, ouest-allemand, anglais, néerlandais, japonais, sénégalais et vénéuézien ont décidé de ne pas participer au voyage que fait en Union soviétique, du 1<sup>er</sup> au 4 février, une délégation conduite par le président de l'Internationale socialiste, M. Kaizeri Sorsa (Finlande), et son secrétaire, M. Walter Haacker (Autriche). Cette décision, annoncée par un communiqué du Parti du travail néerlandais, ne signifie pas que, dans l'esprit de ces partis, tous les contacts avec Moscou doivent être rompus, mais que, tant que la situation ne s'améliorera pas d'une façon significative en Pologne, cette visite ne saurait être d'une utilité quelconque. — (A.F.P.)

## John Kenneth GALBRAITH Chroniques d'un libéral impénitent

Un grand économiste face au pouvoir

GALLIMARD nrf

J. K. Galbraith



# EUROPE

## Yugoslavie

### Les autorités comptent sur le prochain plan pour entraver le morcellement économique

De notre correspondant

Belgrade. — Sarajevo, capitale de la République fédérale de Bosnie-Herzégovine et Nis, important centre industriel de la République fédérale de Serbie, sont reliés, ou plus exactement, étaient reliés, par une ligne d'autobus. Depuis plus de deux mois les passagers ne vont plus directement d'une localité à l'autre. Ils sont contraints de changer d'autobus à Vardiste, à la frontière des deux Républiques. La raison : l'autobus bosniaque est interdit de circulation en Serbie et le car serbe en Bosnie. Les Serbes estiment en effet que le véhicule bosniaque fait concurrence sur leur territoire à leur propre autobus. Les Bosniaks pensent de même de l'autobus serbe.

Les interventions des autorités et de la Chambre économique fédérale pour trouver un compromis ont échoué et qui ne soit quand et comment le différend sera réglé. En attendant, les passagers continuent à descendre à Vardiste par un hiver particulièrement rigoureux, et à traîner leurs bagages d'un véhicule à l'autre. Quelque chose de semblable se passe dans les chemins de fer. Plus d'une fois la presse a signalé que la locomotive appartenait à une compagnie d'une République décroche à la frontière d'une autre République et revient sans convoi, à son point de départ. Ces exemples parmi d'autres reflètent l'actuel morcellement de l'économie yougoslave et l'existence en fait de six économies nationales, une pour chaque République fédérée.

Stricte centralisme en 1945, à l'exemple des autres pays communistes de l'Europe de l'Est, le système économique yougoslave s'est engagé dans les années 60, après l'instauration de l'autogestion, sur la voie de la décentralisation. L'emprise de l'Etat sur l'ensemble de la vie sociale s'est relâchée, les pouvoirs des Républiques ont été accrues. Avec les amendements constitutionnels de 1972, et la Constitution de 1974, la décentralisation a été encore un pas d'avance en Serbie dans l'Etat. Les Républiques ont édifié sans coordination chacune son propre plan de développement, ont raciné par l'autarcie. L'unité du marché yougoslave, pourtant solennellement proclamée par la Constitution, n'est plus respectée par personne, et il est plus facile à une entreprise, dans certains cas, de franchir la frontière de l'Etat que celle de la République voisine.

## Querelles

dans les milieux intellectuels

« Nous avons brisé notre unité économique », a dit M. Petković, membre du comité central et ancien recteur de l'université de Belgrade, ce qui équivaut à un suicide économique, à un moment où tout le monde qui nous entoure s'écroule. Selon M. Petković, la « fermeture » des Républiques et leur rivalité ont donné naissance à une « éponge » bureaucratique qui empêche les richesses. La communauté yougoslave repose, à son avis, sur des centres de puissance politique locaux et elle souffre d'une sorte d'irresponsabilité organisée ». M. Gligor, membre de la direction collégiale du parti, a déclaré de son côté que si le cours actuel persiste, nous serons obligés d'établir des droits de douane pour certains produits aux frontières des Républiques ».

## Italie

● RECTIFICATION. — Un matricule a rendu incompensable un passage de la « Tribune internationale » d'Alberto Zaccarelli dans le Monde du 3 février. Il fallait lire :

« A l'examen objectif des choses, tout montrerait que la voie est désormais ouverte. Le lien avec l'U.R.S.S. empêcherait de se fier cet objectif. L'hypothèse étant levée, tout devrait se dérouler de la façon la plus simple. Mais les choses vont autrement dans la réalité concrète italienne. »

Après tout, la rancœur s'est déposée en sédiments sur la peau des deux parties, et il ne sera sûrement pas facile de la déloger. En second lieu, tant M. Craxi que M. Berlinguer cultivent le rêve d'un parti socialiste capable de se mouvoir en pivot de toutes les forces de gauche. L'un et l'autre font ce rêve pour leur propre parti. D'où leurs combats respectifs contre le temps.

● Constatons que la crise du P.C.I. est profonde. M. Craxi a considéré que des élections anticipées réduiraient la distance électorale entre lui et les communistes. A M. Berlinguer, au contraire, il faut du temps pour recommencer de rassembler les militants perclus sous les drapeaux du P.C.I.

D'autre part, le journal indépendant de gauche socialiste cité en note s'orthographe Repubblica.

Ces « manifestations négatives » ne sont pas propres à l'économie. Depuis des mois, les intellectuels se querellent sur l'appartenance républicaine et nationale de tel ou tel écrivain. Ces querelles, où l'absurde n'est pas absent, ne sont pas sans répercussion sur l'ensemble de la vie culturelle. Il n'est pas étonnant que la rédaction de la nouvelle encyclopédie yougoslave ait décidé, pour ne pas jeter de l'huile sur le feu, de tenir certaines de ses réunions à huis clos.

Cette division menace en premier lieu le parti. Pour parler au plus près, le gouvernement fédéral n'a pas hésité, récemment, à recourir, dans plusieurs cas, aux « mesures provisoires », en réalité mesures d'exception, pour mettre en œuvre en temps voulu le plan de 1982 sur lequel les Républiques et les régions autonomes ne sont pas parvenues à s'entendre. On attend également, à bref délai, les conclusions d'une commission spéciale composée d'hommes politiques, de techniciens et de scientifiques chargée de présenter un plan cohérent à long terme, qui sera valable pour le pays tout entier.

Le plan, sans toucher aux principes de base de l'autogestion, doit permettre à la Yougoslavie d'amorcer un important revirement politique et économique. Sans ce revirement, il y a peu de chances de la voir surmonter les difficultés accumulées au cours des dernières années.

PAUL YANKOVITCH.

## Danemark

### POLEMIQUE ENTRE WASHINGTON ET COPENHAGUE A PROPOS DE LA TURQUIE ET DE LA POLOGNE.

(De notre correspondante.)

Copenhague. — M. Kjeld Olesen, ministre des affaires étrangères du Danemark, a réagi vivement aux déclarations faites par le général Haig, dans un bulletin diffusé par l'ambassade des Etats-Unis à Copenhague, faisant allusion à la « double morale » de certains alliés. Il s'est notamment agi de la Turquie et de la Pologne. M. Olesen, estimant que ces reproches ne lui aient pas été faits directement pendant la rencontre de Bruxelles, les commentés en ces termes : « Il est clair que la violation des droits de l'homme en Turquie et en Pologne ainsi que les événements qui y sont liés ne peuvent être exactement mis en parallèle. Néanmoins c'est un fait que le gouvernement danois doit prendre ses distances vis-à-vis de ce qui se passe en Pologne aussi bien qu'en Turquie. »

Deux jours auparavant, le ministre turc des affaires étrangères avait convoqué le chargé d'affaires de l'ambassade du Danemark à Ankara pour lui reprocher que le gouvernement de Copenhague ait pris la tête de la croisade visant à occire la Turquie devant la Cour européenne des droits de l'homme. Le Danemark, en effet, avait pris l'initiative de cette démarche. — C. O.

## Le Monde des PHILATELISTES

ORGANISME DE LA PHILATIE

Dans le numéro de février (80 pages)

### Les affranchissements dits de « septembre 1871 »

### La « Marianne » de Muller

... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques :

11 bis, bd Haussmann, 75008 Paris

Tél. : (1) 246-72-23

# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### L'opposition démocrate lance une offensive contre la politique du gouvernement au Salvador

Environ cinq cents guérilleros ont attaqué, mardi 2 février, la ville d'Usulután, à un peu plus de 100 kilomètres à l'est de San Salvador, près de la frontière avec le Honduras. Les combats ont duré quatre heures et ont été très intenses. Selon un porte-parole du ministère de la défense, trente-deux civils et un militaire ont été tués. D'autres informations indiquent que, parmi les victimes, figurent le chef local de l'armée et onze soldats.

Avec 200 000 habitants, Usulután est la quatrième ville du pays, et elle a déjà essuyé deux attaques de la guérilla au cours du dernier

mois. Celle-ci a également assailli, lundi, la petite ville de Corinto, à la frontière avec le Honduras, coupant toutes les communications. Des actes de sabotage ont été commis en plusieurs autres endroits. La radio des guérilleros, Radio-Venceremos (« Nous vaincrons ») multiplie les appels aux ouvriers et aux paysans pour qu'ils prennent les armes afin de renverser la junte. Elle annonce que des actions d'envergure seront entreprises les jours prochains.

La situation au Salvador a fait l'objet d'un débat, lundi et mardi, au Congrès américain.

De notre correspondant

cas, le réveil de la guérilla salvadorienne et craignent que l'attaque contre la base aérienne de Nipango (le Monde du 29 janvier) ne soit le début d'une vaste offensive pour torpiller l'élection d'une Assemblée constituante le 28 mars prochain.

Washington attend beaucoup d'importance à ce scrutin tout en reconnaissant qu'il n'établira ni la paix civile, ni la démocratie au Salvador. « C'est un premier pas », a déclaré mardi M. Thomas Enders, secrétaire d'Etat adjoint, chargé des affaires interaméricaines, qui s'expliquait devant une sous-commission de la Chambre. Le collaborateur du général Haig a souligné que la hiérarchie catholique appuyait maintenant les élections. C'est, à vrai dire, le seul sujet de satisfaction que le Salvador donne en ce moment à l'administration Reagan.

### Des obligations pour l'exécutif

La nouvelle loi sur l'aide à l'étranger, votée par le Congrès et signée le 29 décembre dernier, impose des obligations à l'exécutif en ce qui concerne le Salvador. Le président Reagan a dû ainsi faire savoir au Congrès, dans un document écrit, que les droits de l'homme étaient à sa connaissance mieux respectés dans ce pays, pour que l'aide décidée puisse être disponible (le Monde du 30 janvier). Un représentant démocrate de New-York, M. Stephen Solarz, envisage cependant de mener une action judiciaire contre le président. Deux autres

### AU PROCÈS D'ATLANTA

#### L'accusé pourrait être mis en cause pour dix meurtres supplémentaires de jeunes Noirs

De notre correspondante

New-York. — Un peu plus d'un mois après le début du procès de Wayne Williams, le photographe de vingt-trois ans accusé de deux des vingt-huit meurtres de jeunes Noirs qui ont bouleversé pendant deux ans la vie à Atlanta, la liste de ses victimes probables s'est allongée. Officiellement, Wayne Williams, Noir, lui aussi, n'est toujours inculpé que de l'assassinat de Nathaniel Carter et Jimmy Payne, dont les corps ont été retrouvés dans la rivière Chattahoochee. L'accusation reste très prudente. Elle s'efforce cependant de prouver que plusieurs autres meurtres de cette série répondent à un « schéma » identique qui laisse supposer qu'il s'agit du même coupable.

Parmi les éléments de ce schéma figurent l'âge, sur les corps d'un mois dix des victimes, de fibres provenant, selon plusieurs experts, de tapis, tentures et vêtements retrouvés dans l'appartement de Wayne Williams, ainsi que des poils de son chien, un berger allemand. Plusieurs témoins ont déclaré, sous serment, avoir vu Wayne Williams en compagnie de certaines des victimes, peu avant leur disparition. Williams a aussi avoué, en l'entrevue de trois des jeunes morts qu'il n'était pas censé connaître.

Trois des victimes, William Barrett, dix-sept ans, Eric Middlebrooks, quatorze ans et John Porter, vingt-huit ans, portaient des blessures semblables à l'abdomen et à la poitrine qui, selon les enquêteurs, pouvaient laisser penser que l'assassin avait obéi à quelque rituel. Eric Middlebrooks n'a pas été étranglé ou asphyxié, comme la majorité des victimes, mais assassiné à l'aide d'une matraque, comme on en a retrouvé une, cachée dans le placard de la maison de Williams.

Enfin, plusieurs jeunes témoins ont déclaré avoir été abordés par Williams sous le prétexte de leur faire effectuer quelques menus travaux. Williams a aussi avoué, sans raison apparente, à l'entrevue qu'il s'agissait en réalité d'avances d'ordre homosexuel.

Après l'audition des derniers témoins, le juge M. Clarence Cooper, a officiellement autorisé l'accusation à produire des preuves de la culpabilité de Wayne Williams dans dix nouveaux cas. Un chapitre important de l'affaire n'a pas encore été abordé : la personnalité de l'accusé, jusqu'ici, Wayne Williams, qui se

façait passer pour un photographe de presse doublé d'un imprésario à la recherche de nouveaux talents de la chanson, a fait preuve de la plus parfaite maîtrise de soi. Mais, au fil des audiences, tandis que les motivations du meurtrier apparaissent de plus en plus troubles, une image, encore floue, se dessine : celle d'un déséquilibré dangereux, sans doute inconnu de ses proches.

NICOLE BERNHEIM.

## Canada

### Le gouvernement fédéral doit faire face à une offensive de l'opposition contre sa politique économique

De notre correspondant

La politique économique de M. Pierre Elliott Trudeau a été vivement prise à partie mardi 2 février, à Ottawa, par les dix premiers ministres provinciaux au cours de la séance d'ouverture d'une consultation fédérale-provinciale sur l'économie. La dégradation de la situation, marquée notamment par l'existence d'un million de chômeurs, a suscité d'autre part, à quelques jours, une offensive de l'opposition au Parlement fédéral.

Montreal. — Après avoir consacré en 1981 toute son énergie au débat constitutionnel, dont elle est finalement sortie perdante, l'opposition à la Chambre des communes d'Ottawa a déclaré que 1982 serait l'année de l'économie et qu'elle ne laisserait pas un instant de répit au gouvernement de M. Trudeau tant que celui-ci ne se sera pas engagé à faire passer la lutte contre le chômage avant la lutte contre l'inflation.

Dès la reprise de la session parlementaire lundi 25 janvier, les conservateurs et les députés du Nouveau Parti démocratique (N.P.D.) (social-démocrate) ont dénoncé l'« indifférence » du pouvoir à l'égard du million de chômeurs et ont exigé des mesures concrètes pour sortir de la récession qui affaiblit l'économie depuis l'été dernier. Le chef du

parti conservateur, M. Clark, a présenté une motion demandant l'annulation du budget déposé le 12 novembre et la préparation d'une nouvelle loi de finances qui contiendrait des mesures destinées à réduire le chômage par une relance des investissements. Cette motion a été rejetée.

Les derniers chiffres publiés par l'organisme officiel Statistique Canada ont donné des armes à l'opposition. Le chômage, qui pour la première fois du million de sans-emploi, affecte 8,6 % de la population active. Les prix ont progressé de 12,5 % en 1981 — le plus fort taux depuis 1946. La production industrielle a baissé de près de 3 % l'année dernière, et des représentants de l'Association des manufacturiers canadiens ont annoncé qu'ils s'attendaient à une baisse de 10 % des commandes de deux prochains mois. Depuis deux cent trente-cinq mille personnes ont été mises à pied dans le secteur industriel.

Pour l'opposition, comme pour les milieux d'affaires, le principal coupable reste le gouvernement et sa politique monétaire restrictive qui maintient les taux d'intérêt à des niveaux record et décourage les investissements. Ils ne sous-estiment pas pour autant les effets négatifs de la récession

### BEAUCOUP DE BRUIT POUR UN CAILLOU

Beaucoup de bruit pour un caillou. Telle est la conclusion de l'affaire, singulièrement grossie dans un premier temps, et ensuite réduite à de plus modestes proportions, qui a occupé mardi matin 2 février beaucoup de monde à Washington dans les rangs du « service secret » (chargé de la protection des personnalités officielles) et de la presse. La voiture du vice-président, M. George Bush, avait été atteinte par un projectile, en plein centre de la ville, alors qu'elle se dirigeait vers la Maison Blanche. Aussitôt, des équipes de sécurité se déployèrent, inspectant les chaussées (voilàient les immeubles voisins. Des hélicoptères tournoyaient dans le ciel.

Après enquête de ses laboratoires, le F.B.I. conclut qu'il ne s'agissait pas d'une balle, comme on l'avait craint et même annoncée, mais d'un caillou, ou plus exactement d'un mélange d'argile et de ciment. Il reste à savoir si ce caillou a été lancé intentionnellement, et s'il s'agit d'un attentat ou d'un acte de vandalisme.

M. Bush, en tout cas, a montré qu'il avait un peu de l'humour manifesté par le président Reagan lors de l'attentat du 30 mars dernier. Pressé de questions, il a lancé aux journalistes : « Je ne suis pas habitué à toute cette attention ! »

● Le président Reagan a démenté, mardi 2 février, au Congrès américain, d'approuver un accord de coopération nucléaire entre les Etats-Unis et le Bangladesh. « Cet accord, a-t-il déclaré, encouragera la non-prolifération et les autres intérêts de politique étrangère des Etats-Unis. Il doit promouvoir notre défense et notre sécurité commune et non constituer un risque. » — (A.F.P.)

● L'amiral à quatre étoiles Hyman Rickover, à qui les Etats-Unis doivent leur flotte de sous-marins nucléaires, et qui était connu pour son indépendance et son franc-parler, a été mis, lundi 1<sup>er</sup> février, contre son gré, à la retraite après cinquante-neuf ans de service. Agé de quatre-vingt-deux ans, il avait déjà dépassé de vingt ans l'âge légal de départ pour les officiers de son rang. L'amiral Rickover avait refusé à garder pendant des années la haute main sur la marine nucléaire, depuis la conception des bâtiments jusqu'à la formation des équipages. Il sera remplacé par le vice-amiral Kinnaird Mac Kee. — (A.F.P.)

● ERRATUM. — Dans le bulletin de l'étranger du 3 février, consacré à la politique américaine en Amérique centrale, une coquille nous a fait écrire que les sous-salvatoriens avaient massacré dimanche une « centaine » de personnes dans un faubourg de la capitale, alors qu'il s'agissait d'une vingtaine, comme nous l'avions indiqué la veille (le Monde du 2 février).

### Un appel aux salariés

Le ministre fédéral des finances, M. MacEachen n'est pas impressionné par ces critiques et a décidé d'interdire en priorité contre l'inflation en continuant par le biais de la progression de la masse monétaire à un très bas niveau. Le ministre des finances, qui affirme ne pas être favorable à la mise sur pied d'un contrôle des prix et des salaires comme en 1975-1976, souhaite cependant que les salariés fassent preuve de modération dans la négociation de leurs conventions collectives.

Cet appel aux salariés a été très mal reçu par les syndicats et par les députés sociaux-démocrates de M. Broadbent. Ceux-ci estiment que, depuis quatre ans, les augmentations de salaires n'ont pas suivi l'inflation alors que les profits des banques ont fait des bonds spectaculaires. Les syndicats exigent que des mesures concrètes soient annoncées dans les plus brefs délais pour créer des emplois et venir en aide aux nombreuses familles qui ne peuvent plus rembourser les prêts hypothécaires.

BERTRAND DE LA GRANGE.



## DIPLOMATIE

# M. Papandréou a réaffirmé sa volonté au chancelier Schmidt d'obtenir des privilèges pour la Grèce au sein de l'Europe

De notre correspondant

Bonn. — La visite à Bonn du premier ministre grec, M. Papandréou, ne paraît pas avoir résolu les difficultés qui troublent à l'heure actuelle les rapports du gouvernement d'Athènes, tant avec la Communauté européenne qu'avec l'OTAN. Telle est, en tout cas, l'impression des milieux diplomatiques après la tête-à-tête qui s'est prolongé pendant plus de deux heures, mardi 2 février, entre M. Papandréou et M. Schmidt.

Au chancelier, qui avait souligné tout d'abord la nécessité de maintenir un « consensus » au sein de l'alliance atlantique, le premier ministre grec a répondu en évoquant le problème particulier de son pays, qui aurait besoin d'une garantie contre les revendications territoriales de la Turquie. A propos de ce conflit gréco-turc, dans la mer Égée, comme à Chypre, M. Schmidt a laissé entendre qu'il serait prêt à faciliter d'éventuelles conversations entre les deux gouvernements.

ments, avec lesquels la République fédérale entretenait de bonnes relations. Encore n'est-il absolument pas question pour les dirigeants de Bonn de vouloir jouer un rôle de médiateur entre Athènes et Ankara.

En ce qui concerne la Communauté européenne, M. Papandréou a également réaffirmé une position spéciale afin que l'industrie et l'agriculture grecques soient en mesure de s'exposer à la concurrence des Dix. Là encore, cependant, le chancelier Schmidt a fait preuve de beaucoup de réserve. Selon lui, un changement gouvernemental dans un pays de la Communauté ne devrait pas conduire à une révision des accords déjà conclus. Cela n'a pas empêché le premier ministre grec d'annoncer que son gouvernement présentera bientôt à la Commission de Bruxelles des propositions en vue d'assurer à son pays une position particulière au sein de la Communauté.

## LA PROCHAINE VISITE DE M. MITTERRAND EN ISRAËL

### Le représentant de l'O.L.P. à Paris dénonce un « encouragement » à l'annexion du Golan

La proche visite de M. Mitterrand en Israël est « inopportune » et « apparaît comme un encouragement aux actes d'annexion de Jérusalem et du plateau du Golan », a affirmé mardi 3 février, M. Ibrahim Souss, représentant en France de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) devant l'association de la presse étrangère.

● A Riyad, la presse saoudienne a reproduit une déclaration de M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., dans laquelle ce dernier affirme que la « sympathie manifestée » par le ministre français des Relations extérieures, M. Claude Chaignon, à l'égard de l'« ennemi stérile » au cours de sa récente visite en Israël est complètement « contradictoire » avec les principes que les socialistes français ont défendus au cours de l'élection présidentielle française.

● Aux Nations unies, Mme Dever, représentant la Belgique à l'Assemblée générale de l'ONU, a

déclaré, parlant au nom de la C.E.E., que « les Dix réaffirment officiellement qu'ils considèrent la loi du 16 décembre 1981 concernant les monts du Golan, de même que la loi fondamentale du 31 juillet 1980 concernant Jérusalem, comme étant nulles et non avenues et sans effet juridique sur le plan international ».

Mme Dever a également rappelé que les pays de la Communauté, dont la Belgique assume actuellement la présidence, « méritent en garde le gouvernement israélien au sujet des conséquences de ces mesures qui ne feront qu'aggraver les dangers de la situation qui est déjà extrêmement tendue et compliquée ».

● A Washington, où le président égyptien Mubarak est arrivé mardi, M. Ronald Reagan a approuvé la nomination de M. Richard Fairbanks comme nouvel ambassadeur spécial américain pour le Proche-Orient. (A.F.P., Reuters.)

## A L'INVITATION DE L'INDE

### Une trentaine de pays du tiers-monde vont examiner les possibilités de développer leur coopération

De notre correspondant

New-Delhi. — Convoquée à l'initiative du premier ministre, Mme Gandhi, une conférence Sud-Sud se réunira à New-Delhi du 22 au 24 février. Elle aura notamment pour but d'examiner les problèmes économiques auxquels sont confrontés les pays en voie de développement et de promouvoir une coopération accrue entre ces derniers. Ce faisant, elle entend également aider à sortir de l'impasse dans laquelle se trouve actuellement le dialogue Nord-Sud. Une trentaine de nations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (la plupart membres du groupe des « 77 », ainsi que la Yougoslavie, ont été invitées.

Pour l'Inde, il s'agit de poursuivre les discussions engagées lors de la conférence des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, dont on s'attend à Melbourne (Australie), puis au sommet de Cancun, le même mois, au Mexique.

L'Inde souhaite aujourd'hui approfondir les solutions préconisées à Melbourne en ce qui

concerne la lutte contre le protectionnisme, le volume et la nature de l'aide internationale, la mise en valeur des ressources énergétiques et la sécurité alimentaire. Elle souhaite également explorer les possibilités de coopération technologique entre pays en voie de développement.

Une conférence plus qu'opportune, estimait le *Times of India*, qui constatait récemment que depuis Cancun, non seulement aucun progrès n'avait été accompli, mais qu'un contraire on observe « une volonté délibérée, inspirée par les États-Unis et partagée par la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, de réduire considérablement l'aide multilatérale mise à la disposition du tiers-monde avec pour résultat, l'incapacité du F.M.I. et de la Banque mondiale de recueillir, au profit de ces derniers, les pétrodollars qui s'entassent dans les banques internationales ». « Autant considérer, dans ces conditions, que le dialogue Nord-Sud est mort », conclut ce journal.

PATRICK FRANCIS.

# LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE FÉVRIER

## ÉTATS-UNIS : LA GUERRE COMMERCIALE CONTRE L'EUROPE

(Marie-France Toinet)

## LES LIENS COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX ALLEMAGNES

(Marcel Droch)

## A PROPOS DE LA CRISE POLONAISE : DIVISIONS EUROPÉENNES ET CRITIQUES AMÉRICAINES

(Diane Johnstone)

## CHANGEMENT ET CONTINUITÉ EN ÉGYPTE

(Mohamed Sid-Ahmed)

## LES PARTIS COMMUNISTES D'EUROPE OCCIDENTALE ENTRE L'IMPUISSANCE ET LE DÉSARTEU DU « MODÈLE »

La seconde chance de l'eurocommunisme (Lilly Marrou). — En Italie : La quête difficile d'une « troisième voie » (Ferdinando Scianna). — En Espagne : Le prix du retour à une incertaine démocratie (Jean Rony). — En France : L'aventure gouvernementale (François Hincker). — L'attente d'un dénouement (Mireille Azzoug). — Résistances et pesanteurs, dans une région du monde privilégiée (Fernando Claudin). — Témoignage : Où en est, aujourd'hui, l'« homme nouveau » ? (Jean Bruhat).

ENQUÊTE : L'électronucléaire, crise économique et choix politique (Jean-Paul Moutti et François Vescia).

AFRIQUE : Solidarité avouée avec le monde arabe (Samir Kassir). — Les tentatives de renouveau avec Israël (Ignacio Klich). — Au Swaziland : Marchandage territorial (Suzanne Cronje).

ASIE : La réforme économique en Chine, prudence et persévérance (Patrick Tissier). — Philippines : L'aventure des travailleurs immigrés dans le Golfe (Marie-Claude Céleste).

EUROPE : Aggravation des difficultés économiques en Roumanie (Jeanne Loup). — En Pologne : « Les raisons des gens courbés » (Politique et littérature, par Wojciech Skalmowski).

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08  
Publication mensuelle du « Monde » - En vente partout  
Le numéro : 9 francs

## Washington veut faire amender le projet de convention sur le droit de la mer

Les États-Unis participent de nouvelles négociations de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer, dont la onzième session doit s'ouvrir le 8 mars à New-York. Le 3 mars 1981, juste avant que ne s'ouvre, aussi à New-York, la dixième session, le département d'État avait fait savoir que l'administration Reagan, alors toute nouvelle, voulait étudier en détail le projet de convention sur le droit de la mer, laborieusement mis en point en 1980, afin de définir sa position sur ce texte.

La délégation américaine a donc plus observé que participé pendant toute la dixième session. Dans une déclaration publiée le 29 janvier dernier, le président Reagan précise la nouvelle position américaine. Les États-Unis souhaitent une convention sur le droit de la mer, mais une convention acceptable. Les dispositions relatives, notamment, à la liberté de navigation et de survol, aux pêches, à l'environnement, sont acceptables. En revanche, plusieurs dispositions ne le sont pas et la délégation américaine va s'efforcer de les faire modifier. La convention ne doit pas dis-

suaider d'exploiter les grands fonds marins. Autrement dit, les États-Unis ne veulent pas de la clause qui limite l'exploitation des nodules polymétalliques de façon que celle-ci n'exécute pas 80 % de la croissance de la consommation mondiale du nickel. De même, ils veulent que l'Autorité (l'organisme international qui sera considéré comme « propriétaire » des grands fonds marins) n'ait le monopole de cette exploitation et vendent que les mécanismes de décisions de l'Assemblée et du Conseil de l'Autorité soient tels qu'ils garantissent les intérêts politiques, économiques et financiers des États participants.

En outre, les États-Unis veulent que les futures révisions éventuelles de la convention soient décidées avec l'accord des États parties, c'est-à-dire par consensus comme la convention elle-même aura été adoptée. Enfin, pour être ratifiée par le Sénat américain, la convention ne doit ni comprendre de dispositions obligeant les sociétés privées à transférer leurs technologies aux pays en voie de développement ni inclure les mouvements de libération parmi les parties à la convention. — Y.F.R.



## L'ECOUTE FAVORISE L'INNOVATION.

On a fait la sonde oreille aux idées de Christophe Colomb, jusqu'à ce que la Reine Isabelle de Castille se décide à l'écouter.

Chez Sperry, nous sommes en permanence à l'écoute des idées nouvelles.

Notre aptitude à écouter nous permet d'être attentifs aux possibilités

d'expansion de l'industrie aérospatiale, de l'informatique et des autres secteurs de pointe.

Mieux, elle contribue à notre propre expansion.

De nos jours, des idées nouvelles jaillissent souvent du rapprochement de découvertes a priori sans rapport.

Pour ce faire, il faut être attentif et

créatif pour établir des liens entre les domaines les plus divers.

C'est pourquoi, au Centre de Recherche Sperry, des scientifiques de dix-huit disciplines se rencontrent régulièrement.

C'est l'occasion pour eux de confronter leurs idées.

Nous sommes convaincus, chez Sperry, que le fait de bien écouter ouvre

de nouvelles perspectives, entraîne à la réflexion sur des sujets jusque là inabordés, et nous révèle la possibilité de pénétrer de nouveaux domaines.

**SPERRY**

Pour nous, l'important est de savoir écouter.

Sperry comprend : les ordinateurs Sperry Univac, les machines agricoles Sperry New Holland, les équipements hydrauliques et pneumatiques Sperry Vickers, les systèmes de navigation et de contrôle Sperry et Sperry Flight Systems.

Ecrivez à Sperry S.A., Dept. MD7, 19 Rue François 1er, 75008 Paris, pour recevoir notre "test d'écoute".

Sperry S.A.



## AIR FRANCE VACANCES

**COLLECTION 1982.  
CREATIONS MAROCAINES.**

AGADIR.....	2205 F
CASABLANCA.....	1950 F
FEZ.....	1950 F
MARRAKECH.....	2075 F
RABAT.....	1950 F
TANGER.....	1745 F

ALLER-RETOUR

Sur les lignes d'Air France et de Royal Air Maroc, ces tarifs sont valables, sur certains vols, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1982, pour des voyages individuels aller-retour au départ de Paris.

Pour tous renseignements sur les conditions particulières de vente et de transport, adressez-vous à votre Agent de voyages, à Air France ou à Royal Air Maroc.



### COMMENT BÉNÉFICIER DE CES TARIFS ?

Ces tarifs sont valables pour tous pour des voyages individuels aller-retour.

Selon les destinations, ils sont applicables sur tous les vols ou sur certains vols seulement.

Ils impliquent une durée de séjour variable également selon les destinations.

La réservation, l'émission, le règlement du billet aller-retour se font obligatoirement en même temps, soit dans une agence de voyages ou à Air France.

Les changements de réservation ou les annulations sont possibles avant le départ moyennant une retenue variable selon les destinations. Elles sont impossibles une fois le premier parcoure effectué.

Ces dispositions constituent une garantie pour nos passagers. Elles évitent en effet des réservations souvent annulées au dernier moment bloquant ainsi des places et privant d'autres passagers de possibilités de départ.

Ces tarifs, particulièrement avantageux malgré la hausse constante du prix du carburant, ont été obtenus en partie sur certaines destinations grâce à un aménagement particulier de la cabine et un service simplifié à bord.

## AIR FRANCE VACANCES

**NOUVEAUTÉ AFRICAINE.**

DAKAR.....	2750 F
------------	--------

ALLER-RETOUR

Air France et Air Afrique vous proposent ce nouveau tarif Vacances, sur le vol du jeudi à compter du 17 décembre 1981, pour des voyages individuels aller-retour au départ de Paris.

Pour tous renseignements sur les conditions particulières de vente et de transport, adressez-vous à votre Agent de voyages, à Air France et à Air Afrique.



## AFRIQUE

### Le Front Polisario demande à nouveau à la France de cesser de livrer des armes au Maroc

Alors que le roi Hassan II séjourne encore en France à titre privé, M. Fadil Ismail, représentant du Front Polisario en Europe, a annoncé, mardi 2 février, au cours d'une conférence de presse (*le Monde* du 3 février), l'ouverture d'une représentation à Paris « pour permettre à la France d'établir un dialogue direct, officiel et continu avec l'autre partie au conflit du Sahara occidental, à savoir le Front Polisario ». Il a toutefois souligné que le Front « attend encore de la France qu'elle cesse de livrer au Maroc des armes que Rabat utilise dans sa guerre contre les peuples auxquels elle reconnaît le droit à l'autodétermination, et qu'elle rappelle ses experts au lieu de les renvoyer ».

Le comité de mise en œuvre des résolutions de l'O.U.A. devrait se réunir incessamment à Nairobi, Hassan II ayant réaffirmé, vendredi dernier, lors de sa conférence de presse, qu'il ne négociera « jamais » avec le Front Polisario « lequel n'est même pas reconnu comme mouvement de libération par l'O.U.A. ».

M. Ismail a souligné que le souverain « a lui-même libéré, ainsi, sa propre fin au retour de la paix ».

Le Quai d'Orsay a rappelé, pour sa part, que l'article de la loi de 1981 sur les associations prévoyant que les associations étrangères devaient demander une autorisation officielle avant d'ouvrir un bureau

en France, avait été abrogé en octobre 1981. Toutefois, M. Alain Vivien, député socialiste, qui préside le « groupe d'études sur le problème du Sahara occidental » à l'Assemblée nationale, a déclaré que l'ouverture du bureau du Front Polisario fait suite à une série de contacts politiques avec les dirigeants français, dont les responsables du ministère des relations extérieures, contacts qui n'ont pas eu lieu, a-t-il également indiqué, avec l'AOSARIO, association sahraoui promarocaine. Il a également souligné que ni l'Elysée ni le gouvernement français n'ont confirmé les déclarations faites à Paris par Hassan II. On laisse entendre, au P.S., que M. Mitterrand a fait un geste en rencontrant le souverain, et que la visite officielle qu'il envisagerait de faire au Maroc avant la fin de l'année dépendrait des décisions que prendrait le monarque en faveur des droits de l'homme et du règlement du conflit saharien.

Enfin, M. Thomas Jallaud, secrétaire général de l'Association des amis de la R.A.S.D. (République arabe sahraoui démocratique), a annoncé que plusieurs villes françaises allaient se joindre avec des agglomérations sahraouies. Il a cité les cas de Brest et Bir-Anzaran et de Bourges et Guelia-Zennour, venant après le jumelage de Mazaoua avec La Mans, lequel a provoqué une protestation de Rabat. — P. B.

## A TRAVERS LE MONDE

### Afghanistan

● L'U.R.S.S. ET L'AFGHANISTAN ont signé, lundi 1<sup>er</sup> février, un accord commercial prévoyant notamment la livraison par Kaboul de gaz, d'électricité, de fruits, de tapis, de peaux et de produits d'artisanat en échange de marchandises, de véhicules et autres équipements. Selon radio-Kaboul, Moscou accorde à l'Afghanistan une aide de 10 millions de dollars. Le premier ministre afghan a déclaré qu'il espérait un accroissement de cette assistance. Il a précisé que l'U.R.S.S. avait attribué à son pays une aide d'environ 95 millions de dollars au cours de l'année financière s'achevant en mars 1981, ce qui représentait à peu près 18 % du budget de l'Etat.

D'autre part, selon des sources diplomatiques, des membres du parti démocratique et populaire d'Afghanistan au pouvoir ont été passés de 15 000, en 1978, à 100 000, actuellement. — (A.F.P.-Reuter).

### Ghana

● LE SORT DE L'ANCIEN PRÉSIDENT LIMANN. Le capitaine d'aviation Jerry Rawlings, nouveau chef de l'Etat du Ghana, a dit mardi soir 2 février au cours d'une interview télédiffusée sur les antennes de la B.B.C. que l'ancien président Hilla Limann ne serait « probablement pas exilé ». Il s'agit de la première interview télévisée du capitaine Rawlings, depuis le coup de force du 24 décembre ayant abouti à la destitution de son prédécesseur. — (A.F.P.)

### Irak

● DISPARITION DE DEUX GÉOMÈTRES FRANÇAIS. — Le Quai d'Orsay a confirmé mardi 2 février que deux géomètres français, MM. Stanislas Rosset et Gérard Serret, ont disparu alors qu'ils faisaient des relevés topographiques il y a environ une semaine près de Mossoul, dans le nord de l'Irak. L'ambassade de France à Bagdad a immédiatement demandé aux autorités irakiennes d'entreprendre des recherches.

### Italie

● LA CAPTIVITÉ DU GÉNÉRAL DOZIER. — Le chef d'état-major adjoint des forces terrestres Sud-Europe de l'OTAN, le général Dozier, a fait, le 2 février, dans une conférence de presse, le récit de ses quarante-deux jours de captivité aux mains des Brigades rouges. « J'ai toujours considéré que l'aviation était à des criminels. A aucun moment je n'ai eu l'impression qu'ils bénéficiaient d'un quelconque soutien extérieur », a-t-il dit, donnant pour preuve le faible niveau des interrogatoires. Ils n'ont fait, dit-il, « aucun effort sérieux » pour lui arracher des secrets militaires sur l'OTAN. Ses geôliers, qui étaient quatre, étaient « tous Italiens » et « disaient être des terroristes communistes ». De sa captivité, le général garde le souvenir d'une « routine effroyablement ennuyeuse ». — (A.F.P.)

### Tunisie

### LES GRÈVES SE MULTIPLIENT DANS PLUSIEURS SECTEURS

(De notre correspondant.)

Tunis. — Des négociations entre le gouvernement, les organisations patronales et la centrale syndicale U.G.T.T. en vue d'un réajustement du SMIG et de la grille des salaires ainsi que d'une révision des statuts — y compris dans la fonction publique — et des conventions collectives s'ouvrent, ce mercredi 3 février, dans un climat social assez tendu. Depuis plusieurs semaines, les grèves se sont multipliées dans divers secteurs, principalement dans l'enseignement, l'agriculture, l'industrie automobile et les chemins de fer. Au moment où les partenaires sociaux entament leurs discussions, l'activité à Tunis est dans une partie de la banlieue est perturbée pour la troisième journée consécutive par une grève illimitée déclenchée par le personnel de la Société nationale des transports. Le secrétaire général de la fédération syndicale a même laissé entendre que par solidarité les sociétés régionales de transport pourraient se joindre au mouvement, qui a été déclaré illégal par le gouvernement.

Tous ces arrêts de travail sont généralement motivés par des demandes non satisfaites d'augmentation de salaires ou, comme à la Société nationale des transports de Tunis, d'avances à valoir lorsque les futurs statuts en cours de négociations seront mis en application. Ils traduisent un mécontentement grandissant des milieux ouvriers devant la hausse du coût de la vie, qui a entraîné, principalement durant le dernier semestre de l'année passée, une détérioration constante du pouvoir d'achat. Afin de démontrer le bien-fondé de ces revendications salariales, l'U.G.T.T. qui conteste les chiffres officiels faisant état pour 1981 d'une augmentation se situant entre 10 % et 12 %, a décidé d'établir son propre indice des prix. — M. D.

### Zaïre

### LES ÉTUDIANTS CONTESTATAIRES SONT INCORPORÉS DANS L'ARMÉE « POUR RÉÉDUCATION »

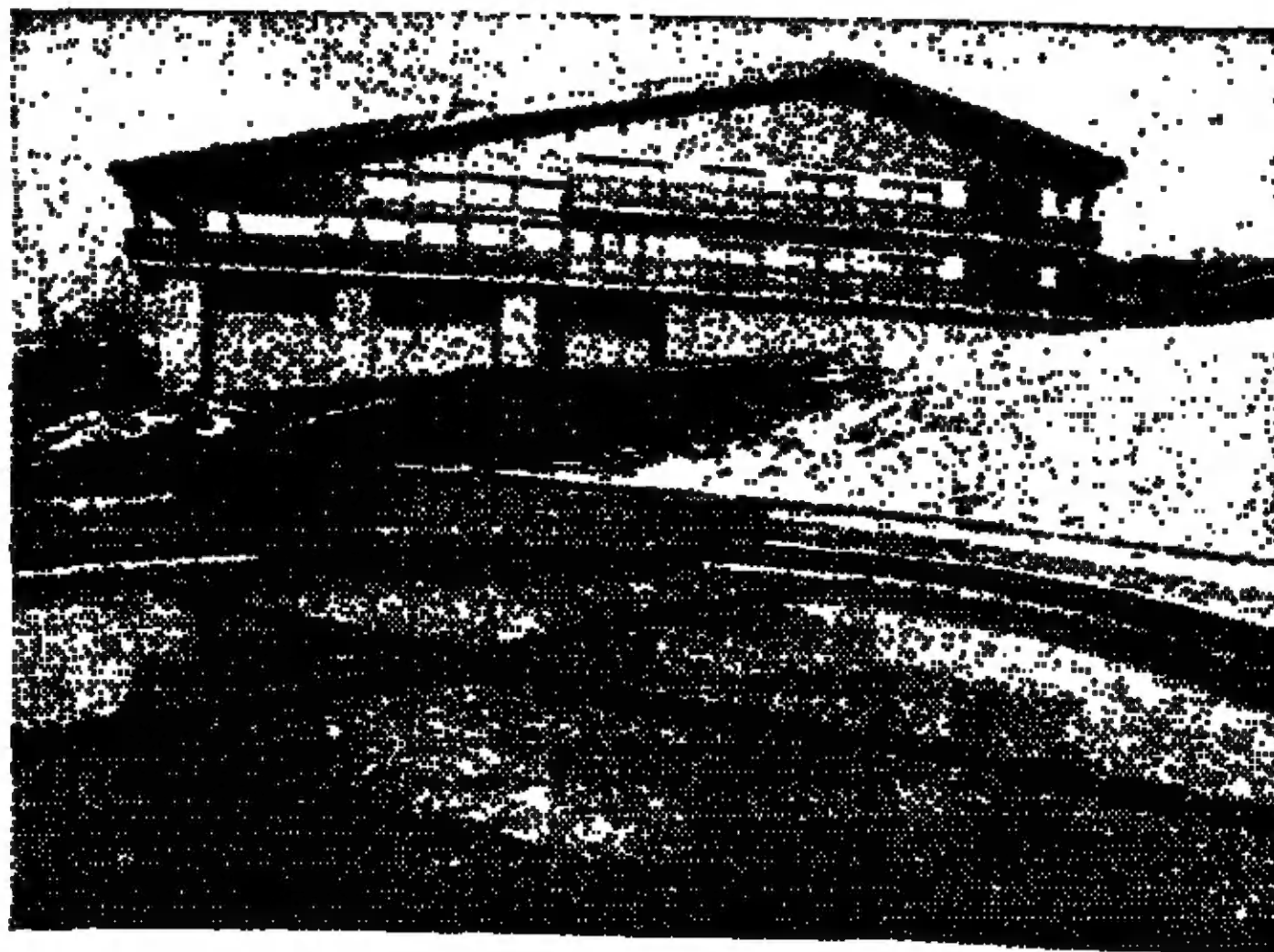
Kinshasa (A.F.P.). — Les étudiants qui sont à l'origine de la grève déclenchée à l'université de Kinshasa et à l'Institut pédagogique national (*le Monde* du 2 février) — tous deux fermés dimanche — et des déprédations commises sur la voie publique, sont incorporés dans l'armée pour y subir leur « rééducation », a annoncé mardi 2 février la radio salinoise. Cette mesure s'accompagne du renvoi dans leurs foyers de tous les autres étudiants, à l'exception de ceux de la faculté de médecine et de pharmacie, qui ont été autorisés à poursuivre leurs cours.

## A VENDRE A MEGEVE

HAUTE-SAVOIE

### SOMPTUEUSE PROPRIÉTÉ

construite en 1981  
entièrement meublée



Magnifique réception, 8 chambres, 8 salles de bains, 5 chambres de service, 5 salles de bains, garage pour 8 voitures, piscine chauffée. Très confortable chalet pour gardiens. Terrain paysagé 1 hectare.

### AGENCE FEAU

132, bd Haussmann 75008 Paris  
Téléphone 261.80.40.

### AGENCE PANISSET

74120 - Megève  
Téléphone (16) 50.21.02.97.

## PROCHE-ORIENT

### Iran

### UN APPEL À L'UNITÉ DE M. MOGHADDAM DIRIGEANT DU PARTI RADICAL (DISSOUS)

Dans une déclaration rendue publique à Paris, M. Rahmatollah Moghaddam, un des admirateurs du parti radical (actuellement dissous) invite tous ceux qui ont pris part à la « révolution iranienne » à « oublier leurs différents idéologiques » pour tenter de sauver l'Iran « menacé de guerre civile ». M. Moghaddam, qui avait en 1979 participé à l'assemblée des experts chargée de l'élaboration de la Constitution islamique, condamne sans appel les agissements de « ceux qui ont monopolisé l'appareil de l'Etat par la duplicité et la conspiration », menant le pays « au bord de l'abîme ». L'échec du régime islamique de Téhéran, affirme-t-il, « démontre qu'aucun groupe ne peut imposer ses idées et que les problèmes du pays ne seront pas réglés par la force. La notion de lutte armée, qui dans le passé était considérée comme l'unique solution valable, s'est montrée inefficace et a coûté la vie à de nombreux jeunes. Le seul moyen de sauver l'Iran est l'unité de tous les groupes. Nous devons briser les murs du sectarisme et de l'égoïsme. Ceux qui sont réfugiés à l'étranger doivent penser aux militants restés sur place, qui sacrifient leur vie et espèrent à tout moment entrevoir une lueur dans le tunnel. Seule, la lumière de l'unité peut renverser les forces nationales. Ceux qui ont capitulé doivent pour leur part, savoir qu'avec la chute du régime actuel, leurs mains seront de plus en plus tachées de sang, et qu'un jour ils devront répondre de ce fait. Pour que la révolution soit victorieuse et retourne dans la voie dont elle a été déviée par ceux qui ont monopolisé le pouvoir, il n'y a aucune autre issue que l'unité ».

● L'homme d'affaires britannique Andrew Pyke, devenu sans proches en Iran, depuis dix-sept mois, a été libéré et remis au diplomate suédois représentant les intérêts diplomatiques britanniques à Téhéran. Il devrait regagner la Grande-Bretagne dans les prochains jours. — (A.F.P.).

## l'Arche

Le mensuel du judaïsme français

N° 299 - Février

ROCK GENERATION

NAZI CONNECTION

Un reportage-photo exceptionnel d'Ennio Balbi.

(En vente dans les drugstores et au journal, 14, rue Georges-Sanger, 75017 Paris).

Emission spéciale sur cette enquête Radio Communauté.

(M.4 Mhz) F.M.

Le 4 février à 22 h 20



# Le Monde politique

## LA LUTTE DES CLASSES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### III. - Socialistes : bourgeois et « damnés de la terre »

par JEAN-YVES LHOMEAU

De nombreux élus socialistes analysent l'affrontement politique entre la droite et la gauche en termes de « lutte des classes ». Certains, de par leurs origines sociales, ont naturellement la « tripe ouvrière » (le Monde des 2 et 3 février). D'autres ont découvert la classe ouvrière au travers de la politique. Ils ont fait un choix de classe, un choix idéologique ou, plus simplement, de justice sociale.

En décembre dernier, l'éditorialiste de la Charente, périodique animé, à Angoulême, par l'opposition giscardienne, écrivait en brochant sur le thème de l'Internationale : « Il m'a personnellement toujours semblé d'une drôlerie irrésistible de voir ou d'entendre Philippe Marchand en « damné de la terre » et Jean-Michel Boucheron en « forçat de la faim ». Il est vrai que M. Marchand, député socialiste de la Charente-Maritime, avocat, fils d'avoué, n'est pas un « damné » de naissance et que M. Boucheron, député de la Charente, maire socialiste d'Angoulême, professeur d'en-

seignement technique, n'a pas la mine particulièrement famélique. L'argument, pour chansonnier qu'il soit, n'est pas complètement grossier. C'est le même que celui qu'utilise M. Maurice Couve de Murville lorsqu'il met M. Pierre Joxe en demeure de lui expliquer quelle différence de classe sociale il y a entre eux. C'est de la même veine que le cri lancé, le 25 avril 1973, par M. Hector Roland, maire de Moulins, alors député R.P.R., garagiste, ancien de l'Assistance publique, qui qualifiait M. Joxe de « fils de bourgeois » et l'accusait de ne pas défendre sa classe.

« Mes camarades de section ne m'ont jamais traité de bourgeois, assure M. Marchand. Ils ne m'ont jamais critiqué parce que je possède une maison plus confortable que celle d'un ouvrier. En revanche, deux mon milieu d'origine, on m'en veut beaucoup plus qu'à un ouvrier. On m'a pris pour un traître, car je ne défendais pas la logique de mes intérêts. Mais ceux-là, dès que l'on est élu, seraient très heureux de vous recevoir dans leurs salons ».

M. Marchand, élu pour la première fois à l'Assemblée nationale en 1978 - avant la nouvelle vague des députés de 1981 qui ont débarqué au Palais-Bourbon avec le langage militant des sections socialistes, - reconnaît sans honte qu'il a « découvert la classe ouvrière par la politique ». Qu'on le qualifie de bourgeois ne lui fait pas peur. Car il y en a deux sortes : « Le bourgeois qui milite pour maintenir des avantages et le bourgeois de gauche qui accepte une société au sein de laquelle il est prêt à en abandonner une partie ». Son adhésion au P.S. est plus marquée par la générosité que par un volontarisme doctrinal. Elle ne s'est pas faite, admet-il, sur une base de classe.

M. François Massot, député des Alpes-de-Haute-Provence, radical de gauche passé au parti socialiste lors du congrès de Valence au mois d'octobre dernier, est plus proche de M. Marchand que de M. Laignel, qui, avec quelques autres, incarne la « tripe ouvrière » du groupe socialiste. Héritier d'une lignée de notables radicaux, il a lui aussi « l'impression de lutter pour plus de justice entre les individus, quelquefois à l'encontre de [son] intérêt personnel ». Bourgeois ou pas, « quand il s'agit de distribuer des tracts à la sortie d'une usine, j'y vais. Et quand il s'agit d'aller aux réunions de section jusqu'à 2 heures du matin, j'y vais sans désemparer ». La « lutte des classes », c'est, reconnaît-il, une expression qui ne fait pas partie de son « vocabulaire habituel ».

leurs votent à gauche, nous serions au pouvoir depuis longtemps ».

Même méfiance chez M. Jean-Paul Planchou, député de Paris. Cadre au Crédit lyonnais, né d'un père agriculteur et d'une mère institutrice, adhérent du P.S. (courant CERES) depuis 1973 après avoir milité à l'Union des étudiants communistes, il croit autant à la lutte des classes, sur le terrain des luttes sociales, qu'à la « démocratie de droit » à l'Assemblée nationale. « Penser que l'on vit la lutte des classes dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, c'est une erreur, dit-il. C'est là, au contraire, que se vivent les règles de la démocratie de droit. Le Parlement reflète des choix de classe puisqu'il débat d'une politique bien déterminée. Mais les députés ne doivent pas se comporter comme des héros de la lutte des classes. A l'Assemblée nationale, on échange, on débat, on vote. Point à la ligne ».

A l'inverse, M. Ghislaine Toutain, député de Paris, trente-cinq ans, militante socialiste depuis 1969, dont les parents instituteurs ont été « compagnons de route » du P.C.F., ressent, et se félicite, « le même type d'affrontement de classe, à l'Assemblée nationale, que celui que l'on rencontre dans les entreprises ». Elle a la certitude d'appartenir « à la classe de ceux qui ne détiennent pas un moyen de production, de ceux qui ne disposent que de leur force de travail, et de rien d'autre ».

Un « front de classe », en somme, notion sur laquelle le parti socialiste a fondé sa stratégie. MM. Michel Berson (Essonne) cadre au Crédit lyonnais, et Philippe Bassinet (Hauts-de-Seine), professeur, fils d'un cadre supérieur contre lequel il a été candidat malheureux aux élections municipales de 1971 à Saint-Cloud, s'y reconnaissent aussi. Ces deux-là, nouveaux élus, ont été renforcés dans leurs convictions depuis les élections législatives. Ils se sont aperçus que les distances entre classes sociales sont plus grandes qu'ils ne le pensaient. M. Berson a découvert que des adolescents souffrent de la faim dans un lycée d'enseignement professionnel de sa région. « Ça n'existe pas à Janson-de-Sailly », dit-il. M. Bassinet a eu la révélation, dans sa permanence, qu'il y a beaucoup plus de gens dans la merde qu'on ne peut le penser. « La misère, dit-il, ce n'est pas seulement un thème de discours ».

Pourquoi donc, dans ces conditions, les députés de l'opposition s'efforcent-ils d'entendre si souvent parler de lutte des classes à l'Assemblée nationale ?

Prochain article :

**L'OPPOSITION : « NOUS SOMMES TOUS DES ÉLUS DU PEUPLE »**

### RETOURNER A LA BASTILLE

« C'est toi le député qui est déjà venu l'autre jour ? Et le retraits à cinquante-cinq ans, c'est pour quand ? Faut les bombarder, à la Chambre, les camarades de l'opposition qui font traîner ! »

M. Philippe Bassinet, député socialiste des Hauts-de-Seine, vient régulièrement les ateliers de Renault-Billancourt, sans demander l'autorisation de la direction, à l'improviste. Chaque fois, il répond aux mêmes questions : la retraite, la durée du travail, la cinquième semaine de congés payés. Non pas par intérêt électoral. Renault, ce n'est pas sa circonscription, et, ce mardi-là, il n'a fait étape que dans les ateliers de fonderie où travaillent une majorité d'immigrés. Pas le moindre bulletin de vote en vue.

A cinquante-cinq ans, la retraite pour les travaux pénibles ? Il n'y croit guère, ce Breton qui, avec ses vingt-huit années de fonderie derrière lui, a l'air d'un Marden parmi ses collègues, tous des Maghrébins, rassemblés pour la pause sur des banquettes d'autocar défoncées. O.S. et, comme dit l'un d'entre eux : « O.S. à vie, marzoune quoi ! » Eux, ce qui les intéresse, ce n'est pas de savoir ce que le gouvernement a prévu pour 1983 ou 1985, c'est le présent. « M. Mitterrand, il parle de changement. Nous, on attend. Nous, on juge par rapport à ce que le patron nous dit. C'est pas demain qui nous intéresse. C'est

aujourd'hui. » Autant dire qu'ils ne l'ont pas beaucoup vu venir, le changement, et qu'ils ont des doutes sur l'avenir. Trente-cinq heures, retraite à cinquante-cinq ans ? « Tu crois au père Noël ? », dit le Breton au député. « Va encore falloir aller à la Bastille ! », ajoute-t-il.

D'autant qu'à l'atelier 54-42 - entretien des fondrières, - où travaillent des ouvriers professionnels mieux formés à l'action syndicale, on estime que les entreprises nationales devraient « aller dans le sens du changement » et que « ce n'est pas le cas à la Régie ». « C'est peut-être encore pire qu'avant », dit l'un. « Gestion, gestion, gestion, c'est tout ce qu'on entend, dit l'autre. On demande de l'augmentation. On nous répond « gestion ». D'accord, le gouvernement s'est occupé des vieux, des jeunes, des allocations familiales, mais les riches, on leur a pris quoi ? Le franc symbolique ! Et pour la classe ouvrière : rien ».

M. Bassinet fait observer que, sans la fameuse gestion, la Régie ne vendrait pas de voitures et que, pour les riches, tout de même, l'impôt sur la fortune... « A partir de combien, l'impôt ? » « 3 millions de francs », répond le député. « Ben dis donc, il n'y en a pas beaucoup à ce prix-là. Tu pourrais pas descendre un peu plus bas ? A 2 briques, par exemple ? »

J.-Y. L.

### Si tous les travailleurs votaient à gauche...

Entre M. Laignel d'un côté, M. Massot de l'autre, cohabitent au groupe socialiste toutes les sensibilités. M. Claude Evia député de la Loire-Atlantique, appartient à la même classe sociale que M. Laignel. Mais ce militant chrétien, C.F.D.T., P.S.U., puis P.S., n'a pas « l'habitude d'utiliser le même langage ». Fils d'un cantonnier de la S.N.C.F., il a passé sa prime jeunesse à Douzon, banlieue de Nantes, dans une maison avec vue imprenable sur les trente-deux voies de chemin de fer d'une gare de triage. La lutte des classes, pour lui, cela existe. Mais il n'y a rien à faire, le député de la Loire-Atlantique se confie de sa transposition bâtie dans le débat politique parlementaire, bien qu'il se sente « pleinement impliqué dans les choix du parti socialiste qui sont des choix de classe ».

Après tout, M. Evia a bien le droit, comme il le dit, de ne pas se sentir très proche de la grosse fortune de M. Gaston Defferre, ancien président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, ministre de l'Intérieur. Il a bien le droit d'observer, aussi, l'expérience familiale aidant, que, « si tous les travail-

**STAGES D'ANGLAIS à OXFORD**

en cours individuels  
Formation continue  
toute l'année - tous niveaux  
une semaine au moins - 15h, 30h ou 45h de cours par semaine  
séjours également pour scolaires et étudiants

**OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH**

21, rue Théophraste Renaudot  
75015 Paris - Tél. (1) 533.13.02

**ENGINEERING**  
Copies couleurs  
Qualité photographique professionnelle.

FORMAT 21x29,7 cm 29,7x42  
DELAI 24 H - URGENCES 8 MINUTES  
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL  
PARIS-12\* - 347.21.32

**VOLVO PARIS**

après Neuilly  
16, rue d'Orléans

après Cardinet  
112, rue Cardinet - 17\*

**NOUVEAU HALL D'EXPOSITION**

72, rue de Longchamp - 16\*

TÉL. : 727.47.37

**BRUXELLES**  
**POINTE-A-PITRE**  
aller-retour  
**2790 F**  
Valable 1 an dans les 2 sens

Navette bus Paris Bruxelles : 120 F/A/R

**nouvelles frontières**  
nous luttons pour le droit au voyage

37, rue Violet 75015 PARIS 578 65 40  
21, rue de la Violette 1000 BRUXELLES (02) 511 80 13

**Vient de paraître chez DORET**

Comme nous l'avions annoncé, DORET poursuit l'édition de ses publications techniques sur les méthodes modernes de classement, de signalisation, de protection et de présentation des documents. Dès aujourd'hui, DORET tient à votre disposition les quatre premiers fascicules de sa collection :

1. - Produits adhésifs.
2. - Présentation et classement.
3. - Reliures et accessoires.
4. - Informatique.

Jouez la bonne carte en choisissant le produit DORET parfaitement adapté à sa fonction et utilisé comme il convient : vous éviterez ainsi le gaspillage et vous multipliez l'efficacité dans votre Entreprise. C'est le but de la Documentique. Consultez votre Papeter-Spécialiste : il vous fera profiter de son expérience. Ou demandez à votre Secrétaire de renvoyer le coupon ci-dessous.

Pour recevoir gratuitement la série des publications techniques DORET et, en particulier, les deux fascicules qui viennent de paraître concernant les produits pour la Reliure des documents et pour l'Informatique, renvoyer ce coupon à : DORET - 93116 Rosny-sous-Bois Cedex

Nom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Entreprise \_\_\_\_\_  
Secteur d'activité \_\_\_\_\_  
Adresse complète \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_

**La documentique**

*Je l'ai vu*



## POLITIQUE

# L'OUVERTURE DU XXIV<sup>e</sup> CONGRÈS DU P.C.F.

### ● La Chine est représentée par son ambassadeur à Paris

### ● La délégation soviétique est conduite par M. Constantin Tchernenko

L'ambassadeur de Chine à Paris, M. Yao Guang, assiste au congrès du P.C.F. et est officiellement accueilli, mardi 2 février, à Pékin. Depuis la rupture sino-soviétique, le parti communiste chinois n'est pas représenté aux congrès du P.C.F. Au sixième congrès, en 1961, il avait envoyé un message, et, ensuite, les seuls représentants chinois ont été ceux de l'agence Chine nouvelle. Au vingt-quatrième, la Chine se fait représenter en haut qu'Etat par son ambassadeur.

La délégation soviétique, conduite par M. Constantin Tchernenko, membre du bureau politique du P.C.U.S., est arrivée mardi à Paris. Elle comprend, selon l'agence Tass, MM. Vadim Zagladine, premier adjoint au chef de la section internationale du comité central, Pavel Fedirko,

membre du comité central, et Mme Valentina Goloubeva, membre du comité central. Le P.C. italien est représenté par MM. Adelberto Minucci, membre de la direction, et Rodolfo Meccini, adjoint au responsable de la section étrangère du P.C.I. — (A.F.P.)

## PORTRAIT

### Le dauphin de M. Brejnev ?

Il serait hasardeux d'avancer que sa présence à Paris à la tête de la délégation du P.C.F. soviétique au congrès du P.C.F. suffit à situer M. Tchernenko comme gagnant dans la course au pouvoir à Moscou. Mais c'est tout de même un honneur pour M. Marchais, qui n'avait reçu, à l'occasion de son dernier congrès en 1979, que M. Pomoukhine, vicespécialiste des relations avec les partis frères, mais étranger à la direction soviétique (il est membre suppléant du Politburo). M. Tchernenko, lui, est membre de plein droit de cet organisme, l'un des trois « cumulards » (avec MM. Brejnev, Kirilenko et Gorbatchev) qui siègent aussi au secrétariat. Or quelques autres signes indiquent que M. Tchernenko, après le décès de Michel Souklov, est bien parti dans cette course. La commission constituée pour les manœuvres de l'« idéologie en chef » du parti soviétique n'avait, fait inhérent, pas de président, mais M. Tchernenko y figurait en

bonne place, avant M. Kirilenko : cet ordre était inversé il y a un an, à la fin du vingt-sixième congrès du P.C.U.S. C'est lui qui, en avril dernier, a présenté le rapport rituel sur l'anniversaire de Lénine. Cela dit, M. Tchernenko est surtout connu comme un fidèle de M. Brejnev, qu'il a servi dès le début des années 50 en Moldavie, et qu'il a accompagné dans diverses années dans divers voyages à l'étranger, notamment au sommet du pacte de Varsovie de mai 1960 et, un an plus tôt, à la rencontre Brejnev-Carter de Vienne. Pendant onze ans, et avant d'être nommé secrétaire du parti en 1976, il a dirigé le « service général » du comité central, un poste-clé dans le saint des saints de la « Nomenklatura ».

Il y a à peine plus de trois ans qu'il siège au bureau politique, mais cela ne l'empêche pas de se situer dans la bonne moyenne d'âge du groupe dirigeant : il aura soixante et onze ans cette année. — M. T.

### Un message chaleureux de Moscou

De notre correspondant

Moscou. — La Pravda publie ce mercredi 3 février en première page le texte du message exceptionnellement chaleureux adressé par le P.C. soviétique au parti communiste français à l'occasion de son vingt-quatrième congrès.

Les communistes soviétiques saluent en effet « la lutte conséquente que mène le P.C.F. pour la paix et la sécurité des peuples, pour la maîtrise de la course aux armements » et rendent hommage à sa « position de classe et de principe » au service des intérêts de la classe ouvrière qui « inspire un profond respect aux travailleurs soviétiques ». Ils notent que les communistes français, « aspirant au plus profond des masses, dans l'esprit d'unité des forces de la gauche », luttent pour « des transformations démocratiques » afin de « sortir leur pays de la crise » et « limiter la toute-puissance des monopoles ».

Enfin, au moment où « certains milieux cherchent à entamer les bons rapports entre l'Union soviétique et la France », l'activité du P.C.F. « en faveur du renforcement de l'amitié et de la coopération entre les peuples soviétique et français » est soulignée comme sont rappelés les « rapports d'amitié fraternelle et de solidarité étroite » établis entre les deux partis sur la base des principes fixés en janvier 1980, c'est-à-dire lors de la visite de M. Marchais qui a suivi immédiatement l'intervention soviétique en Afghanistan.

## La voie à suivre

Les événements de Pologne ne sont pas explicitement mentionnés dans la dénomination de « la pratique inadmissible d'ingérence sans gêne dans les affaires intérieures d'autres pays et peuples » qui « met en péril la paix et la sécurité des hommes sur toute la planète » et « exige notamment des actions plus énergiques et solidaires de toutes les forces anti-impérialistes et antimilitaristes ».

En même temps qu'il exprime la satisfaction du P.C. de l'U.R.S.S. devant l'attitude du P.C.F. le message de Moscou dit à celui-ci la voie à suivre, à savoir : « renforcer la défense des principes de la détente et de la coexistence pacifique et la riposte aux intrigues agresseuses de l'impérialisme ». Les Soviétiques accordent ainsi au P.C.F. dans leur stratégie internationale, une place importante, comme l'indiquait déjà le choix d'une personnalité telle que

M. Tchernenko pour les représenter au Congrès.

La publication du message du P.C. soviétique a été précédée par celle de plusieurs reportages sur le P.C.F. La Pravda a présenté mardi, sous la signature de son correspondant à Paris, quelques portraits de communistes français à Limoges et dans sa région, citant notamment les propos d'un adjoint au maire de Saint-Junien, pour qui l'Union soviétique « est « un phare durant toute sa vie ». Les lecteurs du même jour emmènent leurs lecteurs un peu moins loin, à Ivry, pour y rencontrer également des militants qui affirment leur « fidélité au principe de la solidarité internationale avec toutes les forces révolutionnaires et progressistes ». Il ressort de ces articles que les communistes français comprennent le rôle décisif joué par l'U.R.S.S. en faveur de la paix.

Ces éloges, qui contrastent d'une manière vaine avec le blâme récemment décerné au parti communiste italien, montrent que pour l'U.R.S.S. le P.C.F. demeure le point d'appui le plus solide en Europe de l'Ouest. D'autres partis communistes participent à ses côtés à la ligne de défense du « socialisme réel ». Ainsi la presse soviétique a-t-elle fait ces derniers jours une large place au congrès du parti autrichien, marqué en particulier, selon Tass, par des attaques contre les représentants de l'eurocommunisme qui « sont engagés en réalité dans la voie de l'adaptation idéologique et politique à la social-démocratie ».

THOMAS FERENCZI.

## Sur Antenne 2

### « LE PARTI COMMUNISTE »

Un permanent, l'école centrale du parti, un ministre d'Etat, une militante chrétienne, un autre ministre, fervent de Roger Vailland, et une famille de l'entourage communiste : pourquoi pas ? Ce sont ces images du P.C.F., parmi bien d'autres possibles, que Noël Copin et Philippe Hurouard ont choisies. Le 4 février, jeudi 4 février, à 20 h 35, sur Antenne 2, le « parti communiste ».

Le paradoxe est que, de ce parti, l'émission ne dit rien, pas même qu'il a été, l'an dernier, perdu et que les Français sortent de moins en moins nombreux à le tenter. Les mécanismes de protection du parti ont encore une fois, joué efficacement et, lorsque arrive la dernière image, on est tenté de féliciter la section de propagande et de communication du comité central, dont on nous a présenté, au début, l'un des collaborateurs.

Les bureaux de la place du Colonel-Fabien, M. Charles Fiterman dans sa voiture de fonction, assis à côté du chauffeur, M. Jack Saline prenant sans profit pour ses interlocuteurs les vertus de l'irrespect, tout cela ressemble à une vitrine soigneusement disposée.

La séquence de l'école centrale, ouverte pour la première fois à des caméras étrangères, est, en revanche, riche d'images inattendues et éclairantes, qui auraient mérité des explications complémentaires sur la sélection des élèves et l'avenir de « professionnels » du P.C.F. auquel ils se destinent. — P. J.

### A la conférence fédérale du Val-de-Marne

### M. MARCHAIS A RENDU HOMMAGE A MAURICE THOREZ ET A M. WALDECK ROCHET

M. Georges Marchais, qui participait, les 30 et 31 janvier, à la conférence fédérale du P.C.F. dans le Val-de-Marne, a évoqué, dans l'intervention qu'il a faite à la fin de la conférence, l'action de ses prédécesseurs à la tête de son parti, Maurice Thorez, décédé en 1964, et M. Waldeck Rochet, écarté par la malchance depuis 1963, tous deux mis en cause par le projet de résolution, qui attribue le recul électoral du P.C.F. au « retard » pris en 1956.

Dans cette intervention, citée par l'Humanité, le secrétaire général a déclaré : « Maurice Thorez fut et restera pour nous l'artisan du Front populaire, l'initiateur de la main tendue aux chrétiens, le dirigeant qui s'attacha à reconstruire la Marcellaise et l'Internationale, l'homme d'Etat qui apporta sa contribution à la reconstruction de la France après la guerre. Il fut celui d'entre nous qui eut la plus haute charge dans la lutte des communistes français contre le colonialisme et pour la démocratie ».

M. Marchais a ajouté : « Il en va de même pour Waldeck Rochet, à qui sont notre respect, notre estime, notre affection, il a l'immense mérite d'avoir impulsé d'importantes avancées de notre pensée et de notre action dans des domaines essentiels : la culture, l'économie, le socialisme, la démocratie, la paix. Il a surtout fait progresser notre réflexion sur les questions fondamentales de la démocratie et du socialisme en tirant les conclusions des grandes luttes de mai-juin 1968, des événements de Tchécoslovaquie, dans le manifeste de Champigny ».

### M. Paul Quilès souhaite que le P.S. désigne sans tarder son candidat contre le maire de Paris

M. Paul Quilès, député de Paris et chargé, au sein du secrétariat national du P.S., des fédérations, a choisi le cadre d'une réunion publique dans la capitale, mardi soir 2 février, pour mettre sur la place publique la question de la candidature socialiste à la mairie de Paris. En l'absence d'élections cantonales (les conseillers de la capitale sont à la fois conseillers municipaux et conseillers généraux), M. Quilès juge nécessaire que la fédération socialiste se saisisse dès maintenant de ce problème afin « de ne pas laisser le champ libre » à M. Jacques Chirac.

En agissant ainsi, le député de Paris poursuit plusieurs objectifs. D'une part, combattre l'idée selon laquelle le président du R.P.R. pourrait bénéficier, à l'occasion des prochaines élections municipales en 1983, d'une relative indulgence de la part du pouvoir ; d'autre part, prendre de vitesse le CERES, dont le chef de file à Paris, M. Georges Sarre, président du groupe socialiste de l'Hôtel de Ville, avait défendu les couleurs du P.S. en 1977. Enfin, suggérer que, même si le premier secrétaire décide de se mettre sur les rangs, M. Quilès lui-même pourrait être le candidat des socialistes dans la capitale.

M. Paul Quilès a notamment formulé trois souhaits, à savoir : « Premièrement, que le gouvernement continue et amplifie le programme de réformes dans lequel il est engagé, en essayant de mettre du feu sous le couvercle, et de le tenir fermé. Je ne suis pas sûr que tout en accordant la même intensité aux réformes de fond (décentralisation, nationalisations, fiscalité, etc.), il devienne plus attentif à mettre également en œuvre des changements dont les effets soient perceptibles rapidement dans la vie quotidienne des Français ».

« Deuxièmement, que de nombreux sympathisants socialistes viennent nous rejoindre afin de faire du P.S. un véritable parti de masse. Vous sommes un peu plus de deux cent mille. C'est un progrès, mais c'est bien peu par rapport aux millions d'électeurs de France ».

« Enfin, troisièmement, que les Parisiens commencent à préparer dès maintenant en vue de la bataille des municipales de 1983. En l'absence d'élections cantonales à Paris, le problème est électoral pour nous, c'est les municipales. Il ne faudra pas attendre trop longtemps, et je

souhaite que nous ne prenions pas de retard dans la réflexion et dans la préparation de cette bataille politique de première importance pour les Parisiens comme pour l'ensemble des Français ».

« J'entends ici et là des échos déstabilisateurs. Je les des déclarations qui, lorsqu'on les regarde de plus près, signifient que l'on accepte implicitement de voir Jacques Chirac rester maire de Paris ».

« Personnellement, aujourd'hui comme hier, je dis : non, est dévastateur (...). Jacques Chirac peut être battu à Paris : il doit être battu ».

« Aussi, nous devons donner tous les moyens de cette victoire et ne pas laisser le champ libre à Jacques Chirac qui est, ne l'oublions pas, le vrai leader de l'opposition. Il faut également que le statut de Paris soit révisé dans un sens plus démocratique, c'est-à-dire que les habitants des arrondissements soient mieux associés à la vie de la capitale ».

Auparavant, M. Daniel Benassy, conseiller (P.S.) de Paris, avait souligné que le changement « ne pourra toucher » la capitale « tant que Jacques Chirac en restera le maire ». — J.-M. C.

## AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

### M. Le Pors veut être « le ministre de l'antibureaucratie »

M. Anicet Le Pors, ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives, devait faire mercredi 3 février une communication devant le conseil des ministres sur « l'amélioration des relations entre l'administration et les usagers dans la vie quotidienne ».

Le ministre communiste de la fonction publique s'attaque à son tour à un problème que ses dix-neuf prédécesseurs à ce poste depuis la fondation de la V<sup>e</sup> République en 1958 ont déjà abordé. Il serait donc abusif de dire que rien n'a encore été fait dans ce domaine, bien que des améliorations soient toujours possibles. Des mesures nombreuses de décentralisation et de déconcentration administratives ont été fréquemment prises sous la V<sup>e</sup> République.

Au cours de l'émission télévisée « Les dossiers de l'écran » du 3 février, M. Le Pors a esquissé sa conception du rôle de la fonction publique après avoir affirmé qu'on « ne résoudre les problèmes de la bureaucratie qu'avec une solution à la crise économique que traverse le pays ». Il s'agit d'abord, selon le ministre, de « rendre l'administration plus efficace avec la multiplication des centres de renseignements d'accroître sa célérité et de simplifier les textes ». Il faut également « protéger les administrés contre les incertitudes, supprimer les dispositions contradictoires, mieux faire connaître les voies de recours, coordonner les organes de contrôle ». Il convient enfin de permettre aux usagers « de dire leur mot sur les grands projets, notamment par les enquêtes publiques ».

M. Le Pors a également affirmé qu'il souhaitait être « le ministre de l'antibureaucratie ». C'est un pari qu'après ses prédécesseurs engage à son tour le ministre de la fonction publique. Mais il n'est pas, cette fois-ci, d'être plus difficile encore à tenir. En effet, au fil des années, les interventions de l'Etat dans la vie quotidienne se sont multipliées et il n'est plus guère aujourd'hui de domaine d'activité qui échappe à la réglementation. L'extension du

domaine public — avec notamment les nationalisations — va encore étendre le rôle des fonctionnaires. Le nombre de ces derniers a été accru depuis le changement de majorité politique. Le recrutement de nouveaux agents de l'Etat et des collectivités locales ne peut donc se situer dans la bonne moyenne d'âge du groupe dirigeant : il aura soixante et onze ans cette année. — M. T.

Mais il n'est pas de cas d'administration ayant d'elle-même raccourci ses circuits, simplifié ses procédures, allégé ses formalités, les autorités hiérarchiques n'y ont pas veillé avec assiduité. Les fonctionnaires, toujours soucieux de perfectionnement juridique et de pointillisme réglementaire, sont naturellement portés à « faire du papier » et à générer leur propre bureaucratie.

Enfin, la boulimie législative de la nouvelle majorité pose à l'administration un problème d'adaptation et lui impose un surcroît d'activité pour la mise en œuvre de la nouvelle réglementation. Le risque que court M. Le Pors est d'apparaître davantage comme le ministre des fonctionnaires que comme celui de l'antibureaucratie qu'il proclame vouloir être. Défenseur naturel et légitime des agents de l'Etat, le ministre veut, a-t-il dit, « assurer leur protection politique, en faire des citoyens et non des sujets et les rendre responsables parce que libres ». Mais il n'a pas rappelé le rôle étendu qu'il vient de donner aux syndicats de fonctionnaires, les dispositions particulières, notamment fiscales, dont ils bénéficient et il a à peine évoqué son projet d'égalisation par le haut du traitement des cadres supérieurs de la fonction publique.

L'extension du rôle de l'administration, la multiplication de la bureaucratie, ne pourront donc être maîtrisés que par une volonté politique, mais elle assure au ministre de la fonction publique et des réformes administratives un bel avenir.

ANDRÉ PASSERON.

## Ceux de l'administration

C'est quand même inouï cette histoire de gilets, le ne sais pas si vous l'avez suivi mardi soir aux « Dossiers de l'écran ». Alain Peyrefitte la raconte, et il faut croire que lui-même, à l'heure de la rentrée, vous compte, trente ans de démarches, de plaidoyers d'interventions, de harcèlements incessants pour obtenir que les mineurs d'argile soient alignés sur les mineurs de fond et bénéficient de la retraite à cinquante ans. Lui-même n'en comptait pas tant : il le voulait à soixante.

Rien à faire : les galeries souterraines boisées sont asséchées à des centaines de mètres. Il faudra le vote d'une loi pour changer ça. Après quoi, l'affaire se perd à nouveau dans les sables des décrets, des circulaires, des arrêtés d'application. Bref, à la fin du film — très bon, ce film — très bien joué, très pertinent — bien traité, les malheureux y ont enfin droit depuis dix-huit mois. Seulement voilà, on ne le leur a pas encore versé ! Il y en a un qui vient se plaindre au guichet de la sécurité sociale. Regard morne de l'employé. Désolé, son dossier n'est pas encore « liquidé ». Tôt à l'envers de l'ouvrage.

Et stupéfaction dans les living. Comment est-ce possible ? A quel service les ministres ? Ministre de ceci et de cela, Peyrefitte l'a été pratiquement pendant tout ce temps-là. Ceux qui disent que l'administration aura le peu du nouveau gouvernement auraient-ils raison ? On débarrasse ventre à terre au studio, tout bruisant de questions. Et on tombe en plein meeting électoral.


CLAUDE SARRAUTE.

**EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI**  
documentation sans engagement  
**COURS LE FÉAL**  
307 25 00  
30, rue des Dames Paris 17<sup>e</sup>

**Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS**

le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**  
(non vendu dans les kiosques)  
offre un dossier complet sur :  
**LA DÉCENTRALISATION**  
avec Gilbert Bonnemaison, Michel Fozet, Alain Richard, Michel Rocard, Bernard Stiel, etc.  
Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (50 F pour abonnement annuel (60 F d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.





La Vie Madame. Le supplément mensuel de l'hebdomadaire La Vie.







# SPORTS

## LES CHAMPIONNATS DU MONDE DE SKI ALPIN

### Combat au sommet entre Stenmark et Mahre

Schladming. — Après un rodage lent dû au mauvais temps, les championnats du monde de ski alpin sont enfin entrés dans le vif du sujet sous le soleil et par un froid vif. Mardi 2 février, la Suissesse Erika Hess, qui avait déjà gagné le combiné (descente-ski), s'est à nouveau imposée, dans un temps total de 2 min. 37 sec. 17, devant l'Américaine Christine Cooper

de 78/100 et Ursula Konzett (Liechtenstein), dans un slalom géant au terme duquel la meilleure Française a été Fabienne Serrat, cinquième en 2 min. 38 sec. 49. Mercredi 3, la première manche du duel entre le double champion du monde et olympique Ingemar Stenmark et le leader de la Coupe du monde Phil Mahre devait avoir lieu dans le slalom géant.

De notre envoyé spécial

Dans le petit monde du cirque blanc, c'est « le roi ingo ». Alors que la plupart des coureurs engagés dans ces championnats du monde rongent leur frein au fond de la vallée de l'Inn depuis une semaine, il n'a daigné faire son entrée que mardi 2 février. Dans un cadre choisi : un hôtel-bonbonnière aux murs couverts de boiseries sculptées et aux salles bondées d'acrobates, de sauteurs, de jongleurs, de sauteurs, sur les hauteurs de Schladming, se sont bousculés pour recueillir les paroles du champion suédois. En dix-sept minutes, tout fut dit. Et décidément, jamais Ingemar Stenmark n'a paru autant calquer son comportement sur celui de son compatriote Björn Borg qui règne sur les courts comme il le fait sur les pistes.

Comme Borg, Stenmark répond par monosyllabes afin de donner le moins de prise possible aux sous-entendus de la presse suédoise avide de scandales. Du bout des lèvres, il se déclare donc satisfait des mesures de sécurité qui ont été mises en place pour le protéger après les menaces reçues par le comité d'organisation des championnats.

Pourtant, il ne séjournera à Schladming que le temps des compétitions. Il préfère s'entraîner dans le calme à Bad Wiessee. Comme Borg, Stenmark s'est établi à Monaco où il trouve la discrétion fiscale tant recherchée par certains champions sportifs. Le garçon, qui avait été surnommé le « Buster Keaton du ski », a aussi trouvé le sourire et une certaine décontraction au bras de la belle Ann qui le suit depuis leur rencontre en 1980 à Badleach. Son statut semi-professionnel (licence B) ne l'inquiète pas non plus, car il n'est pas impossible qu'il puisse, malgré cela, participer aux Jeux olympiques de 1982 « Mais Sarajévo, c'est dans deux ans », répond le laconique Suédois.

Comme Borg, Stenmark a pour principal rival un Américain. Certes, Phil Mahre n'est pas un

champion de la même eau que McMorre. Il a dû attendre vingt-quatre ans pour voir briller son étoile, éclipée longtemps par des tructures (1973, 1974 et 1976), ou la simple malchance. Mais après avoir manqué deux fois de quel-ques points le trophée de Cristal, il a commencé à prendre l'ascendant sur le Suédois. Il le domine en 1981 grâce à une fin de saison exceptionnelle en dépit des points que Stenmark marque en combiné, après une tentative unique dans le terrible descente de Kitzbühel. La saison 1982 a commencé sous les mêmes auspices. A Wengen, le dernier épisode de leur match tourna, en effet, à l'avantage de Mahre, le Suédois ayant commis une erreur inhabituelle dans la seconde manche du slalom.

Comme Borg, Stenmark qui a vingt-cinq ans et huit ans de compétition, fait en effet depuis deux saisons des fautes qui traduisent un manque de concentration. Après avoir gagné trois fois la Coupe du monde, il semblerait s'être désintéressé après la modification des règlements en 1979 qui favorisait les coureurs complets. Il se concentra sur des objectifs plus précis et plus prestigieux à ses yeux : le double slalom - slalom géant aux Jeux olympiques après le même double aux championnats du monde de 1978 ; le record de victoires en Coupe du monde qu'il a porté à 66. Mais, dans le même temps, il a relâché son entraînement, consacrant ses loisirs à la planche à voile et ne reprenant ses skis qu'en octobre.

A Schladming, il relève donc le défi de Mahre pour tenter un nouveau doublé dans les disciplines techniques. Ce serait un grand exploit unique dans les annales du ski alpin. Un grand exploit qui peut-être impossible, comme celui après lequel Borg a couru en vain, pendant trois ans, de Roland-Garros à Flushing-Meadow.

ALAIN GIRAUDO.

### La reine Erika

La Cirque blanc a une nouvelle reine, dont le couronnement a été fêté par un formidable carillon de cloches d'alpage helvétiques : Erika Hess, une Suissesse de vingt ans. Un sourire angélique éclairait mardi 2 février, son joli visage rond encadré de mèches châtain lorsqu'elle reçut sa deuxième médaille d'or devant le début des championnats du monde de ski alpin. Après le titre du combiné d'hier, elle venait, en effet, de décrocher celui du slalom géant en faisant une éblouissante démonstration d'audace et d'adresse.

Sur une neige durcie à l'extrême par un froid intense (-11°) elle assura sa victoire en « tirant » impeccablement les trente-trois courbes de la première manche tracées par l'entraîneur français Sylvain Daulans. Toutes les favorites, Irène Epple, Perrine Pelen, Tamara McKinney perdirent la cadence dans le long mur terminal, alors qu'Erika Hess força encore le rythme avec un style sobre et efficace qui laissa une impression désarmante de facilité. Sa cousine, Monika Hess, faillit être associée à son succès. Elle réussit le deuxième temps de la première manche, mais sa fougue lui fut fatale dans la seconde.

Erika Hess descendit le deuxième tracé à un rythme moins soutenu. Toutefois, son avance était suffisante pour conserver au total un avantage de 78 centèmes sur Christine Cooper (Etats-Unis), de 88 cen-

A. G.

## TENNIS

### L'Association des joueurs professionnels reprend son indépendance

Le milliardaire texan Lamar Hunt, promoteur du World Championship of Tennis (W.C.T.), a gagné une nouvelle bataille contre le tennis traditionnel avec l'annonce de la démission des trois représentants de l'Association des joueurs professionnels (A.T.P.) au sein du conseil pro-

fessionnel le 1<sup>er</sup> janvier 1982. Contrairement aux pilotes de formule 1, les tennismen se réclament pas une plus grande influence au sein de cet orga-

### Un circuit

#### de vingt-deux événements spéciaux

Si l'A.T.P. se retire aujourd'hui du conseil, après avoir opté dans un premier temps pour la défense prioritaire du Grand Prix, qui fait vivre la majorité de ses deux cents à trois cents membres avec les 17 millions de dollars (90 millions de francs) qu'il met en jeu, c'est parce que les meilleurs tennismen désirent reprendre tous leur indépendance pour répondre aux propositions de M. Lamar Hunt. Après quatre années de cohabitation, avec huit tournois intégrés au Grand Prix, l'homme d'affaires texan a décidé de refaire sa saison, en 1982, avec un circuit de vingt-deux « événements spéciaux » dotés de 7 000 000 dollars (74 millions de francs). Ces tournois sont d'autant plus tentants pour les meilleurs joueurs qu'ils ne réunissent que seize ou trente-deux d'entre eux et offrent chaque fois au vainqueur 100 000 dollars (800 000 F), soit plus qu'un tournoi du grand chelem.

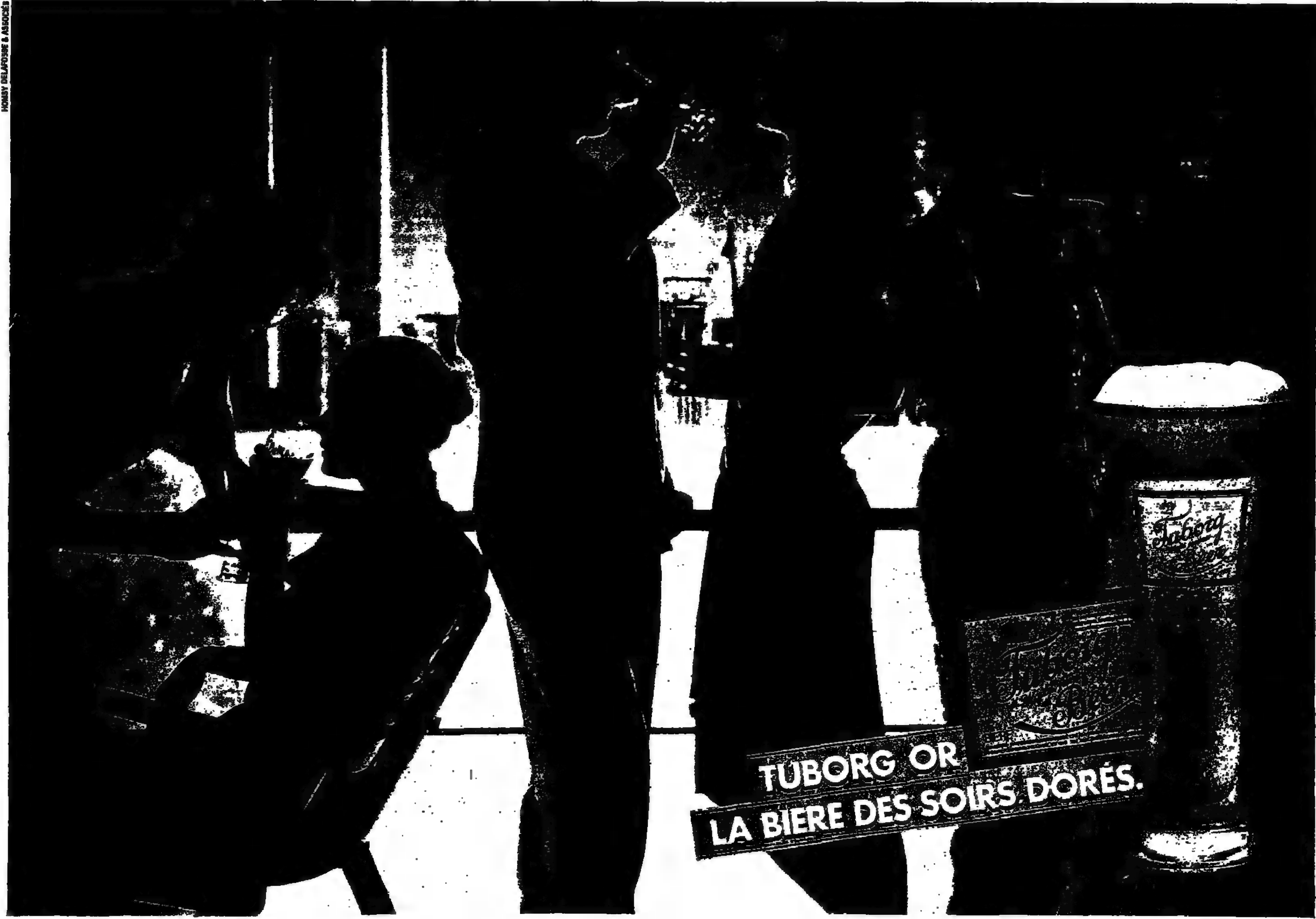
Face à cette situation nouvelle, l'A.T.P. risque de perdre sa crédibilité et sa représentativité, si quelques-uns des meilleurs joueurs se retirent de l'association pour rejoindre les « indépendants » comme Comoros, Gerulaitis ou Vilas. En se retirant l'A.T.P. préserve son unité, mais ébranle celle du tennis professionnel où les confrontations risquent de succéder à la concentration. Coré-giste du Grand Prix, l'A.T.P. avait cautionné cette année, pour combattre le circuit W.C.T., l'obligation faite à tous les joueurs de s'inscrire à un minimum de dix tournois en 1982 — ceux du grand chelem n'en font pas dans ce dé-compte — pour être admis norma-

lement dans une épreuve de ce Grand Prix. Ainsi, Björn Borg, qui avait demandé, en vain, au conseil une dérogation pour disputer seulement six ou sept tournois en plus de Roland-Garros, Wimbledon et Flushing Meadow, devra-t-il passer par les épreuves de qualification. On peut douter que l'A.T.P. accepte de telles mesures en 1982.

Le comportement de certains joueurs vis-à-vis des arbitres, des juges de ligne ou du public — après Mats Wilander et Gerulaitis ces derniers mois, Comoros vient d'être suspendu pour trois semaines à la suite du championnat des Etats-Unis sur court couvert, — inévitables, d'autre part, les représentants des fédérations nationales, car ils font de plus en plus école auprès des jeunes. Au sein du conseil, l'A.T.P. semblait prête à admettre un renforcement des sanctions prévues dans le code de conduite. Son attitude dans ces négociations pourrait bien constituer un premier test révélateur sur sa volonté future de continuer à œuvrer dans l'intérêt général du tennis, ou de défendre à tout prix les intérêts de ses membres.

GERARD ALBOUY.

**PATINAGE ARTISTIQUE.** — A l'issue des figures imposées, le Français Jean-Christophe Simond a pris la tête des championnats d'Europe qui ont commencé, mardi 2 février, à Lyon. Il devance le Suédois Igor Bobrov, tenant du titre, et l'Allemand de Toulon Heiko Fischer.



après-demain

Jeudi 4 février 1982



## ÉDUCATION

# Cinquante élèves et dix-huit professeurs emménagent au « lycée différent » de Saint-Nazaire

L'établissement, créé, à Saint-Nazaire, pour des élèves sortis du système scolaire traditionnel et marginalisés par l'abandon de leurs études et le chômage, a ouvert le lundi 1<sup>er</sup> février. Une cinquantaine de jeunes, âgés de quinze ans et demi à vingt-deux ans, et dix-huit professeurs de l'enseignement public, rattachés à leur discipline par le ministère de l'éducation nationale, ont emménagé dans des bâtiments utilisés précédemment comme centre de vacances, et loués par une asso-

ciation locale, la Société de bienfaisance des écoles laïques (SBEI). Cette expérience, due à l'initiative notamment de M. Jean-Gabriel Cohn-Bendit, professeur d'allemand, est soutenue par le ministère (« le Monde » des 9 octobre, 4 et 28 décembre 1981).

D'ici aux congés de février, élèves et professeurs vont faire connaissance; le travail devrait ensuite commencer vraiment. Le prolongement éventuel de l'expérience sera décidé à la fin de l'année

scolaire. Celle-ci n'est pas toujours appréciée en milieu enseignant. Ainsi, au congrès de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), réuni actuellement à Avignon, le délégué départemental de Loire-Atlantique a rappelé que son organisation avait localement « désapprouvé la mise en place d'une structure à caractère propre à Saint-Nazaire ». De telles structures ne peuvent (...) que conforter les tenants du privé dans leurs revendications du droit à la différence.

## De la brume à l'espoir

De notre envoyé spécial

Saint-Nazaire. — Le chenal s'est enveloppé de brume. De la margelle en demi-lune, au-dessus du quai qui descend vers l'océan, on devine à peine les grues de l'usine. L'hiver humide glisse sur la Bonne-Anse, cette propriété à la sortie de Saint-Nazaire où, depuis quelques jours, une demi-centaine de jeunes et dix-huit enseignants ont commencé à donner corps à leur aventure commune. Une aventure que le brouillard paraît vouloir gommer, elle aussi. Silence sur le « lycée pas comme les autres », c'est le mot d'ordre officiel. Au ministère, on s'efforce de laisser l'expérience s'installer, se conforter avant de l'exposer aux conseils d'air. Pertinente intention si l'on n'y voit pas la raison invoquée n'est pas la seule. Saint-Nazaire et Cohn-Bendit agissent, entre autres les représentants patentés des enseignants que dérangeant l'initiative et l'imagination.

Les promoteurs du « lycée différent » jouent le jeu et se taisent. Non sans regret, car leur projet surpasse d'intégrer les médias à l'enseignement et d'inviter les membres de la presse écrite et audio-visuelle à venir travailler avec les élèves. En outre, ils n'ont pas envie de « faire du théâtre », ils estiment illusoire la

discretion forcée, à en juger par le volume du courrier qui leur arrive. L'équipe éducative muette, il reste les élèves. Aux parleurs, dehors ou dedans, au café — la Bonne-Anse a au moins cent de commun avec les lycées traditionnels qu'elle a déjà son café. — ou chez eux, dans un des appartements H.L.M., par exemple, que le CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) loue à ceux dont la famille est éloignée : deux élèves viennent de Saint-Denis (Haute-Marne), un de Montauban (Tarn-et-Garonne).

## « Les colléges, c'est des blocs »

Les colléges et la vie leur remontent à l'école, arrêtée leurs études parce qu'ils ne pouvaient plus. Ce n'est pas tant le contenu de l'enseignement qu'ils critiquent que les méthodes et le climat, le climat surtout. « Les lycées », dit Bertrand, vingt ans, c'est comme le restaurant. Tu te pointes pour apprendre, tu mets les pieds sous la table et tu enquêtes des maths. » Thierry, dix-huit ans, c'est comme l'impression d'être toujours surveillé, obligé d'être en « bon comportement ». Agnès, vingt ans, fille d'agriculteurs : « Quand j'étais petite, j'avais des problèmes auditifs et j'étais dyslexique. Dans l'école primaire où j'étais, on m'humiliât. La seule montrant aux autres que je suis mon pouce ».

Le climat d'un établissement scolaire, c'est aussi l'univers physique qu'il compose autour des élèves. Quelle réponse de géométrie ou d'intendant opposer à la question de François, dix-sept ans : « Pourquoi tous les colléges, c'est des blocs, avec le bloc administratif bien à part, des couloirs avec toujours les mêmes couleurs, d'écouter en écoutant, d'un escalier sud ? » Marie-Dominique, dix-neuf ans, fille d'agriculteurs, elle aussi, n'a pas supporté le lycée aux deux mille cinq cents élèves : « C'était une vraie usine. Tout le monde se

croisait, personne ne se connaissait. Si la foule, moi, ça me donnait. » C'est tout. Mais, à l'origine, a commencé la dérive de la petite paysanne qui se découvrait différente de ses camarades de classe. « Je restais dans mon coin », dit-elle. Les notes ont dégringolé. Tout s'est accumulé. De cette année-là, Marie-Dominique garde le souvenir d'un trac tout gris. Le bilan, à la fin, emprunte une comparaison familière qui n'en est pas moins pathétique : « De toute ma scolarité, j'ai eu l'impression que les profs ne m'ont jamais connue, ils ne savaient de moi que des notes. Comme le détail chez nous. Mes frères, ils méritent des lettres sur les bêtes. » « E », c'est une bonne reproduction, « U » c'est mauvais : pour l'abâtir. Le lycée, c'est un peu le même genre de sélection. C'est triste.

## « Ça dépend de nous »

Ils ont quitté le collège ou le lycée d'eux-mêmes, au lycée dit. Ou chassés, dans la plupart des cas avec ménagements sans appel. Ils ont « zonné », comme l'avoue Laurent, l'errance, du chômage à l'enseignement. Ils ont « fait les hommes », les vendanges. Plusieurs ont été vendeurs, perchistes ou plongeurs dans un restaurant d'une station de sports d'hiver. Dans les heures de travail par semaine, ils en ont assez.

Ils sont là aujourd'hui, décidés, presque tous, à préparer le baccalauréat. « C'est tout bête de dire, mais ça me donne envie de faire autre chose », dit-il. Peu le savent avec précision. De la géologie ou l'étude des peuples pour François, l'occupé d'enfants pour Marie-Dominique, d'étudier les langues à l'université pour Stéphane, qui parle déjà l'allemand, l'anglais et l'italien, se dirige vers une carrière sociale pour Agnès, qui ne veut plus être contrainte « d'aller à l'usine ou de faire des ménages », et qui ne se cache pas : « Le bac, ça sera dur, mais je m'accrocherai. » Ils sont pleins d'espoirs et de désirs : « J'ai envie de participer à ce que j'apprends », confie Bertrand. « On va peut-être rassembler à l'avenir », espère Laurent, qui a « dormi des années au fond de la classe ». François voudrait croire que « par les méthodes qu'on aura, on pourra avoir des passions. Parce que ça manque à beaucoup de gens, les passions ».

Ils s'organisent. Ils se sont inscrits pour les projets : dessin, danse, piscine, journal, etc. qui se mêleront à l'enseignement. Comme Agnès, ils disent : « Ce n'est pas le lycée, c'est l'absence de nous que de l'école. » Ils n'ont pas encore pris le temps, l'air frisque et mouillé, d'aller jeter un coup d'œil sur le chenal qui s'écoule dans le bassin où le paquebot France, montre ingouvernable, prit son départ en 1961.

CHARLES VIAL

Une exposition en marge du congrès de la FEN

## Quand l'école n'était pas encore laïque

De notre envoyée spéciale

Avignon. — « Nous sommes responsables de nos actes, c'est-à-dire que nous devons en supporter les conséquences. Il y a des degrés dans les responsabilités, selon qu'on est plus ou moins responsable. Mais, à part quelques exceptions, toute faute est une lâcheté. » Calligraphiée avec des plumes et des défilés, à l'encre noire et vraisemblablement à la plume Sergent-Major, cette leçon de morale orne la page de gauche d'un cahier d'élève ouvert à la date du 7 novembre 1916. Posé parmi d'autres sur une table d'élève à trois places en bois vernissé, ce cahier fait parti des objets rassemblés, notamment avec le concours de la mairie de Fontaine-de-Vaucluse (Vaucluse), dans une exposition consacrée à l'occasion du congrès de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), au centenaire de l'école. Ou plutôt à l'histoire de l'école publique qui commence avant les lois de Jules Ferry.

Dans la classe d'autrefois ainsi reconstituée figure un « inventaire des objets obligatoires » dressé en 1878 : l'exposition montre quelques-uns de ces objets en plus ou moins bon état : une petite croix en bois blanc et, pour le « salle d'alle », (ainsi appelé-on les premières écoles maternelles), une Histoire sainte en vingt tableaux. L'école publique n'était pas encore laïque. Et même après les lois Jules Ferry, l'obligation scolaire comme la laïcité ne sont pas immédiatement entrées dans les faits.

Avec une pointe de nostalgie, les plus anciens militants de la FEN retrouvent ici un exercice d'algèbre dans un cahier de cours primaire supérieur — « le niveau était bien supérieur à ce

qu'il est aujourd'hui », — là un matériel d'imprimerie très rudimentaire — « J'ai utilisé le même alors que Freinet venait de démarrer. » Regardez sur le bûche fait de fagots avec lequel les élèves nettoyaient la classe — « A cette époque, il n'y avait pas de graffiti sur les tables », — sur le poêle que les enfants allumaient en apportant des bûches — « le temps n'est pas si loin... ».

Longtemps confrontée aux obstacles du pouvoir religieux, l'école publique n'en est pas moins devenue avec le temps l'école de la République. Ses maîtres et ses élèves ont pleinement participé à l'élan patriotique qui s'est développé à partir de la guerre de 1914-1918 et a continué bien au-delà. « Maitres, héros, soldats », proclame un livre de musique de 1922 ouvert à la page de la chanson Le Défilé du régiment.

Décidément, les temps ont bien changé. Et pas seulement en ce qui concerne le matériel, les effectifs (les classes pouvaient compter de trente à quatre-vingts élèves, affirme un organisateur de l'exposition), mais aussi les valeurs et les élèves. Certains congressistes regrettent presque les leçons de morale, et surtout les parents, déclare l'un d'eux.

Le combat laïque, évoqué à quelques pas de là dans une autre exposition plus directement centrée sur le thème de la laïcité, reste, certes dans un contexte différent, d'actualité. Tout comme cette citation tirée d'un livre du comité d'instruction publique daté de 1794-1795 : « On ne forme pas d'élèves sans avoir au préalable formé des maîtres. »

CATHERINE ARDITTI

## M. CLAUDE LONGEON NOUVEAU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE SAINT-ÉTIENNE

M. Claude Longeon, professeur de littérature française, a été élu lundi 1<sup>er</sup> février au premier tour, par 67 voix sur 78 votants, président de l'université de Saint-Étienne. Il en était le premier vice-président depuis 1972. Il succède à M. Christian Forestier élu en février 1979, qui a été nommé recteur de l'académie de Reims (le Monde du 5 novembre 1981). Le conseil de l'université avait été renouvelé au mois de janvier, suivant les modalités de la loi votée au mois d'octobre 1981.

Déjà le 3 mai 1981 à Saint-Etienne, après de longues années de collaboration, M. Claude Longeon a enseigné de 1964 à 1968 au lycée Claude-Fauriol de Saint-Etienne. Maître assistant en 1970 à l'université de Saint-Etienne, il devient chargé d'enseignement en 1971, puis maître de conférences en 1974, professeur sans chaire en 1978, puis professeur de seconde classe la même année. Il est directeur de l'Institut d'études de la Renaissance et de l'art classique à l'U.E.R. de lettres de Saint-Etienne.

■ Semaine de protestation des agents et des personnels ouvriers et techniques de l'éducation nationale. — À l'appel des syndicats C.F.D.T. et C.G.T. (S.G.E.N.-C.F.D.T. et S.G.E.N.-C.G.T.), les personnels « agents, ouvriers et techniques de laboratoires » sont conviés du lundi 1<sup>er</sup> au samedi 6 février, à « une semaine de protestation et d'autolimitation des tâches ». Ils réclament un salaire hebdomadaire de 41 h 30. Ces personnels, dans l'éducation nationale, ont bénéficié au 1<sup>er</sup> janvier d'une réduction de la semaine de travail de 44 heures à 42 heures, et 41 h 30 comme l'ensemble des « agents de service » de la fonction publique. Selon le S.G.E.N.-C.F.D.T., ces personnels, dans l'éducation, « sont les seuls à devoir récupérer les vacances dans la semaine de travail ». De plus, pour eux, « la réduction du temps de travail, accompagnée d'une création de postes, se traduit par une accélération du rythme de travail ». Le syndicat considère donc qu'ils doivent aller, plus vite que d'autres catégories, vers la semaine de 35 heures.

■ Grève dans un lycée d'enseignement professionnel de Clichy-sous-Bois. — Une centaine d'élèves et d'enseignants du LEP Jules-Verne de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) ont manifesté mardi 2 février devant le ministère de l'éducation nationale. En grève, ils voulaient ainsi protester contre la dégradation des locaux, les problèmes de sécurité posés par les installations électriques et la vétusté du matériel.

■ Insatisfaction des personnels du ministère de l'éducation nationale à propos de la réorganisation de l'enseignement. — La section du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), des personnels du ministère national a appelé à une manifestation, mardi 2 février, à 17 heures, à l'occasion de la réunion du comité technique paritaire (C.T.P.). Elle entend protester contre l'« inexistence » de la concertation, lors de la réorganisation de l'administration centrale actuellement en cours (le Monde du 25 janvier). Le S.G.E.N.-C.F.D.T. réclame, « comme c'est de tradition », un vote du C.T.P. sur le projet de décret réorganisant les centres du ministère, car il s'agit à ses yeux, d'une « décision politique ». Au cabinet du ministre, on préfère privilégier la concertation sur les arrêtés d'application du décret, « qui, eux, définissent les attributions précises ». Le conflit entre les personnels et les responsables du ministère porte aussi sur les attributions confiées à certains « fonctionnaires d'autorité » particulièrement saisis sous l'ancien gouvernement.

■ Deux nouvelles missions ministérielles. M. Alain Savary vient de confier à M. Claude Domenech, ancien directeur de l'Institut d'études politiques de Grenoble, une mission sur les conditions de vie et le contexte de travail des étudiants. D'autre part, M. René-Pierre Girard, professeur d'université et membre élu du Conseil supérieur des carrières universitaires (C.S.C.U.), s'est vu confier une mission sur les langues vivantes, qui porte sur l'établissement de la carte universitaire et de la recherche ainsi que sur l'enseignement des langues vivantes dans le secondaire et le problème des langues étrangères appliquées.

## MÉDECINE

UNE PREMIÈRE TENTATIVE MONDIALE DE PRÉVENTION D'UN CANCER

# Deux cent mille enfants doivent être vaccinés contre l'hépatite virale en Afrique

Vacciner deux cent mille enfants contre l'hépatite de type B et éviter leur destin durant plus de vingt ans dans le but de prévenir l'un des cancers les plus graves, le cancer primitif du foie, tel est l'objectif ambitieux que s'est fixé une équipe franco-sénégalaise.

Cette première tentative mondiale de prévention d'un cancer par la vaccination a été rendue possible grâce à la découverte, par l'équipe du professeur Philippe Maupas (Tours), d'un vaccin efficace et sans risque contre le virus de l'hépatite B, qui, au Sénégal, a contaminé 90 % de la population à l'âge adulte. Le docteur Yves Garnier, président-directeur général de l'Institut Pasteur-

Production (I.P.P.), a annoncé, aux Journées médicales de Dakar, qui viennent d'avoir lieu (« le Monde » du 3 février), que l'industrie française soutiendrait le projet engagé par le professeur Maupas et M. Diop Mar, doyen de la faculté de Dakar, par une véritable action de coopération.

Le vaccin sera, en effet, fabriqué sur place à l'Institut Pasteur de Dakar grâce au concours de la Fondation Pasteur, d'Elf-Aquitaine (groupe Sanofi). La capacité de production de l'unité de Dakar pourra atteindre un million de doses de vaccin par an, et le virus sera fourni par des collectes de sang organisées locale-

ment d'abord, puis dans toute l'Afrique.

« Maître et Renaut ont participé à cet effort exceptionnel en fournissant un (Matra) du matériel échographique permettant de réaliser le diagnostic précoce du cancer du foie, et l'autre (Renaut) les véhicules de transport permettant le déplacement des cinq équipes de vaccination prévues contre l'hépatite B qui interviendront dans le cadre d'un programme plus large comportant la prévention contre la diphtérie, la tétanos, la coqueluche, la poliomyélite, la fièvre jaune et la rougeole. L'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) est étroitement associée à ce projet sans précédent. — Dr E.L.

## Une vive compétition scientifique et commerciale

En rendant publique la déclaration de créer à Dakar une unité de production de vaccin protecteur contre l'hépatite virale de type B, M. Claude Longeon, président de l'Institut Pasteur-Production (I.P.P.), marque un point important dans une compétition internationale particulièrement vive depuis quelques années. Il est vrai que l'enjeu est considérable tant dans le domaine commercial que dans le domaine scientifique.

À la différence de la plupart des médicaments, les vaccins ne sont pas produits par synthèse ou par fermentation. Dans le cas du vaccin contre l'hépatite virale, il s'agit d'une substance biologique — une particule virale — obtenue à partir des prélèvements sanguins sur des sujets dits « HBs positifs », c'est-à-dire possédant cette particule dans leur sérum (ou antigène HBs). La récupération de ces sérum et les divers procédés ensuite mis en œuvre nécessitent une technologie complexe, qui au total fait de ce vaccin l'un des plus coûteux de ceux qui sont actuellement sur le marché (1).

C'est en 1976, pour la première fois au monde, qu'une équipe française dirigée par le professeur Philippe Maupas (Institut de virologie de Tours) mit au point un procédé fiable de fabrication. Après confirmation des résultats, la France fut en 1981, après que l'I.P.P. ait obtenu une licence exclusive sur le marché, le premier pays au monde à pouvoir protéger les sujets à haut risque de contamination (essentiellement les malades et le personnel de certains services hospitaliers). C'est la même année que la puissante société américaine Merck Sharp and Dohme (M.S.D.), l'un des tout

premiers groupes pharmaceutiques mondiaux, déposait auprès de la direction de la pharmacie et du médicament (ministère de la Santé) une demande d'autorisation de mise sur le marché pour un vaccin lui aussi protecteur contre l'hépatite virale. Quelque temps plus tard, la firme américaine se voyait opposer un refus d'autorisation. Fin 1981, elle l'obtenait pour les États-Unis après avoir favorisé la Food and Drug Administration. Chez M.S.D., on prévoit le début effectif de la commercialisation aux États-Unis dans le second semestre de 1982. La France reste donc encore — avec la Suisse, qui vient de commencer la commercialisation du vaccin de l'I.P.P. — le seul pays à bénéficier de ce mode de protection contre une affection fréquente et potentiellement grave.

Depuis quelques mois, il semble que les rapports entre l'I.P.P. et M.S.D. soient assez tendus. Outre le fait que les bruits les plus divers ont couru, un temps, dans les milieux scientifiques et médicaux, sur la qualité du vaccin français et sur les capacités de fabrication de l'I.P.P., la firme américaine ne fait pas mystère du différend qu'il oppose à la France en matière de propriété industrielle. Elle invoque pour cela l'antériorité d'un brevet déposé aux États-Unis par le professeur Baruch S. Blumberg (2) enregistré le 15 janvier 1972 pour le compte de l'Institut for Cancer Research de Philadelphie.

Dans le même temps, M.S.D. insiste pour expliquer que les produits français et américains sont nettement différents, tant dans leur mode de fabrication que dans leur composition. Du côté français, après que les arguments d'outre-Atlantique ont, un mo-

ment, été pris en considération, on est, aujourd'hui, fermement décidé à engager la compétition. « Que le meilleur gagne », déclare M. Garnier, président-directeur général du groupe Sanofi (dont l'I.P.P. est une filiale). Nous sommes disposés en ce qui nous concerne à verser des royalties raisonnables à l'auteur de chaque dose de vaccin que nous vendrons. Nous tenons, de cette manière, à reconnaître l'important travail réalisé par le professeur Blumberg. Mais nous n'avons reçu aucune réponse... »

Après qu'une forme de « Yalta » a été envisagée — chaque partie se réservant une zone d'exploitation dans une partie du monde, — on assiste, aujourd'hui, à une véritable course au dépôt de brevets de commercialisation de ce produit. L'I.P.P. a déjà fait des démarches dans la plupart des pays européens et dans plusieurs pays africains. On bénéficie d'une franchise de réseau de coopération internationale d'Elf-Aquitaine. Côté américain, on annonce que l'objectif est de commercialiser le produit « dans le monde entier » et que des essais cliniques sont terminés ou en cours dans treize pays.

Compte tenu de l'intérêt considérable que représenterait la démonstration par vaccination préventive du rôle joué par le virus de l'hépatite B dans la genèse du cancer primitif du foie en zone intertropicale, un enjeu scientifique de toute première importance vient s'ajouter à la compétition commerciale. Sur ce dernier point, la France, grâce à un travail entrepris depuis 1978 par l'Institut de virologie de Tours sous l'égide du ministère français de la coopération et des affaires étrangères, semble pouvoir conserver une avance

JEAN-YVES NAU.

(1) La vaccination proposée par l'I.P.P. (trois injections à un mois d'intervalle et un rappel au bout d'un an) revient à environ 500 F.  
(2) Le professeur Blumberg, prix Nobel de médecine, a été le premier à mettre en évidence l'existence de l'antigène HBs dans certains sérum humains, puis à établir le lien entre cette substance et l'hépatite virale de type B.  
(3) Il s'agit notamment des personnels médicaux et paramédicaux, des militaires en hôpital (rein artificiel) et de leur entourage, des militaires, des hématophiles, des homosexuels et des malades ayant subi une intervention chirurgicale.

## ANALYSE INSTITUTIONNELLE COMME PRATIQUE D'ÉTABLISSEMENT

du 25 au 30 avril 1982 (50 heures)

Renseignements et inscriptions :

université paris 8 formation permanente

2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02

Tél. : 829.23.00 ou 821.63.64 poste 15.97

47/110150



Le Monde

# ARTS ET SPECTACLES

## JACKSON POLLOCK AU CENTRE POMPIDOU



### La fureur et le bruit

LES expositions Pollock II y en a eu de plus considérables que celle du Centre Pompidou, mais elles n'ont pas toujours réussi à montrer ce peintre avec autant de bonheur. Les possibilités d'aménagement architectural des salles ont joué à plein. Les grandes peintures de Pollock ont trouvé leur espace, mieux, on peut le dire, qu'aux « Expressionnistes abstraits », de la National Gallery de Washington en 1978.

Il n'y a que soixante tableaux : c'est moins le nombre pourtant qui fait la qualité d'une exposition, que le choix des œuvres et l'intelligence de l'acroschage. Jamais ces grandes toiles classiques n'ont été autant traversées d'espace et d'air. Le lieu ne compte plus et les œuvres réelles dans un grand salon carré se répondent en écho, d'un mur à l'autre. D'un regard d'ensemble, on saisit l'unité de style de Pollock et la variété de son écriture : toujours la même et tou-

jours différente d'un tableau à l'autre, sous des couleurs finalement peu nombreuses.

On perçoit la complexité du personnage, son ambivalence. Raide et contrasté à ses débuts lorsqu'il peint des images ; souple et allé, virtuose du trait qui s'envole en traversant l'air en coup de fouet avant d'imprimer sa trajectoire vibrante sur la toile, lorsqu'il invente sa technique du « dripping ». C'est le peintre du noir et blanc contrastés mais aussi des rhapsodies de couleurs délicates, de l'écume blanche des moutons de Springs où il était mêlé aux champs, du vert Vénus des jardins huppés, du jaune de cadmium des piquettes, des bleus métalliques et de l'argent de la peinture à l'aluminium qu'on retrouve dans les quatre grandes toiles placées aux quatre points cardinaux du salon carré : *Le vent du nord* de la National Gallery de Washington, *Autumn Rhythm* de la Metropolitan Mu-

seum (deux tableaux qui n'avaient jamais été prêts auparavant), *Number 31* du Museum of Modern Art, *Number 32* de Düsseldorf.

La critique nationaliste qui l'avait porté pendant les années 50 à l'avant-scène de la peinture américaine ne voyait chez Jackson Pollock qu'une force vitale déchirée, proprement américaine. Ici, apparaît un nouveau Pollock, bucolique, virgilien, qui fait penser aussi aux douces picturales de Monet.

Il faut revoir le mythe de la force sauvage et celui de l'originalité absolue. Pollock représente-t-il le cas d'une génération spontanée qui aurait éclos dans la grande serre américaine ? Ou bien est-il au contraire lié à l'histoire européenne de l'art moderne nourri de peinture et non pas seulement de nature ?

Lorsqu'il avait inventé les *drippings*, ces peintures liquides qui s'écoulaient sur la toile à partir d'une danse du pinceau, de

la boîte trouée et même de seringues, on avait crié à l'intention totale, on avait parlé d'une nouvelle peinture où l'Europe n'avait plus de rôle directeur.

Autant l'exposition que l'épais catalogue sont une contribution pour une « rélecture » de l'œuvre de Pollock avant de l'asseoir dans une nouvelle postérité. Une contribution rendue possible grâce à l'active participation du Museum of Modern Art (MOMA) de New-York, actuellement en travaux, et qui prête volontiers ses tableaux avant leur installation définitive.

Elle propose un parcours qui illustre la marche hésitante du peintre : Pollock, à ses débuts, peint sans savoir. Il est seulement ouvert aux rencontres, aux chocs qu'il peut en recevoir. D'où le caractère peu homogène de son œuvre, avant le moment où il trouve sa voie, son « sujet » propre, pour cette fois donner des séries continues et cohérentes.

La biographie officielle de Pollock développe bien le côté voyageur et cow-boy de sa jeunesse. Il est, en effet, né de parents modestes dans un ranch à Cody, ville de Buffalo Bill. Il avait connu la vie instable d'un jeune homme pauvre qui cher-

chait sa voie en parcourant d'une ville à l'autre, cette Amérique en crise des *Rustbelt* de la colère. Il y a la vieille Ford d'occasion achetée à son frère Charles, les petits métiers exercés pour survivre : peintre de bol, bûcheron, homme de peine.

#### Une difficile survie

Il était lié à Philip Guston, comme lui militant communiste et lecteur de la revue *Partisan*. Et comme presque tous ses amis, il ne put survivre que grâce au programme du Work Progress for Art (W.P.A.), lancé par Roosevelt pour intégrer à la société américaine artistes et intellectuels soupçonnés d'être la proie du communisme. Mais Pollock avait d'autres problèmes : désordres mentaux, alcoolisme. Peinture thérapeutique comme le voulait alors son psychologue Jungian ? En fait, l'exposition montre un peintre régional et romantique aux années 1934-1938, années de son apprentissage avec Hart Benton, et de sa participation à l'atelier Siqueiros, peintre communiste mexicain qui expérimentait des couleurs industrielles pour banderoles et des peintures murales « opérationnelles » pour les manifestations.

Une autre série de tableaux, datée 1939-1941, illustre ensuite une période où J. Pollock sort d'une forte dépression nerveuse. Le MOMA, premier musée d'art moderne du monde, vient de s'ouvrir à New-York avec Guernica, et les premiers artistes européens, émigrés de guerre, arrivent à Manhattan. Pollock les voit en chair et en os, après avoir découvert leurs œuvres dans les *Cahiers de l'Art* à Zervos, comme Daniel Abadie en suggère l'idée dans le catalogue. Il quitte soudain le régionalisme local et l'inspiration indienne pour rejoindre le courant de l'art moderne lié à la

culture mythologique de l'Océan. On voit apparaître *Pesphad* (tableau que le MOMA vient d'acquiescer) un « homme nu » dont un cercle remplace la tête et qui évoque l'*Androphage* de Masson, « l'homme qui a échappé à sa tête » comme le prisonnier à sa prison », thème troublant chez Pollock. Dans une autre direction il peint *Stenographie* figures, un beau tableau aux couleurs cubistes qui fait penser à l'*Assommoir* de Picasso (Musée national d'art moderne). En même temps, il explore ces compositions abstraites à la peinture liquide versée directement sur la toile : les *drippings*. Et là, plus encore qu'ailleurs, Pollock commence par le chaos. Les premiers flux de couleurs que le vent aide à dessiner n'ont ni structure interne ni rythme. On le voit dans le grand *Mural* où les images de danseurs indiens se dissolvent, noyées dans la peinture de geste.

Il tente de les structurer en simulant les arcs d'ogive des constructions gothiques (*Gothic Cathedral*). C'est en 1947 que l'image cesse de fuir, de s'échapper comme une eau versée. Abstraite mais désormais cohérente, elle révèle un accord avec le monde environnant, avec la forêt, les saisons, les fleurs, la rosée, accord dont la rude transparence explose splendidement dans le salon carré où sont réunis les classiques de l'année 1950. Le tumulte qui emplissait sa tête a trouvé son espace.

JACQUES MICHEL

(Lire la suite page 14.)

### Le territoire du peintre

par MICHAEL BRENSON (\*)

POURQUOI a-t-il fallu attendre si longtemps ? Pourquoi n'a-t-on pas, auparavant, rendu hommage à celui qui peut être considéré comme l'artiste américain le plus prophétique, celui qui représentait le mieux la conscience américaine de l'après-guerre ? Pour répondre à la question, il faut en fait la singularité de Pollock. L'œuvre se distingue, en partie, par une réputation radicale des frontières, mais elle demeure très proche des racines du peintre. Le siège du pouvoir artistique s'est déplacé de la France aux États-Unis parce que des artistes comme Pollock ont inscrit le mouvement moderne européen à l'intérieur d'un langage particulier à l'Amérique. Cette « américanité », fondamentale pour comprendre la puissance de l'œuvre autant que son incongruité hors de son pays d'origine, vaut qu'on l'éclaire. On se bornera aux tableaux qui viennent à l'esprit dès que l'on mentionne le nom de Pollock, à ces grandes masses labyrinthiques qui font à présent partie de nos paysages intérieurs.

Les racines ouest-américaines de Pollock dérivent d'une de ses orientations essentielles. Né en 1912 à Cody (Wyoming), il a grandi dans les terres marquées de l'Arizona et de la Californie. Vivant de la terre et la travaillant, lui faisaient confiance, s'adaptant à ses cycles. Pollock développe un sentiment de communion avec elle et développe en lui un sens de la participation totale au processus de création.

En 1930, il quitte la Californie pour New-York, où il étudie les beaux-arts. Une décennie et demi d'apprentissage ingrat, de découverte et de crises qui aboutissent à un colossal coup de force : trouver l'accord entre l'art, lui-même et le monde moderne. Guidé par Freud et par les expériences psychanalytiques des surréalistes, il tente de tout intégrer au-delà de son art. Pollock est à la recherche d'un langage si cohérent qu'il ne puisse être expérimenté ni analysé à travers ses composantes. Dans l'idéal, chaque ligne née sur la toile se doit d'être un lien avec son incon-

scient, un fil solide, harmonique, endiguant tout ce qu'il est, tout ce qu'il veut, tout ce qu'il veut être. Ambition stupéfiante. Cependant, seul un tel langage pouvait offrir une alternative à ce que l'école de New-York considérait comme un système politique et culturel descendant. On peut mesurer la réussite de Pollock à la manière dont son œuvre réside à toute tentative de mesure, de morcellement.

A la fin de 1946, son utopie devient réalité. Au fin fond du pays, à East-Hampton (New-York), il travaille avec sa femme, Lee Krammer, également peintre, dans une grange transformée en atelier. Il recrée le dialogue avec la nature que, enfant, il avait senti. Il domine les toiles

posées à même le sol, se tient autour, parfois dessus. Avec des branches, des truelles, des pinceaux, quelquefois avec ses doigts trempés directement dans les réceptifs, il projette, verse, ou répand directement la peinture. L'une de ses plus célèbres formules est : « Je suis la nature. » Pollock est la nature, mais intérieure, réfléchi. On trouve dans ses tableaux des analogies avec la semence, l'arrosage, l'éclosion. Cependant, le processus est si condensé qu'il semble ne pas exister. Dès que la couleur, versée ou étalée, touche la toile, les graines s'ouvrent, fleurissent. La compression du temps existentiel, pour une part, l'impétuosité de son style.

#### L'intimité avec la terre

La manière dont s'incarne l'intelligence de Pollock n'est pas l'essentiel, non plus que le lien entre la cohérence de son langage pictural et sa relation intime à la terre. Ce qui compte, c'est comment son expérience de l'Ouest l'a équipé pour sa tâche à venir. Si le personnage de Pollock est à ce point paradoxal et ténu, c'est que la satisfaction de ses besoins les plus profonds se confond avec ses exigences artistiques les plus pressantes. Il recherche, avec la peinture le même intimité qu'il connaît avec la terre : il y parvient en supprimant le pinceau, en plaçant la toile à même le sol, en plénifiant l'espace de l'œuvre. Ainsi il prend ses distances vis-à-vis de la peinture de chevalet que — marqué par Guernica, par son maître Benton, et par les muralistes mexicains — il considère comme dépassée.

Aussi importante que sa relation avec la terre était sa notion des espaces de l'Ouest. Son « esprit frontalier » est celui du pionnier, pour qui aucune limite n'est absolue, aucune loi inviolable et elle constitue un obstacle à ses désirs.

Les plaines infinies et dépeuplées s'identifiaient encore à la liberté, au possible. Comme pour

Huckleberry Finn, passé le dos quasi mortelle des messages et hypocrisies du monde « civilisé », on avait l'impression, au pla, de pouvoir « lancer à toute pompe vers le territoire ». Un territoire qui, cependant, provoque des réactions opposées. L'écrivain Joan Didion, Norman Mailer dans « *Chanson du boucanier* », n'y voient pas une ouverture, mais le néant. Tout est possible là parce qu'il n'y a rien. Plus que les dimensions de l'Ouest, Pollock intègre les réactions contradictoires. Face au besoin de quelque chose de vaste et d'expansif, face à la relation entre territoire et liberté, il hérite d'un espace pictural trop étiqué. Il tente de le reconstruire, de l'élirer, d'en repousser les limites pour l'accommoder à son domaine intérieur. Les dimensions de ses tableaux sont insaisissables de son écriture. Il lui faut inventer une nouvelle échelle, et sa détermination le conduit à en modifier les données, à en altérer la notion même, celle de la taille du tableau, de la forme dans laquelle il doit s'inscrire.

L'espace de Pollock équivaut à un anti-espace. Il suggère l'immensité, annule l'effet d'espace, l'oblitére et complètement (\*) critique d'art.

## CAHIERS DU CINEMA 332

### AU SOMMAIRE

- Les dix meilleurs films de l'année
- Dossier Fantastique (2<sup>e</sup> partie)
- A propos du tournage du dernier film d'Eric Rohmer : « Le beau mariage »
- et comme chaque mois
- Les critiques de films
- Le journal des Cahiers

Chez votre marchand de journaux - 20 F

47/11/1982



## LE PROJET DE CENTRE NATIONAL D'ARTS PLASTIQUES

## POINT DE VUE

## Une démission ?

par JEANNE LAURENT (\*)

Le projet de création d'un centre national des arts plastiques (CNAP) appartient manifestement à la catégorie de ceux qui ne doivent pas nous laisser indifférents. Pour tenter de l'apprécier en connaissance de cause, nous sommes réduits, en l'absence d'informations officielles, à interroger des textes qui circulent sous le manteau et qui sont modifiés constamment.

Il y est prévu d'investir le CNAP de pouvoirs essentiels pour l'avenir de la vie artistique de la France (enseignement, achats et commandes d'œuvres d'art contemporain pour le compte de l'Etat). Si ces prévisions étaient adoptées, il y aurait de la part du ministre de la culture une forme de démission au profit d'un organisme qui serait, en marge de son ministère, dans une situation comparable à celle d'un grand fief du Moyen Âge.

En toutes circonstances, une telle abdication serait déplorable. Actuellement, elle le serait d'autant plus que le gouvernement, dans la période cruciale que nous traversons, doit être plus attentif à ses responsabilités. S'agissant de fonctionnaires qui n'ont pas de pouvoir propre, le président de la République déçoit trop souvent les ministres leur déléguant une autorité et un pouvoir de décision (1). Dans le cas d'un établissement public, comme le serait le CNAP, la démission ministérielle aurait des conséquences beaucoup plus graves : nous nous trouverions devant un organisme disposant de pouvoirs propres.

Son directeur serait en mesure de tenir en échec le ministre de la culture en usant de ses prérogatives statutaires. Il bénéficierait en outre de garanties de durée qui sont refusées aux ministres. Dans l'hypothèse d'une nomination pour une période de trois ans renouvelable, il pourrait rester en poste alors que plusieurs ministres se succéderaient.

Les Français sont volontiers réticents à l'égard de la puissance gouvernementale. Aussi ont-ils tendance à ne pas s'engager dans un cas comme celui qui nous préoccupe. Ils devraient cependant être sensibles au fait qu'il s'agit là de la prise d'un pouvoir qui ne s'exercerait pas avec les garanties démocratiques dont ils sont assurés pour un ministre. Celui-ci, dépendant du premier ministre et du président de la République, est tenu de fournir des justifications au Parlement et incertain quant à la durée de son appartenance au gouvernement.

Le CNAP pourrait être beaucoup plus négligé que ne le fut l'Académie des beaux-arts pendant un siècle et demi. Il disposerait en effet de pouvoirs que les conventions avaient refusé à l'Institut de France, dont cette académie est

une des classes. Car la Convention avait tenu à soustraire à l'Institut au «période de sa considération jamais comme une sorte d'autorité publique» (2), suivant l'expression de Daunou à la séance inaugurale. L'erreur ajoutée : «il ne possède aucun moyen de s'élever en rival de l'autorité».

Il y a lieu de s'étonner que le CNAP, conçu en 1981, soit un organisme centralisateur : il gèrerait des établissements qui ont actuellement une gestion autonome, dans le cadre de règlements qu'ils sont tenus d'appliquer. Par exemple, les manufactures nationales des Gobelins et de Sévres.

Dans la limite de son budget, le directeur du CNAP serait pratiquement tout-puissant à l'égard des arts plastiques. Certes, il y aurait auprès de lui un conseil d'administration, mais on peut prévoir que ses membres seraient choisis sur proposition du futur directeur de l'établissement. De même pour les membres du conseil artistique.

Il y aurait là une situation de monopole propice, par le moyen d'un pouvoir personnel, à imposer une esthétique. Ceux qui redoutent, à juste titre, tout art d'Etat sont conscients du danger que représenterait le CNAP pour la nécessaire liberté d'un artiste, celle de pouvoir être différent de tous les autres sans se heurter au sectarisme ou à l'académisme ?

La composition du conseil artistique amène à se demander quel service on attend de lui. Il comprendrait au moins vingt-huit membres. Auprès de fonctionnaires et de personnalités choisies en raison de leur compétence s'élèveraient des représentants d'associations concernées, des représentants des négociants en œuvres d'art, et des entreprises des métiers d'art, des créateurs, «désignés sur proposition de leurs organisations les plus représentatives», des représentants des collectivités locales, des représentants des confédérations syndicales de travailleurs les plus représentatives au niveau national. On peut imaginer ce que deviendrait un tel conseil par l'effet du désintérêt de certains membres — en fait les plus compétents — et des interventions de ceux qui se proclameraient en invocabant un mandat des organisations qu'ils représentent. Est-ce vraiment respecter la démocratie que de solliciter les syndicats de sortir de leur rôle pour prononcer des jugements esthétiques ?

Il semble ressortir d'informations officieuses que le projet de création du CNAP serait amendé pour éviter

(\*) Sous-direction des spectacles et de la musique, de 1946 à 1952, directeur de la Bibliothèque des Beaux-Arts, éd. R. Julliard, 1955, et d'Arts et Peintures en France de 1953 à 1961, histoire d'une démission artistique, actuellement sous presse à l'Université de Saint-Benoît, CIREN.

(1) Le Monde du 5 janvier 1982.  
(2) Gazette nationale ou le Moniteur universel, n° 200, mardi, 23 septembre 1791, l'an 4° (mardi 12 avril 1796, vieux style).

le démantèlement de l'administration centrale et sauvegarder le fonctionnement normal d'écoles d'art, ainsi que des manufactures des Gobelins et de Sévres.

Même ainsi, le projet de CNAP doit être combattu. S'il a été conçu pour compenser le refus par le ministre des finances d'un emploi de directeur d'administration centrale, il est urgent d'en appeler au premier ministre, voire au président de la République. Il ne paraît en effet pas normal, quand la culture devient une des priorités gouvernementales, que le ministre des finances fasse opposition à la création d'un emploi dont le ministre de la culture déclare avoir besoin pour assumer les responsabilités nouvelles qu'entraîne l'augmentation de ses crédits. L'attitude du ministre des finances est, là, d'autant plus surprenante qu'il s'agit d'un des emplois d'administration centrale qui peuvent être supprimés aisément dès qu'ils cessent d'être indispensables. L'accord du ministre des finances pour la création du CNAP apparaît comme une de ces compensations qui, à les considérer sous l'angle financier, coûtent finalement beaucoup plus cher que la demande rejetée.

La suite des salles montre ce qui est supposé être le drame de Pollock : après les œuvres classiques de 1950, il se serait montré impuissant à se remettre. Les *drippings* que le critique du moment tenait pour un sommet devenaient une impasse. Il est ainsi le premier peintre contemporain à avoir inauguré ce genre nouveau de l'artiste à l'image de la marque étroitement caractérisée. Il cherche une issue. Comme en 1933, l'année 1950, durant laquelle Pollock, particulièrement fécond, peignit trente-deux tableaux (le dixième de ses œuvres totales) devait devenir celle d'une

## La fureur et le bruit

(Suite de la page 13.)

profonde dépression compliquée par l'alcool. L'inspiration l'aurait-elle abandonné au sommet ? Ses défenseurs, comme Clement Greenberg, sont loin d'approuver ses tentatives de retour à la figuration. Pendant les années 70, la lecture traditionnelle de Pollock, selon laquelle il se serait cherché avant 1947, trouvé en 1950 et perdu après, avant de quitter la scène accidentellement, fut remise sur le métier, et cette fois à travers une approche junguiste. On découvre alors que les images d'avant 1947 n'auraient jamais disparu, mais se seraient seulement noyées dans l'encre des *drippings*.

Une voile de peinture

Selon Lee Krasner la œuvre de Pollock, Pollock commençait souvent ses tableaux par des images allusives, puis, chemin faisant, les recouvrait d'une voile de peinture. Invisible dans les tableaux des années 50, elles sont réapparues ensuite : Pollock réprimait son moi créateur d'images et se livrait à une période abstraites aurait joué un rôle d'écran.

Cette nouvelle interprétation joue en faveur d'une cohérence de l'œuvre. Loin d'être un peintre de rupture, Pollock est donc intégré à l'histoire de l'art, à l'invention des images surréalistes, à leur démontage cubiste

Le 17 novembre 1981, peu avant de conclure son discours de présentation du budget de la culture, M. Jack Lang annonçait à l'Assemblée qu'il avait, la veille, obtenu «l'accord de principe du ministre du budget pour instituer un centre national des arts plastiques, établissement public qui, à l'instar du centre du cinéma, assurerait l'unité de gestion des arts plastiques en respectant pleinement les statuts des personnels». Dans la perspective euphorique d'un budget presque doublé, molement contesté et même approuvé par l'opposition, les députés, d'ailleurs pris de court, ne posèrent pas de questions sur ce projet.

Quelques semaines plus tard, amenés à leur tour à se prononcer sur le budget de la culture, les sénateurs furent plus curieux. Non satisfaits des précisions fournies par le ministre à propos de ce centre, ils refusèrent de voter des crédits qui devaient sinon servir à sa création, tout au moins la justifier (1).

Alore, on commence à s'interroger et à s'inquiéter de ce projet de

(1) Le Monde du 11 décembre 1981.

Le haut main sur l'enseignement artistique national et supérieur : les écoles nationales de province, l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts de Paris, l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs ; sur la Villa Médicis, sur l'Institut français de restauration des œuvres d'art ; sur les achats d'œuvres d'art contemporain pour le compte de l'Etat, sur la commande publique, sur les manufactures nationales, sur le mobilier national, sur les métiers d'art (dont il gèrerait en particulier le fonds d'encouragement). Sans compter de nouvelles institutions, comme une école supérieure de création industrielle, dont un projet est actuellement à l'étude.

Un tel instrument, fût-il établissement public, ne pourrait-il pas peser de tout son poids sur la création artistique, sans alternative, de manière univoque et uniforme ? Et, puisqu'il serait établissement public, ne pourrait-il pas libérer de l'autorité ministérielle des responsabilités qui, a priori, devraient, comme l'enseignement, relever de sa compétence ?

La création du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.

En attendant plus de précision sur le nouveau projet, un texte de décret en bonne et due forme existe, qui attend, prêt depuis octobre. Il semblerait qu'un ministre on souhaite connaître le rapport de la mission Troche, auquel beaucoup de gens ont collaboré, et qui doit sortir ces jours-ci, pour engager l'avenir des arts plastiques.

GENEVIEVE BRERETTE.

Le projet du CNAP, selon M. Claude Mollard, qui l'estime «trop moderniste pour être comprise», serait en train d'évoluer, dans la concertation. Aux dernières nouvelles, on garderait le CNAP, mais ce serait un établissement public parmi d'autres, et associé comme eux à une délégation aux arts plastiques, en attendant d'obtenir une direction. Cela changerait-il beaucoup ? Il faudrait pouvoir juger, sur pièces, les attributions de chacun.



PLASTIQUES

voir la création

Le Centre national de la photographie d'art, de son vrai nom le Film International, a été créé en 1971. Depuis dix ans, il a une réputation prestigieuse. Dans le style le plus décontracté possible, mais avec une extrême rigueur dans le choix des œuvres, Film International a fait le premier pas vers le cinéma d'art, de quelque façon, s'inscrit dans la recherche d'avant-garde, la marginalité.

Lequel et comment ?

Le budget, selon Herbert Bale, le directeur du Film International, se monte à 1 200 000 francs, un million est remboursé par l'argent officiel et les tickets d'entrée, il reste 200 000 francs à trouver. Pour convaincre l'Etat de collaborer plus activement, une invitation a été faite à M. Jack Lang, le ministre français de la culture, lui demandant de venir parler du rapport Brecht, traduit en hollandais pour l'occasion. C'est Francis Beck, conseiller technique du ministre, qui a fait le déplacement. On se demande pourtant si ce n'est pas nous, Français, qui avons à apprendre de la Hollande.

Sous le nom de Film International se cache une triple structure : une maison de distribution, une chaîne de salles et le festival proprement dit. Les salles, on les trouve à Rotterdam, Amsterdam, Utrecht : salles municipales, dont le personnel est payé par les villes, et qui doivent équilibrer leurs comptes sans nécessairement faire de bénéfices. Monica Telegaar, bras droit d'Hubert Bale, nous rappelle la situation : une cinémathèque, à Amsterdam, préoccupée principalement de la conservation des classiques, une distribution, commerciale, monopolisée par les directeurs de salles.

LE « FILM INTERNATIONAL » DE ROTTERDAM

Quand l'exception devient la règle

Les auteurs maison s'appellent Rohmer et Rivette, Jean-Marie Straub, Raul Ruiz, mais aussi André Tarkovski, dont on a montré ici avant tout le monde le *Miroir* et *Stalker*. Cette année, pour la première fois avec quelque éclat — on les a vus à Paris en coup de vent en 1978 — les deux cinéastes indiens en qui se résume la recherche de points en Inde, Mani Kaul et Kumar Shahani, sont présents avec leur production, quatre titres pour Kaul, un pour Shahani.

Le budget, selon Herbert Bale, le directeur du Film International, se monte à 1 200 000 francs, un million est remboursé par l'argent officiel et les tickets d'entrée, il reste 200 000 francs à trouver. Pour convaincre l'Etat de collaborer plus activement, une invitation a été faite à M. Jack Lang, le ministre français de la culture, lui demandant de venir parler du rapport Brecht, traduit en hollandais pour l'occasion. C'est Francis Beck, conseiller technique du ministre, qui a fait le déplacement. On se demande pourtant si ce n'est pas nous, Français, qui avons à apprendre de la Hollande.

Apprendre de la Hollande

Le budget, selon Herbert Bale, le directeur du Film International, se monte à 1 200 000 francs, un million est remboursé par l'argent officiel et les tickets d'entrée, il reste 200 000 francs à trouver. Pour convaincre l'Etat de collaborer plus activement, une invitation a été faite à M. Jack Lang, le ministre français de la culture, lui demandant de venir parler du rapport Brecht, traduit en hollandais pour l'occasion. C'est Francis Beck, conseiller technique du ministre, qui a fait le déplacement. On se demande pourtant si ce n'est pas nous, Français, qui avons à apprendre de la Hollande.

Le budget, selon Herbert Bale, le directeur du Film International, se monte à 1 200 000 francs, un million est remboursé par l'argent officiel et les tickets d'entrée, il reste 200 000 francs à trouver. Pour convaincre l'Etat de collaborer plus activement, une invitation a été faite à M. Jack Lang, le ministre français de la culture, lui demandant de venir parler du rapport Brecht, traduit en hollandais pour l'occasion. C'est Francis Beck, conseiller technique du ministre, qui a fait le déplacement. On se demande pourtant si ce n'est pas nous, Français, qui avons à apprendre de la Hollande.

Film International a franchi un nouveau pas en produisant, pour la première fois, un film, *Le Toit de la balaine*, de Raul Ruiz, ce cinéaste chilien en exil dont l'INA (Institut national de l'audio-visuel) fit la réputation avec la *Vocation suspendue* et l'*Hypothèse du tableau volé*, tous deux inspirés de Pierre Klossowski. Fin 1981, à la rencontre de l'Art et Essai à Strasbourg, nous vîmes en première mondiale *The Territory*, ouvrage produit en langue anglaise (et tourné au Portugal avec un infime budget) par Pierre Cottrell pour la France et Roger Corman pour les Etats-Unis. Raul Ruiz, qui dans l'*Hypothèse du tableau volé*, rendait visiblement hommage à la photo d'Henri Alekan dans la *Belle et la Bête*, avait mobilisé Henri Alekan en personne, toujours maître des lumières.

Henri Alekan a fait cette fois le

déplacement de Rotterdam pour filmer en moins de quinze jours, en 35 millimètres couleurs, *Le Toit de la balaine*. Monica Telegaar a dirigé la production : « Ce fut une expérience unique, j'ai tout appris, je vois le cinéma autrement. Raul Ruiz n'avait pas de scénario en règle au départ, tout était dans sa tête. Henri Alekan m'a fasciné par la manière qu'il avait d'enlever ou de mettre la lumière. Je ne voyais rien, j'ai jugé au résultat. »

Dans sa présentation au public de Rotterdam, Raul Ruiz définit le Toit de la balaine « un film personnel, car il traite de mes souvenirs... (les souvenirs) de quelqu'un qui est né en Amérique latine. » Un aimable lunaire, un anthropologue français marié à une Hollandaise, rencontre un millionnaire chilien qui l'invite dans sa propriété en Patagonie. Tous les indiens ont été exterminés sauf deux, que Jean, l'anthropologue, écoute amoureusement. Raul Ruiz va se faufiler dans les interstices d'une situation très mince, occasion pour lui de rappeler en

clin d'œil l'héritage colonial de l'Europe et de se livrer follement à tous les jeux de lumière et d'image concevables. Retour aux origines, à l'avant-garde des années 20 en France : à travers ce jeu de cache-cache du cinéma avec lui-même, c'est un peu la culture de l'Occident, ses prétentions à commander au monde entier, que le cinéaste met sur la sellette.

La projection d'anciens films chiliens de Ruiz peu connus comme *La Colonie pénitentiaire* (1971) et *Le Réalisme socialiste* (1973) — même si nous ne vîmes qu'une heure du dernier — confirmait le statut d'iconoclaste de l'artiste, militant de l'Unité populaire : il tourna des heures de bandes vidéo dans les populations, témoins pour le peuple au travail, et en même temps vit la réalité politique se défaire. Raul Ruiz est impitoyable, dans le Réalisme socialiste, pour un « front poétique » (sic) d'intellectuels hurlubrus complètement coupés de la réalité.

Straub, Dwoskin, Shahani

*Trop tôt, trop tard* est peut-être le plus cohérent, idéologiquement et plastiquement, des films réalisés à ce jour par Jean-Marie Straub et Danièle Huillet : le plus ambitieux, le plus abouti, le plus simple et le plus complexe à la fois. Ainsi la technique narrative consiste dans un récit en deux parties qui se veut un peu l'héritage des révolutions. Une courte demi-heure, nous tournons inlassablement autour de la Bastille, cependant qu'Engels parle de la révolution en France, puis le corps du film, l'Egypte, des plans fixes, interminables, la campagne, une sorte d'usine dans une ville. Conjuguant l'héritage des frères Lumière et les recherches de Michael Snow, s'inspirant d'une sorte d'ascèse poétique à la Dreyer, Jean-Marie Straub ne réduit en apparence le cinéma à sa plus simple expression que pour aller à l'essentiel. Jamais la provocation n'a été poussée à ce point, jamais le sens n'a paru plus clair.

Moya Darpan, de Kumar Shahani, Inde, remonte à 1972 : c'est une œuvre d'une grande beauté, aussi peu misérabiliste qu'il convient, marxiste à l'évidence, avec une certaine hauteur, l'amour des formes, des couleurs, l'attention au passage du temps, au nécessaire changement. Une jeune Indienne, fille d'un haut fonctionnaire à la retraite, se morfond dans un univers mort. Le changement arrive imperceptible, un jour la rupture. Formé en France

auprès de Robert Bresson, Kumar Shahani ne copie personne, travaille la couleur, capte l'espace, fait toucher le poids des objets, des tissus, de la lumière. Cette œuvre, unique dans le cinéma indien, reste isolée, son auteur n'a encore pu terminer son nouveau film, *Tarang* (1979).

*Outside In* de Stephen Dwoskin était le film le plus directement éducatif, sensuel, du Film International. Stephen Dwoskin, cet Américain établi à Londres, où il enseigne au Royal College of Art, crée dans un rapport particulier à l'objet cinéma. Atteint de polynémie, obligé de se déplacer avec des béquilles, Stephen Dwoskin ne semble exister que par le caméra, qui lui permet de libérer ses fantômes les plus secrets. Un cortège de créatures toutes plus ravissantes les unes que les autres sillonne l'espace, l'artiste tantôt se moque durement de lui-même, de son impuissance, tantôt laisse déborder la tendresse, la sensualité. Il tord le cou à la pitié, offre au spectateur une confusion imaginaire.

Résultat de mois de travail, prodigieuse affirmation de la force de création de l'individu, *Outside In* pousse un degré plus loin, au plus intime de l'être, des passions humaines, cette quête de vérité qui anime, au-delà des formes stériles, un Ruiz et un Straub.

LOUIS MARCOTTE.



Cinquante ans de Vogue

VOILA, enfin, une exposition généreuse, fourmillante, qui offre beaucoup de possibilités de plaisir, découvertes, rêveries, égarements, voluptés. Elle est le fait d'un mécène assez génial, Jean-Paul Scarpitta, qui, à l'occasion du cinquantième anniversaire de Vogue, a fouillé dans les archives de la revue et a embarqué tout ce qui lui plaisait, plus de deux cent cinquante photos qui vont du portrait de Garbo par Steichen à un ventre blanc de femme qui tourne dans l'escalier et le plus de fantasmes possibles, corps et vêtements, visages et maquillages (et là il faut citer Horst, Haynig, Cecil Beaton, Man Ray, puis Avedon et Penn, pour une fois tous réunis), mais à certains autres photographes, plus indépendants, moins soucieux d'esthétisme, comme Cartier-Bresson ou Doisneau, d'avoir les moyens matériels de poursuivre leurs reportages, de s'exercer au portrait.

Il faudra, à la suite de cette exposition enchantée, et avant de quitter le musée, chercher dans une des salles un tour petit tableau de Rembrandt, les *Paléontologues*, qui tiennent un discours radical, photographique avant terme, sur la lumière et l'ombre.

HERVÉ GUIBERT.  
Musée Jacquemart-André,  
158, boulevard Haussmann, Paris, 8<sup>e</sup>.

CENTRE NATIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE D'ART  
Le polerie INARD

GALERIE CAMILLE RENAULT  
LILYA PAVLOVIC-DEAR

Sotheby's  
GENEVA

JEANNE BUCHER  
ABAKANOWICZ

Association des Amis de Musée National  
MESSAGE BIBLIQUE  
MARC CHAGALL

BIBLIOTHEQUE NATIONALE  
LES PRÉVERT DE PRÉVERT

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE DU ROND-POINT  
ANTIGONE, TOUJOURS  
OH LES BEAUX JOURS  
CONCERT DU DIMANCHE MATIN  
PETIT ROND-POINT  
VIRGINIA  
SAINT-SIMON

50 représentations exceptionnelles  
PHILIPPE CAUBERE  
LA DANSE DU DIABLE  
THEATRE EDOUARD VII

RIZLA+  
Le papier pour bien rouler vos cigarettes

CHAQUE SEMAINE  
Le Monde  
UNE PAGE  
L'ACTUALITÉ DU DISQUE  
CLASSIQUE - JAZZ - ROCK - VARIÉTÉS

FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTRE  
VIE ET MORT DU ROI BOITEUX  
J-P. RONFARD

TCA AUBERVILLIERS  
THEATRE DE LA COMMUNE  
SUSAN  
H. ACHTERNBUSCH  
HANS PETER CLOOS

PETIT MONTPARNASSE  
LES ARCHIVISTES  
PHILIPPE LEMAIRE - DOMINGOS SEMEDO  
GIANCARLO SPERANZA

Je t'aime







## RADIO-TELEVISION

LE MONDE — Jeudi 4 février 1982 — Page 17

Semaine du 5 au 11 février

Les programmes du mercredi 3 et du jeudi 4 février sont en page 28.

LE MEXIQUE, PAR JEAN-ÉMILE JEANNESSON, SUR TF 1

## Les fantasmes du « Grand Chingon »

A Chihuahua, capitale de l'Etat de Guerrero au Mexique du Nord, tout près des falaises d'Acapulco, siège le gouverneur « El Señor » Rubén Figueroa. Cet homme d'une sobriété d'années, de stature imposante (1m90), de naissance de Tatar ou d'otomèque est une personnalité politique des plus étranges. Rubén Figueroa, grand bâtisseur d'édifices publics et grand gouverneur de l'Etat de Guerrero, règne en maître incontesté sur son territoire. « Le seul bruit de mon passage fait trembler », dit-il avec une pointe d'humour. « Le gouverneur aime plaisanter et il semble qu'il soit conseillé de rire.

Jean-Émile Jeannesson — pour ses « Lettres d'un bout du monde », une série de deux émissions consacrées au Mexique. — est allé à sa rencontre et a été accueilli, on doit le noter, avec une « chaleur » qui n'exclut pas la menace. Bien que rustre, nature, un « bon roublard », ce personnage en train de se baigner en chahutant la Mer de Cortés dans la piscine couverte de sa résidence surveillée, peut sembler d'abord sympathique.

On le suit dans les rues de son village natal, où en hélicoptère, survolant la baie d'Acapulco, en encore en train de dîner dans son autocar blindé, toujours accompagné de ses musiciens-photographes qui lui servent le plus souvent de gardes du corps. El Señor Rubén Figueroa, haute figure de la classe politique mexicaine, a le mérite de parler sans fard, sans restriction, avec même une pointe de vantardise, de ce qui choquerait les autres habitudes politiques. Il a le pouvoir. Qui le conteste ? Il est le maître, le maître, le héros du peuple et de la révolution mexicaine, ce que les Mexicains désignent par trois

mots : « le Grand Chingon ». Il sait que « l'homme mort est mangé tout cru » et rend hommage à sa mère qu'il place dans une niche céleste. « car, dit-il avec un léger sourire, elle m'a appris à ne pas craindre les morts et à ne méfier des vivants ».

Mangeant, dormant, vivant presque dans son autocar (c'est un passionné d'autocar et il possède une fructueuse compagnie de transport), ce personnage de roman fantastique, que Jean-Émile Jeannesson n'a aucun mal à filmer (il semble même en remettre pour la caméra), nous livre ses passions : les jeunes filles blondes, les « pucelles » et les « petites Françaises ». « Je souhaite être enterré avec un sac de jeans », dit-il sur le cœur. Mais Rubén Figueroa ne serait pas ce qu'il est, le puissant, s'il n'avait vécu une aventure digne du meilleur western. Il raconte cette histoire avec des yeux d'enfant émerveillé. Séquestré par un groupe de cinq cents guérilleros, il a marché pendant cent jours, entouré de nuit et d'humiliations endurées. Il a été sauvé « miraculeusement » par l'armée, mais il possède la panoplie du vrai héros de bandes dessinées.

Les guérilleros ont été tués, et il n'y a plus d'« idéologues » dans l'Etat de Guerrero : « Quand mourut le chien mourut la rage ».

Des images muettes des prisons mexicaines aux gros plans sur le gouverneur, la première partie de ce reportage intitulé « El Señor Gobernador », est bien menée. Outre le portrait très cru d'un petit tyran qui offre tous les symptômes de la mythomanie, c'est de violence qu'il s'agit, une violence qui couve, cachée derrière les visages



« Les Soldats de Zapata », détail d'une fresque de Da Siqueiros.

masqués et douloureux des prisonniers, prêts à éclater.

La deuxième partie, les Enfants de la Chingada, bien que critique par rapport à la forme (les montages photographiques, entre autres, bien qu'obligés) est plus fragmentaire. Mais si Jean-Émile Jeannesson n'a pas pu filmer tout ce qu'il projetait, l'œil de la caméra s'est fait sévère et perspicace. Nous sommes près de Villahermosa, ville pétro-

lière dans le golfe du Mexique. C'est ici que les jeunes Mexicains, les exclus, les « gringos », pulsent la substance de leurs rêves. Après un court passage dans cet endroit béni des dieux, où l'espérance est arrivée à son apogée, à l'écran par une mariée jamais assez belle, nous quittons ce havre de richesse peuplé de parvenus pour rejoindre Tijuana, ville frontalière de la révolte californienne. Ici, dans un espace étroit, circulent par les barbelés, deux cent cinquante mille Mexicains par an sont pris au fillet de la police américaine.

Tout se passe de nuit, la peur au ventre, dans le coffre d'un passager, un « coyote » comme on les appelle. Les chemins de la liberté coûtent cher : une année de travail, mais, de l'autre côté de la ligne, ce sont les U.S.A. et la Californie. Avant, il faut déjouer la ronde incessante des hélicoptères et les ordonnances de la tour de contrôle, échapper à la traque des flics américains. Un mariage nocturne qui se déroule en direct sous nos yeux, avec le tri des malchanceux invités à retourner d'où ils sont venus, les familles ou l'explosion de joie de ceux qui ont réussi et que l'on retrouve à Los Angeles ou à San Francisco.

La dernière partie du reportage, qui traite de la civilisation mexicaine, est décevante. Il semble que Jean-Émile Jeannesson se soit égaré dans des généralités trop dites. C'est un détail. Reste un document important qui démythifie l'image un peu trop démocratique que l'on a habituellement de ce pays.

MARC GIANNESINI.

★ « Lettres d'un bout du monde » : El Señor Gobernador, les Soldats de Chingada, jeudi 11 et vendredi 12 février, TF 1, 22 h. 5 et 21 h. 30.

## Un reportage sous contrôle

On ne fait pas un reportage en Grande-Bretagne comme on le fait en Turquie, ni en Chine comme aux Etats-Unis. Il y a des pays où l'Etat ne contrôle pas les journalistes, il y en a où ceux-ci sont étroitement surveillés, et il y a ceux, c'est le plus difficile, où les gens refusent même de parler. Trop de risques...

« Au Mexique, on ne le sait peut-être pas, mais on ne peut tourner un film de télévision qu'à deux conditions, dit Jean-Émile Jeannesson, soit on accepte un « accompagnateur », désigné par le Centre de la cinématographie, organisme d'Etat, qui fait son rapport tous les soirs, soit on est obligé de monter son film au Mexique et de le montrer aux autorités avant de partir. C'est une des censure les plus terribles que je connaisse, avec l'Inde et l'Union soviétique.

« En vertu des accords qui venaient d'être signés entre l'ancien président de la République

française, M. Giscard d'Estaing, et le président de la République mexicaine, M. Lopez Portillo — accords privilégiés dont certains à caractère culturel, — j'avais demandé de ne pas avoir d'accompagnateur du tout. On m'a répondu qu'on tenait à ce que j'en ai un au moins dans l'Etat de Guerrero, parce que c'était dangereux. C'est « accompagnateur » a donc suivi tout le tournage chez le gouverneur, celui qui constitue le premier volet de ma série.

« Pour le deuxième volet, il est parti à ma demande, mais je n'ai pas pu faire ce que j'avais prévu.

« Dans mon projet initial, je voulais consacrer toute la deuxième partie de mon enquête au pétrole, à ses aspects économiques et sociologiques et je voulais surtout parler du contrôle direct ou indirect exercé par les Etats-Unis sur la recherche et les industries annexes (j'avais trouvé des connections entre le gouvernement américain et la direction

de la Pemex, entreprise d'Etat des pétroles mexicains qui se trouve à Villahermosa). Un certain nombre de personnes, hors caméra, m'avaient dit beaucoup de choses sur la malintention des Américains, sur la corruption, etc. Mais quand je suis arrivé à Villahermosa, fin 1980, pour tourner, la Pemex n'a pas tenu ses engagements. Les gens ne viennent pas aux rendez-vous qu'ils m'avaient eux-mêmes fixés, certains, devant la caméra, m'ont dit exactement le contraire de ce qu'ils m'avaient dit avant. Il est très difficile d'avoir des informations au Mexique. C'est un pays qui se tait. On a eu aussi quelques problèmes de visa qui expliquent ces photos floues avec Juan de Dios. Une fois passé aux Etats-Unis nous n'avons pu retourner au Mexique avec tout notre matériel, nous n'avons pu passer qu'avec un appareil photo... »

Propos recueillis par CATHERINE HUMBLLOT.

« CE MÊME CORPS QUI M'ATTIRE » SUR A 2

## Portrait d'une femme seule

JEANNE LABRUNE a un regard, une manière tout à elle et rien qu'à elle d'envisager les choses, d'accomplir son métier de réalisatrice : on apprécie ses idées et ses images depuis 1976, où elle co-signa avec Gérard Guillemin « La guerre des démocraties », documentaire de deux heures, un document plutôt unique, hors des modes reçues.

Marianne Gosset, productrice à Antenne 2, de son côté, fait partie des rares à posséder un « point de vue », une optique : lisse les titres des émissions qui composent sa série « La vie à l'ère » : ils annoncent la couleur. « Montrer des tranches de vie », dit-elle, « montrer sans voyeurisme ce dont on parle peu à l'antenne sinon sous la forme de dossiers ».

Il n'y avait donc qu'à se féliciter. Encore un choix judicieux de Gosset : Labrunne, pour fabriquer cinquante-deux minutes au sujet de l'homosexualité féminine ? Très bien, ton juste assurément. Et puis l'on a vu. Le ton est vrai. Le talent est là. Le regard. Pourtant on ne se sent pas à l'aise. On se sent à l'aise. On se sent à l'aise. On se sent à l'aise.

Difficile de dire pourquoi, ou comment. La confiance de Marie-Anne, la jeune femme que l'on suivra du Périgord à Paris, via Bordeaux, via une plage de l'Atlantique — voyage effectué pour la seule raison de l'émission de Gosset : Labrunne, pour fabriquer cinquante-deux minutes au sujet de l'homosexualité féminine ? Très bien, ton juste assurément. Et puis l'on a vu. Le ton est vrai. Le talent est là. Le regard. Pourtant on ne se sent pas à l'aise. On se sent à l'aise. On se sent à l'aise. On se sent à l'aise.

Le téléspectateur rencontrera Marie-Anne, dans la ferme où elle vit sans personne. Il observera une femme qui fait un métier d'homme, puisqu'elle a en charge un troupeau entier de moutons qu'elle nourrit, tond, soigne et probablement fait agneler. Jeanne Labrunne a été impressionnée par cette personne, si « forte », au point d'en faire un personnage, une héroïne presqu'unique.

Cette Marie-Anne a été émue pour être celle qui inter-

roge, ou questionne, par sa simple présence. Dès lors tous les témoignages suscités perdent un soupçon de leur intensité : à cause de la seule silhouette de Marie-Anne, de son port de tête, à cause de sa démarche sans concessions et de son visage où pointent une ébauche de sourire bien éloigné des bavardages citadins. C'est à elle que du coup l'on s'attache. Femme continueuse du silence — sinon du mutisme — était-elle la mieux à même de poser à d'autres, d'elle inconnues, des questions sur leur homosexualité ? Peut-être que non. La parole des autres s'en bavarde. Il y a pourtant cette vieille dame, veuve de sa compagne, expliquant qu'elle n'a jamais connu un homme. Il y a cette divorcée et mère d'un enfant, déclarant qu'elle ne peut, à cause des enfants, vivre en couple avec l'homme qu'elle aime. Il y a cette militante lesbienne au discours politique expliquant son engagement d'amour révolutionnaire. Il y en a une autre avouant son envie de bébé, et encore une, mariée, confiant son besoin de liaison homosexuelle extra-conjugale.

On croise toutes celles-là. Sans qu'elles se livrent, sans que soit dévotée la chaleur des liens qui entre certaines peuvent exister. Vision furtive d'un baiser échangé dans une boîte pour femmes, image ultra-rapide de « filles » qui se bécotent un regard de tendresse, scène un peu stéréotypée de « copines » rassemblées autour d'un piano où quelqueune joue. C'est tout, ou presque. Sinon ?

Sinon, deux personnages en contre-jour grimpent l'interminable escalier menant au haut d'une dune. Faut-il s'arrêter sur une rampe centrale. Est-ce ainsi que Jeanne Labrunne a voulu symboliser la question ? Et à force de pudeur ne laisse-t-elle pas penser des ombres pouvant faire croire à un « problème » ?

MATHILDE LA BARDONNIE.  
★ Antenne 2, dimanche 7 février, 22 h. 35.

SUR FR 3

## Les blues de George Gershwin

Sur la scène de l'Underground de Harlem est installé un bar de la 135<sup>e</sup> rue, un bar de New York pour des Noirs de convention : un bouge mixte où débattent des couples fatigués : femmes en robe moirée qui vérifient leur pouvoir de séduction et minent en dansant des scènes érotiques ; les hommes sont en veste blanche et nœud papillon, gilet pelucheux : tout cela semble un peu trop costumé pour la faune que voudrait peindre Gershwin. Ainsi va le « théâtre noir » quand la Suisse s'avise de le mettre en scène : Blue Monday blues, qui n'avait jamais été repris depuis sa création en 1922, doit sa renaissance au Théâtre de Lugano.

Sans boudier son plaisir, il faut donc un coup de pouce de l'imagination pour être dans le vrai, pour retrouver la tradition de Broadway où l'œuvre a été créée.

La mort est au bout de l'histoire. Histoire un peu simple, un peu trop manichéenne. Mais il y a la musique qui annonce déjà Forgy and Bess : le piano dégingé et les cuivres décalés, ces morceaux de jazz doucement hilarants qui sont la « patte » de Gershwin, et puis les blues féroces : de grands coups de cœur qui font frissonner la peau.

THIERRY FRESLON.  
★ Studio Théâtre (ex-Fortitude à l'après-midi), dimanche 7 février, FR 3, 19 h. 5.

Vendredi 5 février

## Un film

## ALICE DANS LES VILLES

Film allemand de Wim Wenders (1973-1974), avec R. Vogler, Y. Rottländer, E. Kreuzer, E. Koch, D. Petritsch.

A 2, 23 h. 5.

★ C'était avant l'ère du mouvement, et Rudolf Vogler devenait, dans le film d'errance, l'interprète idéal de Wim Wenders. Ici, dans son voyage en voiture à travers l'Allemagne, après un retour des Etats-Unis, une petite fille cherchant elle-même ses racines et la photographie d'une maison guident la quête de l'identité. La mise en scène découpe, dans le temps et l'espace, un univers où la persécution est moins présente que dans les autres films de Wenders. A cause d'Alice.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 55 Sports : ski (et à 12 h 25). Championnats du monde en direct de Sochi.

11 h 40 Réponses à tout.

12 h Les visiteurs du jour.

13 h Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

14 h 5 Télévision sociale.

Événement scientifique social : un produit industriel, n'est-ce pas ?

15 h C'est à vous.

15 h 25 Un, rue Sézanne.

16 h 45 Quotidienement votre.

16 h 50 Les paris de TF 1.

17 h 5 A la une.

17 h 20 Émissions régionales.

17 h 45 Vous pouvez compter sur nous.

20 h Journal.

20 h 35 Opérette : Dédé.

D.A. Willemets et M. Christod, orchestre dirigé par C. Oleg, ballet de J. Guédy, mise en scène P. Lopez, réal. P. Dumont.

21 h 30 Les visiteurs du jour.

21 h 45 Sports : patinage.

En direct de Lyon, championnats d'Europe de patinage artistique.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.

12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

13 h 45 Série : Les amours des années glorieuses.

14 h Aujourd'hui le vie.

Jean-Michel Folon.

15 h Série : La famille Adams.

15 h 5 Magazine : Un temps pour tout.

Réal. : J.-P. Spiro.

Le vieux couple ; Variété : P. Sébastien ; Comment soigner, abuser, violer, fumer et panser ?

16 h 50 Série documentaire : Les chemins de la vie.

L'ordinateur au programme.

Réal. : P. Schreber-Wissmann.

L'ordinateur comme outil pédagogique.

## Un miroir trouble

« LE PIANO DES SONGES »

FR 3, 21 h. 30.

« Révélant, révant au sans pareil/Pays des Monts et Merveilles/Où brille un nocturne soleil. »

Claire, adolescente de douze ans, en vacances dans une maison-mémoire, feuillette, blottie dans le grenier, le journal des amours tout imaginaires de tante Marie et d'un mystérieux pianiste polonais. On croit, de l'autre côté

du miroir, au pays de Lewis Carroll. On se trompe. On navigue en eaux troubles, cherchant à tâtons un pan de réalité vraisemblable. On conçoit aisément que le réalisateur, Michel Vuillemin, ait conçu obscurément et profondément, mais le téléspectateur est en droit de demander, en revanche, un masque de plongée sous-marin ou un scaphandre pour y voir plus clair. — M. G.

une femme), L. Kaplan (Pierrot-Futur), R. Lemaire (Pierrot-Futur).

22 h 55 Journal.

22 h 55 Club-club (cycle Wim Wenders) : Alice dans les villes.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.

22 h 55 Trépan.



## RADIO-TÉLÉVISION

**DEUXIÈME CHAÎNE : A2**

pour vivre demain : Quel dialogue Nord-Sud.

9 h, *Matinée du monde contemporain*.  
 10 h, *Remanches avec*.  
 11 h 2, *La musique prend la parole* : Le récit opératique (le cycle de *Dieu et le rose*, de Strauss).  
 12 h 5, *Le Font des roses*.  
 13 h, *Le rose*.  
 14 h 5, *Les ex-voto, images du peuple* par le peuple.  
 15 h, *Le peuple*.  
 16 h, *Le peuple* : Schubert, interprété par U. Reimann.  
 17 h, *Le peuple*.  
 18 h 22, *Pour mémoire* : La manière des autres (Haut les cours).  
 19 h 25, *Jazz à l'ancienne*.  
 20 h 30, *La Radio Suisse-romande*.  
 21 h, *Le monde de la radio*.  
 22 h, *Le monde de la radio*.  
 23 h, *Le monde de la radio*.  
 24 h, *Le monde de la radio*.  
 25 h, *Le monde de la radio*.  
 26 h, *Le monde de la radio*.  
 27 h, *Le monde de la radio*.  
 28 h, *Le monde de la radio*.  
 29 h, *Le monde de la radio*.  
 30 h, *Le monde de la radio*.  
 31 h, *Le monde de la radio*.  
 32 h, *Le monde de la radio*.  
 33 h, *Le monde de la radio*.  
 34 h, *Le monde de la radio*.  
 35 h, *Le monde de la radio*.  
 36 h, *Le monde de la radio*.  
 37 h, *Le monde de la radio*.  
 38 h, *Le monde de la radio*.  
 39 h, *Le monde de la radio*.  
 40 h, *Le monde de la radio*.  
 41 h, *Le monde de la radio*.  
 42 h, *Le monde de la radio*.  
 43 h, *Le monde de la radio*.  
 44 h, *Le monde de la radio*.  
 45 h, *Le monde de la radio*.  
 46 h, *Le monde de la radio*.  
 47 h, *Le monde de la radio*.  
 48 h, *Le monde de la radio*.  
 49 h, *Le monde de la radio*.  
 50 h, *Le monde de la radio*.  
 51 h, *Le monde de la radio*.  
 52 h, *Le monde de la radio*.  
 53 h, *Le monde de la radio*.  
 54 h, *Le monde de la radio*.  
 55 h, *Le monde de la radio*.  
 56 h, *Le monde de la radio*.  
 57 h, *Le monde de la radio*.  
 58 h, *Le monde de la radio*.  
 59 h, *Le monde de la radio*.  
 60 h, *Le monde de la radio*.  
 61 h, *Le monde de la radio*.  
 62 h, *Le monde de la radio*.  
 63 h, *Le monde de la radio*.  
 64 h, *Le monde de la radio*.  
 65 h, *Le monde de la radio*.  
 66 h, *Le monde de la radio*.  
 67 h, *Le monde de la radio*.  
 68 h, *Le monde de la radio*.  
 69 h, *Le monde de la radio*.  
 70 h, *Le monde de la radio*.  
 71 h, *Le monde de la radio*.  
 72 h, *Le monde de la radio*.  
 73 h, *Le monde de la radio*.  
 74 h, *Le monde de la radio*.  
 75 h, *Le monde de la radio*.  
 76 h, *Le monde de la radio*.  
 77 h, *Le monde de la radio*.  
 78 h, *Le monde de la radio*.  
 79 h, *Le monde de la radio*.  
 80 h, *Le monde de la radio*.  
 81 h, *Le monde de la radio*.  
 82 h, *Le monde de la radio*.  
 83 h, *Le monde de la radio*.  
 84 h, *Le monde de la radio*.  
 85 h, *Le monde de la radio*.  
 86 h, *Le monde de la radio*.  
 87 h, *Le monde de la radio*.  
 88 h, *Le monde de la radio*.  
 89 h, *Le monde de la radio*.  
 90 h, *Le monde de la radio*.  
 91 h, *Le monde de la radio*.  
 92 h, *Le monde de la radio*.  
 93 h, *Le monde de la radio*.  
 94 h, *Le monde de la radio*.  
 95 h, *Le monde de la radio*.  
 96 h, *Le monde de la radio*.  
 97 h, *Le monde de la radio*.  
 98 h, *Le monde de la radio*.  
 99 h, *Le monde de la radio*.  
 100 h, *Le monde de la radio*.

■ « Les ex-voto, images du peuple » par le peuple » (F.C. 14 n. 05). — Une enquête sur la période gallo-romaine à nos jours, réalisés par Régis Lebourdette et Ariette Dave, et qui conduît l'auteur dans différents musées de province (à Clermont-Ferrand, à Dijon, à Nantes), à travers les commerçants de profession et de conservateurs. L'émission souligne tout particulièrement le caractère ambigu des ex-voto, entre magie et religion, et leur qualité fonctionnelle populaire. Signatures et dates, un peu de folklore (un peu d'apocryphe, à 17 h. 20, la rediffusion de « Haut les cœurs piémontais » de Francesca Piolot et Anne-Marie Abou — ce portrait social et autouré de la ville piémontaise de Cerevino avait été diffusé une première fois en octobre dernier.

**FRANCE-CULTURE**

## Un musicien caméléon

**cameleon**  
 Cette activité, qui demande une constante adaptation aux exigences des images toujours mouvantes, le passionne. On le voit dans son studio en compagnie de Claude Chabrol, l'œil fixé sur le magnétoscope, les mains parcourant le piano, reprenant inlassablement une scène amoureuse, une action précipitée. Il parle avec simplicité de son métier ou, silencieusement, comme un artisan, nous fait participer aux difficultés de création d'un musicien-cameleon. — M. G.

**TROISIÈME CHAÎNE : FR3**

Comédie-ballet de Molière en dis-  
cours du Festival de Quimper 1981.  
Réal. : J. Kerchbron.  
Avec : M. Jacquemont, Y. Clech,  
C. Marin, etc.  
*Georges Dandin, riche paysan  
parvenu, épouse la fille d'un gen-  
tilhomme, surprend les projets  
malencontreux de sa femme.*

### Trois films.

h 3, *Jeunes solistes* : œuvres de Gallot, Dubut, J.-S. Bach, de Vieux, Lully, avec F. Martin, Violoncelle.

h 4, *Amour et liturgie au Moyen-Âge* : œuvres de Abbéard, de Saint-Victor, Perotin, Marebrou, de Saint-Étienne, *Modèles de la Haute-Macchaut* ; 16 h, œuvre de Diegenner, 18 h 30, *Lieder* de Hugo Wolf.

h 5, *Le Jeu des miroirs* : œuvres de Beethoven, Mozart.

h 30, *Studio-Concert* (donné le 19 octobre 1981 au Théâtre Sabotopol), G. Marini et ses collaborateurs.

h 25, *Jeux*.

h, *Saison Lyrique* (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) et *le Coq d'or*, de Rimski-Korsakov, par l'Orchestre national de France.

**FRANCE-CULTURE**

du 9 octobre 1981 au Théâtre de la Ville.  
C. Marin et ses comparses.  
h 25, Lyrique.

h 15, Saison Lyrice (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) et le Coq d'or : Le Russe -Korsakov, par l'Orchestre national de France, chœurs de Radio-France, chef des chœurs : A. Boulouïer, chef de chant, M. Faubon, dir. J.-P. Marcy.  
Le ballet sur France-Musique : Solistes français d'aujourd'hui, œuvre de Baur, Chopin, Alvarès, Liszt, Debussy, Ravel, Stravinsky, harpiste : O. H. S. Guitare nuit ; œuvre de Ghedda. Bochnerini, Ortiz, Dumond, Geddes.

# TÉLÉVISO

**ENDREDI 5 FÉVRIER**

**TELÉ-JOURNAUX BELGE, 21 h 10.**  
Séance spéciale formée de l'ensemble  
film de P. Leroy ; 22 h 20, 30.  
Chrono, l'actualité sportive automobile.

**TELEMONTE-CARLO, 20 h 35.**  
*Vendetta pour le saint*, film de  
J.C. Conolly ; 22 h 15, Chrono.

**TELEVISION BELGE, 21 h 15.**  
Afrout, solos et médocants, film de  
B. Scels ; 22 h 21 h 15, 15,  
20, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65  
(3<sup>e</sup> épisode) : 22 h 10, 15, Patinage  
artistique.

**TELE SUISSE ROMANDE,**  
21 h 30, Les visiteurs du soir : les  
Bahas ; 22 h 15, Patinage  
artistique.

scène B. Rouleau. Avec A. Duperey, P. Santini, J. Plat, C. Plé-

ne sert de court-métrage, film de G. Wajsbom; 22 h. 30, Un grand amour de Beethoven, film d'A. Gance.  
TELE-MONTE-CARLO, 20 h. 35, Les Femmes du lac, film de E. Cantillon.  
TELEVISION BELGE, 20 h. 30, Pour l'amour du risque, téléfilm de T. Manikewicz; 22 h. 05, Pâtinage artistique.  
TELEVISION SUISSE ROMANDE, 21 h. 15, Pâtinage artistique.  
DIMANCHE 7 FÉVRIER  
TELE-LUXEMBOURG, 21 h., Fraulein Doktor, film d'A. Lattuada.

# TÉLÉVISIONS FRANCOPHONES

TELEVISION SUISSE ROMANDE  
20 h. 15 heures : *Le chat de la famille*, de N. Cornudet  
21 h. 5. *Nodr* sur écran, émission  
MERCREDI 10 FEVRIER  
TELE-LUXEMBOURG, 21 heures  
Le Différence entre l'Ouest, film de  
Angela  
TELE-SWITZERLAND-CARLO, 20 h. 35 :  
Fiction *Mahara*, film de R. Bonté  
22 h. 15 : *Coco* rythmes  
TELE-ARLON, 20 h. 35 :  
Variétés : *La bonne étoile* :  
21 h. 38 : *Arte-Mendiane*, Léon  
Jaffar  
TELE 2, 19 h. 35 :  
Sport 2  
TELEVISION SUISSE ROMANDE  
20 h. 15 heures : *Les Serboucas*, film de  
C. Lavayrie  
21 h. 35, l'automne  
est à vous  
RUDI 11 FEVRIER  
TELE-LUXEMBOURG, 21 heures :  
Le *Petit Prince*, film de  
Druck  
ou *Grégis Cham*, film de  
Lévy  
TELE-MONTE-CARLO, 20 h. 35 :  
Le *Bias* entre les dents, film  
E. Marchandise  
22 h. 15 : *Grand*  
d'été, film du même  
TELEVISION SUISSE ROMANDE  
Autant savoir : Un *viatic* dans  
un *viatic* : 20 h. 35 : *Les Sept*  
mercantiles  
TELE 2, 20 heures, *Série*  
Lévy  
TELEVISION SUISSE ROMANDE  
21 heures, *Quadrilles* dans le



## Mardi 9 février

## Trois films

**BENDERKUMPEL**  
Film suédois de Per Ahlén (1974), avec B. Wolgers, J. Wolgers.  
A2, 15 h.

\* Les aventures d'un troll qui a dérobé les poupées d'une petite fille et leur a donné vie. Atmosphère de légende et de fantastique. Un long métrage d'animation où les personnages dessinés rencontrent, parfois, de vrais acteurs dans de vrais paysages.

**LA GRANDE ILLUSION**  
Film français de Jean Renoir (1937), avec J. Gabin, P. Fresnay, E. von Stroheim, M. Dello, D. Parlo.  
FR3, 20 h 30.

\* La hantise de l'évasion chez des prisonniers français en Allemagne, pendant la guerre de 1914, et les différences de classes sociales, plus fortes que celles des nationalités. Porteur, en 1937, d'un message pacifiste, ce film de Renoir a connu une célébrité mondiale et a toujours les faveurs du grand public. Le

\* Réalisme du cinéaste suédois par la vérité des rapports humains, une mise en scène sans bavures, des personnages, Pierre Fresnay, aristocrate français, Jean Gabin en proie, Dello en fils de banquier juif et E. von Stroheim, en aristocrate allemand corseté de fer et de cuir, sont magnifiques.

**LES HOMMES**  
Préférant les blondes  
Film américain de Howard Hawks (1960), avec M. Moore, J. Russell, C. Coburn, E. Reid, T. Noonan.  
A2, 20 h 45.

\* Satire, à travers la comédie musicale inspirée d'un roman de Anita Loos, d'un type de femme américaine cherchant à épouser un homme fortuné. Ici, il y a deux « chercheurs d'or », Marilyn Monroe et Jane Russell. Howard Hawks l'amuse à les opposer avec une ironie mordante et un « musical » goûté de délectation.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## Mercredi 10 février

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## Jeudi 11 février

## Un film

**LES SOLEILS DE L'ILE DE PAROS**  
Film franco-italien de Pierre Kast (1977), avec R. Begg, F. Gélou, A. Stewart, Z. Suli, J. Charlier, M. Garrel, M. Rome.  
FR3, 20 h 35.

\* L'étrange aventure de trois hommes et de trois femmes posées, par une force inconnue, à se rencontrer et à partir pour l'île de Paros. Pierre Kast, passionné de science-fiction, a tiré le genre vers le conte semi-fantastique et la philosophie. Sa mise en scène est celle d'un démontage qui rend fascinant la coupe sur la plus mythique de notre planète.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-CULTURE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-CULTURE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-CULTURE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-CULTURE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-CULTURE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-CULTURE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-CULTURE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-CULTURE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-CULTURE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Réponse à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 45 Après-midi de TF1.  
14 h 15 La légende des chevaliers aux 108 étoiles : Rencontre en fête. Elles comme les chevaliers : Découvertes TF1. Tout est, tout semblera.



UN ENTRETIEN AVEC M. JEAN-MARIE CAVADA

## La télévision, sans maître ni moyens

Les rédactions des trois chaînes de télévision ne semblent pas s'être remises des événements politiques du printemps. Quelques départs (peu), des arrivées (dont un bon nombre de réintégrations), des aménagements partiels et de nouveaux organigrammes n'ont pas « relancé la machine ». Le spectre de la réforme de l'audiovisuel (cette dernière serait finalement présentée au mois d'avril devant le Parlement) n'est pas étranger au malaise. Parmi les rédactions, TF 1 est la seule à avoir conservé à sa tête un directeur de l'information en poste avant le 10 mai. Menacé à plusieurs reprises, critiqué par les uns, défendu par les

autres (y compris, affirme-t-on, au sommet du pouvoir), il semble faire cavalier seul, l'actualité lui ayant fourni l'occasion à plusieurs reprises de prouver un professionnalisme dont il s'honore. Pourtant, des rumeurs persistantes s'accroissent à l'annonce son départ de la direction de la rédaction. D'autres fonctions importantes à la télévision pouvant lui être confiées. Ni la présidence de la chaîne ni le directeur de l'information lui-même ne disent mot sur cette information. M. Cavada a accepté cependant de faire le point sur cette situation tout en précisant qu'il s'exprime ici à titre personnel.

« Qu'avez-vous proposé à Jacques Boutet pour redresser la situation ?  
— Les méthodes sont simples et connues de tous. Les appliquer n'est qu'une question de volonté. Tout tient en une phrase : donner à ceux qui ont la charge de l'information les moyens de la diriger et, surtout, manifester clairement la confiance en l'autorité installée. Les doubles circuits, l'absence d'information interne, ne facilitent pas le travail.  
— Il s'agit ensuite de compléter la réforme entreprise à l'automne : débarrasser les situations administratives non réglées, renforcer les effectifs de quelques secteurs clés, rétablir un dialogue avec les différents formes de représentation du personnel. Et stabiliser les tranches d'information en évitant de donner aux journalistes l'impression que leur magazine ne sert qu'à combler un trou de la grille des programmes. En 1981, quatre grandes distinctions internationales ont été attribuées à TF 1 pour le reportage. Le magazine « 7 sur 7 » programmé le mardi soir présentait un bon départ : est-ce pour cette raison qu'on l'a placé désormais le samedi à 23 heures ? Quant à la dernière édition du journal télévisé, elle continue à être programmée de façon irrégulière et décalée. Bravo à Antenne 2, qui a donné à ce journal une heure fixe chaque jour ! Que dirait-on de la S.N.C.F. si ses trains ne partaient que lorsqu'on se serait décidé à libérer la voie ?  
— Et ce changement du 10 mai pour la rédaction de TF ?  
— Sinon ?  
— Sinon je ne pourrais pas cautionner un produit et une structure que je désapprouve. Je refuse l'analyse boursée selon laquelle l'information la meilleure est celle dont l'audience ne chute pas. Ou pas encore. Il est exact que le journal de 13 heures recueille le double de téléspectateurs de l'émission qui précède. Il est exact aussi que l'audience du « 20 heures » est supérieure du double, ou en tout cas d'un bon tiers, à celle de nos concurrents — pardon, de nos « compléments ». Mais tout cela ne fait pas du neuf et je serais forcé d'en conclure que la réussite (innovation, plus succès) n'est pas jugée fondamentale. Alors, en attendant que cette idée, visiblement démodée, revienne au goût du jour, je formulerai d'autres propositions pour des secteurs différents. Peut-être pour la production, peut-être au nom d'une équipe beaucoup plus réduite.  
— On ne peut se permettre de prolonger trop longtemps une situation qui ne satisfait personne, ni le public, ni les artisans de la télévision, ni même ses gestionnaires. Prendre le petit écran pour tester des maquettes d'émissions ou présenter des brouillons à vocation télévisuelle relève de l'amateurisme et d'un rare mépris à l'égard des téléspectateurs.  
— Comment expliquez-vous l'échec partiel de la réforme tentée à l'automne dernier ?  
— J'ai vu beaucoup de « conseillers » pour proposer cette réforme qui finalement n'aura que peu de payeurs. Celle-ci comportait des maquettes administratives (fautes commises par une armée de capitaines par un sous-lieutenant, et vous m'en donnez des nouvelles !), notamment confier des responsabilités sans prévoir les rétributions en conséquence. Or, à la télévision, comme ailleurs, la responsabilité est une lèvre maternelle. Il ne suffit pas de l'enlever pour l'exercer.  
— On fabrique aujourd'hui des colonels que l'on évacue froidement demain, la plupart des télévisions du monde ont une vraie politique du personnel : elles ont compris que les machines coûtaient moins cher que les idées des hommes. C'est pourquoi elles protègent ceux qui en ont. Nous, nous les réformons aux enzymes.  
— C'est à la fois la pollution des ambitions, la réforme de l'automne inachevée, les erreurs de jugement et un manque de moyens — pourtant peu considérables à mettre en place — qui ont abouti au blocage de toute autorité, en particulier celle de la direction. Situation qui rend malheureuse une rédaction, qui discrédite la télévision, qui polarise les mécontentements, et qui engendre la désaffection du public. Ni Renault, ni l'E.D.F. n'auraient résisté à pareille intempérance.  
— N'avez-vous pas une part importante de responsabilité dans cette réforme ?  
— Une part de responsabilité, oui... pour la part dont on a bien voulu tenir compte. Importante ? Je m'en serais aperçu.

« On va-t-il modifier la méthode de gestion d'une chaîne de télévision ?  
— Oui, car si l'information est fondamentale, elle n'est plus le problème essentiel. Dans cinq ans, il y aura en France sept réseaux de diffusion, sept télévisions ! C'est fabuleux et effrayant ! Le marché financier français permet de fabriquer trois programmes. Si nous sommes capables de nous appuyer sur le fond culturel européen et français en captant les meilleurs talents qui, jusqu'à présent, nous ont souvent boudés (je pense aux auteurs populaires, dialogues, scénaristes, réalisateurs, producteurs), la grande aventure commerciale de l'image peut se développer. Puisque la télévision, comme le cinéma, est une industrie, il faut nous comporter en industriels. Il faut construire un instrument financier, qui permette d'être de grands producteurs d'images, et nous procurer de l'argent sur le marché international financier de l'image.  
— Sinon, les téléspectateurs vont amplifier leur préférence pour le cinéma, et la France sera condamnée à devenir un vaste parking pour images américaines, japonaises, pourquoi pas coréennes ou koweïtiennes...  
— Les productions télévisées françaises ont-elles des chances d'ouverture sur les marchés étrangers ?  
— Evidemment. La télévision française est l'une des trois bonnes du monde. Mais pour atteindre à une dimension internationale, nous devons parier la télévision avec les intellectuels véritablement populaires. Je regrette que la télévision, à mes yeux, « le plus grand livre du pays », ne puisse bénéficier, dans l'année, du travail du prix Goncourt, ou du prix Interallié, ni ne s'attache le concours de grands dialogues... Combattions cette réticence ridicule des intellectuels à l'égard de ce qui emporte le succès, l'adhésion de la masse.  
— Je souhaite l'aménagement d'une structure qui accueille ces intellectuels, pour leur permettre de travailler régulièrement. Pourquoi pas des loges renouvelables ?  
— Pourquoi Mme Dorin, MM. Lanzman, Lainé, Sabatier n'écriraient-ils pas de scénarios de films ou des feuilletons pour la télévision ? Leurs livres se vendent par centaines de milliers d'exemplaires, dans tous les milieux. L'argent du contribuable doit aller aux meilleurs... Les copains attendent.  
— Vous parlez moins en journaliste qu'en gestionnaire.  
— C'est vrai, d'abord parce que l'information n'existe pas que dans l'information. Ensuite parce que les systèmes monolithiques nationaux arrivent à révision de moteur à cause des satellites, de l'éclatement des radios, du câble et de toutes les nouvelles techniques. Je choisis de parler aujourd'hui, non par ambition personnelle, mais parce que le manque de sang-froid sur tout ce qui touche à la télévision prouve que les professionnels qui ont de l'expérience, et qui ont réfléchi à l'avance, ne seront peut-être pas de trop pour être les pompiers d'une maison qui fume...  
Propos recueillis par ANNICK COJEAN.

## Rappel des émissions

Mercredi 3 février

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Les mercredis de l'information.  
Une émission de J.-M. Cavada et M. Tholozan.  
— Salvador : Patria libre o morir. Réal. : Collectif zero de la lequerra.  
La répression au Salvador : la lutte de la jeune militante de Napoléon Duarte contre les guérilleros.  
21 h 45 Ballet : la Légende de Joseph.  
Musique de R. Strauss, chorégraphie J. Neumeier, par l'Orchestre philharmonique de Vienne sous la direction de H. Hollreiter, avec le corps de ballet de l'Opéra de Vienne.  
J. Jamison, F. Wilhelm, K. Haigen, K. Muhl.  
22 h 45 Court métrage : l'As de carreau.  
De I. Rouman. Réal. : I. Rouman.  
22 h 55 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Magazine : Planète bleue.  
De L. Broomhead. Les nouveaux bébés : aimez-vous connaître le sexe de votre enfant avant sa naissance ? ; les banques de spermatozoïdes : la science et la conception des bébés.  
21 h 40 Sport : Patinage artistique.  
Championnat d'Europe.  
22 h 45 Document : Les enthousiastes.  
Une série de J. Prat. Réal. : M. Favart. P. Casano.

Une étude comparative de la Femme aux pigeons, peinte en 1930, et de l'Autobus, peinte en 1942 : la clarté et l'ombre.  
23 h 10 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 30 Ciné-Parade.  
Une émission de C. Villers et P. Godeau.  
Une visite des studios Cozzani à Bordeaux : en compagnie de J. Carroux. J. Lecourtois. Hommage à Jean Eustache.  
22 h Journal.

## FRANCE-CULTURE

20 h, La musique et les hommes : La « Carmencita », opéra de Rossini.  
22 h 30, Nuits magiques : Risques de turbulence : James Joyce.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (Festival de Lille 1980) : Menuet « For solo » de Ockeghem, « Fest und Gedächtnis » de Brahms, « Aufblick », de Wolf Eichendorff par les Chœurs de la Norddeutscher Rundfunk, de Hambourg, dir. C. Gottwald, W. Hagen (piano).  
22 h, Cycle symphonique (Œuvres de Mahler et Boucicault).  
23 h, La nuit sur France-Musique : Œuvres de Stravinski et Beethoven.

## Jeudi 4 février

Les programmes des trois chaînes de télévision ainsi que ceux de radio risquent d'être perturbés en raison de l'appel à la grève lancé ce jour-là par le S.U.R.T.-C.F.D.T.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponses à tout.  
12 h 30 Les visiteurs du jour.  
13 h Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
13 h 50 Objectif santé : Les traumatismes crâniens.  
14 h Émissions pédagogiques.  
Rencontre avec... Victor Hahn, auteur dramatique ; 14 h 45, Les enfants et nous ; 17 h, Atelier de pédagogie : la bicyclette ; 17 h 30, Initiation à l'audiovisuel : comment se réaliser un magazine télévisé.  
18 h C'est à vous.  
18 h 25 Un, rue Sésame.  
18 h 45 Quotidiennement vété.  
18 h 50 Les paris de TF 1.  
19 h 5 A la une.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Les formations politiques.  
La majorité.  
20 h Journal.  
20 h 35 Téléfilm : Féminin pluriel.  
Réal. : M. Camus, avec D. Carrel, E. Druas, J.-L. Moreau.  
22 h 10 Document : Au-delà de l'histoire.  
A la recherche des troglodytes. Réal. : T. Parry.  
L'Amérique il y a 35 000 ans, les origines des Américains et des Européens.  
23 h 5 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h 5 Passez donc me voir.  
12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
13 h 45 Série : Les amours des années grises.  
14 h Aujourd'hui la vie.  
15 h Série : La famille Adams.  
Les discussions entre le Nord et le Sud empêchant la rédaction de John Adams.  
16 h 5 Document : Espaces à vivre.  
Archives.  
16 h 45 Documentaire : Le roi des autres.  
Le Lichenisme. Réal. : R. Baillet-Latour.  
17 h 15 La télévision des téléspectateurs.  
17 h 45 Récré A2.  
Casper, Ferret, le bande à Bédé.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Organisations professionnelles.  
La C.G.T.  
20 h Journal.  
20 h 35 Magazine : Affaire vous concernant.  
De J. Seguy et Y. Boussier.  
Le parti communiste.  
Une visite à l'école des cadres du parti : l'histoire du P.C. ; Une journée avec C. Fiterman, ministre des transports ; Représentation de l'Unité communiste. Jack Ralho, ministre de la santé, téléme.  
21 h 40 Sports : championnat d'Europe de patinage artistique.  
23 h 15 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes.  
L'œuvre Paddock : Cuisine sans cuisson ; Le gras et le maigre : le métier de charcutier.  
18 h 55 Tribune libre.  
Les Centres de démocratie sociale (C.D.S.).  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.

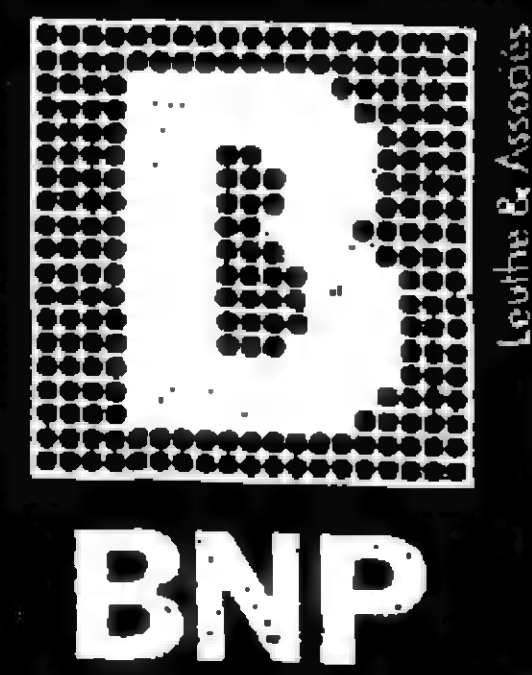
## A Radio France et dans les trois chaînes de télévision

La C.G.T. et F.O. ne s'associent pas à la grève du 4 février

Les programmes pourraient être perturbés jeudi 4 février à Radio France ainsi que sur les trois chaînes de télévision même si l'appel à la grève générale lancé pour ce jour-là par le Syndicat unifié de radio télévision S.U.R.T.-C.F.D.T. n'est pas suivi qu'il était prévu (le Monde du 2 février). Le Syndicat national de radio télévision S.N.R.T.-C.G.T. vient d'annoncer en effet qu'il ne s'associe finalement pas à la grève du S.U.R.T.-C.F.D.T. Le syndicat ayant selon le S.N.R.T.-C.G.T. modifié les bases de l'accord qu'ils avaient établi ensemble et ayant fixé unilatéralement les dates et les modalités de l'action. Le syndicat F.O. ne s'associe pas non plus au mouvement, estimant « qu'une nouvelle réforme de l'audiovisuel doit s'élaborer dans la sérénité ». M. Georges Fillioud, ministre de la communication, devait convoquer, ce mercredi 3 février, une réunion des présidents des représentants syndicaux des sept sociétés issues de l'O.R.T.F., vingt-quatre heures avant la grève. Au S.U.R.T.-C.F.D.T., on rappelle une fois de plus qu'on attend des propositions précises concernant les revendications des personnels de l'ex O.R.T.F. et un calendrier « précis et crédible » de la réforme de l'audiovisuel.

## DES DEPENSES PERSONNELLES EN VUE ?

La BNP donne du crédit à vos projets.



## BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1981

Un an de gouvernement de M. Reagan, six mois de pouvoir de la gauche en France. Face à la crise persistante de l'économie mondiale, deux programmes d'inspirations opposées. Le bilan économique et social 1981 que publie le Monde en analyse les contenus et les premiers effets : fluctuation du dollar, réajustement du franc, mesures fiscales et sociales adoptées ici et là. Une large place est faite aux nationalisations en France, avec étude comparative des secteurs publics dans six grands pays d'Europe, ainsi qu'au débat sur l'énergie nucléaire.

La relance du dialogue Nord-Sud, les rapports des États-Unis avec le Japon et l'Europe, les difficultés des agricultures des pays de l'Est sont quelques-uns des thèmes qui complètent ce bilan. Une centaine de tableaux et de graphiques illustrent ce panorama de l'économie mondiale, qui fait le point sur la situation de 137 pays du monde à la fin de 1981. Une chronologie des grands événements de l'année et un index par thème complètent cette étude.

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1981 : NOUVELLES DONNÉES  
Supplément aux « DOSSIERS ET DOCUMENTS DU MONDE »  
184 pages - 25 F

En vente chez tous les marchands de journaux.

WOZZECK

Roland OLYMPIA















## DOSSIER

## Le rapport de la commission Bloch-Lainé

## ACTION EXTERIEURE

## Des appréciations nuancées et... banales

Dans le domaine de l'action extérieure, le rapport Bloch-Lainé est sommairement nuancé — avec un effort d'objectivité — et banal. C'est, en dix pages, le survol essentiellement descriptif d'une vingtaine d'années. Une partie est consacrée aux rapports Est-Ouest et au maintien de l'indépendance nationale, une autre au dialogue Nord-Sud et à la montée de l'interdépendance, une troisième au rappel de quelques chiffres (aide au développement, ventes d'armes, francophonie, Français à l'étranger).

Les auteurs soulignent (littéralement) que « la politique extérieure est soumise à des contraintes très pesantes de la part d'un environnement international » qui ne peut être modifié « du jour au lendemain », ce qui est une évidence. Ils « se demandent si » (formule employée plusieurs fois) la France s'est adaptée « à un monde de plus en plus conflictuel et interdépendant » et si elle « n'a pas négligé l'émergence de nouveaux pôles de puissance plus délimités que les pays producteurs de pétrole et les pays pauvres », sans répondre à ces questions.

Les jugements sont rares et vagues. Le plus net porte sur le Proche-Orient : la France « a eu le mérite » — lit-on — de faire adopter par les Européens « une juste vision du seul cadre dans lequel le problème israélo-arabe pouvait trouver une solution, l'autodétermination palestinienne » ; mais les rapporteurs relèvent aussitôt, comme pour atténuer ces louanges, la dégradation des rapports avec Israël ; les autres appréciations sont encore plus prudentes, comme on le verra ci-dessous :

« Des initiatives diplomatiques du président Giscard d'Estaing ont été vivement contestées, ce qui a conduit à la suppression de la célébration du 8 mai, l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel ou la rencontre de Varsovie : c'est la rançon inévitable de la personnalisation très marquée de la politique étrangère de la France. »

« Mais, à l'inverse, la politique extérieure d'un pays est soumise à des contraintes très pesantes de la part d'un environnement international qu'elle ne peut, à l'évidence, modifier du jour au lendemain, même si sa raison d'être est d'essayer d'influencer sur son évolution. La France n'échappe pas à ses contraintes. (...) »

« Le bilan de la position française dans le monde doit pouvoir s'établir en essayant de voir si la réponse de sa diplomatie a été adaptée aux défis sans cesse renouvelés qui lui étaient adressés. Plus particulièrement, il faut se demander si, après avoir donné, dans un monde bipolaire né de la guerre froide, un certain type de réponse, calculé par rapport aux volontés géopolitiques prêtées aux super-puissances, elle s'est adaptée à un monde de moins en moins bipolaire, de plus en plus conflictuel et interdépendant. (...) »

« (...) Le thème du retour des forces françaises dans l'organisation intégrée de l'alliance atlantique n'est plus guère crédible (...) »

En fait, la stratégie militaire de la France, fondée sur la détention d'une capacité nucléaire autonome, se concilie avec l'appartenance à l'alliance. (...) »

Le climat de détente (...) a disparu avec la montée en puissance militaire de l'U.R.S.S. et avec ses interventions extérieures. Dès lors, la volonté de poursuivre à tout prix dans la voie de la détente (...) a conduit (...) à des attitudes malheureuses, la plus regrettable étant sans conteste la mollesse des réactions à l'invasion de l'Afghanistan, suivie d'une démarche hasardeuse à Varsovie. (...) En revanche, la France a, dans l'affaire polonaise, enfin manifesté, vis-à-vis de l'U.R.S.S., une fermeté qui préservait ses chances de jouer un rôle po-

litif dans l'évolution de ce pays vers plus de liberté.

(...) En matière de désarmement en dépit du rôle actif joué par la France à Genève, peu de progrès ont été accomplis. En matière de non-prolifération des armes nucléaires, la France, sans pour autant signer le traité, a pris des mesures rigoureuses en vue du renforcement du contrôle. (...) »

Dans la construction européenne « un nouveau progrès a pu être fait avec l'institutionnalisation, en 1974, du conseil européen, issu des réunions de chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la Communauté, initiative du général de Gaulle au début des années 60. »

Les rapporteurs relèvent que, après avoir pris l'initiative (qu'ils ne jugent pas) de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage direct, la France « paraît s'en être désintéressée ».

Entre 1955 et 1966, « la France a pu passer, grâce à la décolonisation achevée sous l'impulsion du général de Gaulle, du rang de puissance coloniale mise au ban du tiers-monde à celui d'ami des non-alignés. »

(...) Mais la reconnaissance de la Chine populaire en janvier 1964, l'énorme succès du voyage entrepris la même année par le général en Amérique latine, auraient dû conduire la France, à la fin des années 60, à jouer un rôle important dans un monde de plus en plus marqué par l'écart entre pays nantis et pays pauvres. (...) »

Les rapporteurs énumèrent les initiatives de M. Giscard d'Estaing pour un dialogue Nord-Sud et se demandent si la France « n'a pas négligé l'émergence de nouveaux pôles » :

« Trois régions du monde dans lesquelles la France avait, à l'orée des années 70, un capital de confiance ont été laissées en friche : l'Asie du Sud-Est, la Méditerranée et l'Amérique latine. Deux autres ont fait l'objet de soins plus constants avec un bonheur inégal, l'Afrique et le Proche-Orient. (...) »

Les rapporteurs relèvent l'insuffisance ou l'absence de contacts à niveau élevé avec la Chine, le Japon, l'Inde, l'Indonésie, l'échec de la visite de M. Giscard d'Estaing en Algérie, ses « attitudes hésitantes » face au comportement aventureux du colonel Kadhafi. En Amérique latine, ils estiment que « le capital d'affinité culturelle (de la France) paraît avoir été laissé en friche », mais que la France a marqué « des points non négligeables » dans le domaine commercial et la coopération technique.

A propos du Proche-Orient, les rapporteurs écrivent : « Si la France a eu le mérite de défendre et de faire adopter par ses partenaires européens une juste vision du seul cadre dans lequel le problème israélo-arabe pouvait trouver une solution, l'autodétermination palestinienne, ses relations se sont parallèlement détériorées avec Israël, même si la prudente réserve avec laquelle elle a accueilli le voyage du président Sadat à Jérusalem n'a pas affecté ses rapports avec l'Egypte. »

Enfin, à propos de l'Afrique, les rapporteurs écrivent : « L'innovation, introduite avec la réunion annuelle d'un sommet franco-africain, (...) d'élargir une coopération qui s'était trop resserrée dans le passé sur des partenaires privilégiés. (...) Une appréciation plus nuancée doit être portée sur les interventions militaires qui, outre leurs finalités humanitaires, ont, dans un certain nombre de cas, eu le propos justifié de s'opposer à la déstabilisation de certains pays amis, mais qui, dans le cas (...) du Tchad, ont connu beaucoup trop d'atermoiements. En revanche, l'intervention, plus nettement politique, en République Centrafricaine a été tout aussi préjudiciable à la réputation de la France que ne l'avait été la poursuite d'une coopération trop complaisante avec un régime déconsidéré. (...) »

Après l'analyse de l'état de l'économie française établi par le rapport de la commission Bloch-Lainé (le Monde du 2 février), nous publions à partir d'aujourd'hui des extraits — et commentaires — du rapport concernant notamment des chapitres qui ne figuraient pas dans le prérapport rendu public au mois de septembre 1981 : l'action extérieure (politique étrangère), la défense, les institutions, la démographie, la politique culturelle, l'environnement et tout ce qui a trait au cadre de vie (logement, urbanisme, architecture), la presse écrite et audiovisuelle, les transports, l'éducation nationale (1).

Ces analyses confirment le relativisme et la prudence du rapport sur l'état de l'économie française, prudence que l'on retrouve notamment dans les appréciations portées sur l'action extérieure de la France avant le 10 mai 1981.

(1) Les chapitres intéressant la recherche et la technologie avaient été analysés dans le Monde du 13 janvier.

## CULTURE

## Une part modeste

Les crédits affectés au ministère de la culture ont augmenté de 250 % entre 1959 et 1978, c'est-à-dire de 40 % de plus que le total du budget de l'Etat. Cependant, leur part dans ce total est restée très modeste. (...) Qu'a fait un Etat plus intervenant que d'autres avec si peu de ressources ?

— De 1959, date de la création du ministère, à 1968, sous la conduite d'un ministre stable, la « démocratisation culturelle », à côté d'opérations qui conservaient un caractère plus élitiste, a été recherchée par le moyen principal des maisons de la culture. Mais le programme de construction de ces établissements est resté très inachevé (...); la crise que la plupart ont connue autour de 1968 a conduit à constater des défauts de conception ou de réalisation qui ont pratiquement interrompu l'expérience.

— A partir de 1969 (...), on a voulu diffuser la culture dans la vie quotidienne en « favorisant l'épanouissement de la créativité de chacun » (...). En même temps que l'on aidait de grandes réalisations exemplaires. Cette politique nouvelle (...) a mis l'accent sur une décentralisation menée en coopération avec les collectivités locales ; elle a donné la priorité aux projets et aux expériences par rapport aux institutions de la période précédente. L'« éminence » étant promue au rang de fonction primordiale. Cette dernière notion, un peu ambiguë, a mal résisté à la crise économique et aux difficultés financières.

— La troisième phase, qui part de 1974-1975, marque donc un recul des grandes ambitions, en partie déçues. Le gouvernement semble avoir porté, dès lors, moins d'intérêt à l'action culturelle (dont Démocratie française parle peu). Il l'a complé- tée successivement, avec l'environ-

nement et avec la communication, sans résultat sensible quant à son influence relative. On est ainsi revenu à la conception ancienne de la gestion des principales activités du secteur, en comptant sur l'essor des industries culturelles, suivant des mécanismes de marché plus ou moins régulés par l'Etat et en laissant aux collectivités locales la plus grande part des charges de la promotion publique. (...) »

On a continué à faire moins de dépenses d'investissement que de dépenses d'entretien et de fonctionnement. (...) Cette permanence dans l'emploi de faibles ressources explique que les actions entreprises à différentes époques par des responsables de qualité aient eu relativement peu d'impact, laissant quelques stratifications qui ne forment pas, en définitive, un ensemble cohérent.

Trois domaines ont continué d'être l'objet des soins principaux : le théâtre, la musique, le patrimoine. D'autres ont été plus négligés : la lecture publique et l'action culturelle à l'étranger. Enfin, les résultats du côté des collectivités locales et des industries culturelles demeurent imparfaits.

Les restrictions budgétaires ont touché principalement les institutions décentralisées : la réduction de la participation de l'Etat à leur financement a coïncidé, ces dernières années, avec la priorité donnée aux institutions parisiennes de prestige. Si l'Etat a cru trouver des successeurs dans les collectivités locales, il n'a plus bien organisé sa succession.

L'autre relais, celui des industries culturelles, encouragé par les pouvoirs publics, n'a pas, non plus, contribué suffisamment à réduire les inégalités dans l'accès à la culture.

## INSTITUTIONS

## Stabilité gouvernementale

Le rapport porte un jugement global ainsi résumé :

« — Ce régime est le seul au monde qui ait su concilier prééminence présidentielle et biépalisme de l'exécutif ;

— Ce régime est le seul de l'histoire de France qui ait su concilier parlementarisme et stabilité gouvernementale. »

Le rapport note le caractère incontestable de la prééminence présidentielle, mais constate que le rôle du premier ministre reste indispensable. Pour ce qui concerne le Parlement, ses auteurs écrivent :

« Au total, la procédure législative française est certainement moins respectueuse des prérogatives parlementaires que celle de nombreux pays européens. La différence apparaît, toutefois, moins au niveau de la proportion des lois d'initiative parlementaire (qui a décru partout, et, en France même, dès avant 1958) que des possibilités pour l'opposition de faire aboutir des amendements : l'opposition, en France, a le droit de contester, bien peu celui de participer à l'exercice de la fonction législative, même s'il lui est arrivé de voter certaines réformes libérales avec la majorité. »

Le rapport souligne les progrès du contrôle parlementaire sous le précédent septennat (recours aux commissions d'enquête et de contrôle, avec des pouvoirs accrus, parlementaires en mission, questions au gou-

vernement, saisie du Conseil constitutionnel).

En conclusion, les rapporteurs constatent « les vertus d'efficacité » du régime établi en 1958-1962 et « son mérite essentiel : la souplesse ». Ils écrivent : « Alors qu'on avait cru pouvoir y déceler un habit taillé aux seules mesures du fondateur de la V<sup>e</sup> République, il s'est assez remarquablement adapté jusqu'ici à tous ses successeurs. Toujours interprété, à ce jour, dans un sens nettement présidentialiste, il peut, sans modification des textes constitutionnels, faire l'objet d'une « lecture » plus parlementariste si la majorité présidentielle le souhaite ou si la majorité parlementaire l'impose. »

Enfin, le régime n'a pas interdit l'alternance au pouvoir en 1981, qui s'est faite naturellement. Les auteurs du rapport insistent à ce sujet :

« Nul ne paraît s'être avisé qu'elle aurait pu être beaucoup plus délicate si, comme les textes le permettaient, le gouvernement, régulièrement nommé par le président sortant, avait attendu pour démissionner d'être mis en minorité par une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale. La lecture « présidentielle » de la Constitution l'a alors heureusement empêché, mais l'évocation d'une solution inverse plus « parlementariste » montre que les ambiguïtés du régime actuel peuvent ne pas toujours être un facteur de force, et que la souplesse appelle la sagesse. »

## DÉFENSE

## Des armées solides et dévouées

« Nos armées peuvent se présenter aujourd'hui solides et dévouées », constate la commission du bilan, qui estime, néanmoins, que « la part du budget consacrée au moyen dur de notre défense, la force nucléaire stratégique, ne paraît pas suffisante eu égard à la priorité qui doit recevoir la dissuasion ». La France, observe encore la commission, reste « le seul pays au monde, avec les deux Super-Grands et la Chine, à conserver toute la palette des instruments de la puissance militaire ». Notant que « les principales familles politiques adhèrent au principe d'une défense nationale indépendante fondée sur la dissuasion nucléaire », la commission indique que « la puissance de feu de ces forces, entre 1974 et 1981, a été multipliée par quatre pour atteindre aujourd'hui quatre mille fois celle de la bombe d'Hiroshima ».

A propos de l'emploi possible de la force nucléaire, la commission fait sienne la thèse selon laquelle « la définition des intérêts vitaux justifie l'engagement des forces

nucléaires n'a pas à être donnée une fois pour toutes, dans la mesure où l'incertitude, en ce domaine, peut être, en soi, un élément de la dissuasion ». La commission considère, cependant, que la défense civile reste, en France, très insuffisamment traitée.

Examinant la situation de l'industrie d'armement, la commission relève que « cette industrie exporte 40 % de sa production et réalise 12 % environ des échanges mondiaux dans ce domaine. Le taux d'exportation de l'industrie française d'armement a doublé depuis 1973. Le Proche-Orient absorbe à lui seul 45 % des exportations. L'armement français se trouve donc très dépendant des marchés extérieurs. »

La recherche militaire contribue pour 20 % à la dépense nationale de recherche publique. « Les retombées de la recherche de défense sur l'industrie sont nombreuses », constate la commission, qui émet le vœu que soit accrue la concertation entre recherche militaire et recherche civile.

**NEUBAUER**

PEUGEOT TALBOT  
EN FÉVRIER !  
VOTRE PEUGEOT 82 MOINS CHÈRE  
RACHAT DE VOTRE VOITURE PLUS CHER  
M. JOËL - Tél. : 766-02-44

**Visitez L'AMÉRIQUE en version française**

En Amérique, le problème d'est l'accent. Soyez rassurés, votre accompagnateur CAMINO le parle parfaitement. Grâce à ses compétences, vous comprendrez les États-Unis. CAMINO est le spécialiste des voyages accompagnés aux États-Unis. En 20 ans CAMINO a fait découvrir l'Amérique à plus de 100 000 personnes.

**OPTION PRIX GARANTIS**

• Si le jour de votre inscription, vous réglez votre voyage, son prix sera ferme et définitif, quelles que soient les hausses du dollar ou des carburants. Vous pourrez aussi ne verser qu'un acompte et régler les hausses éventuelles.

**DEPARTS GARANTIS**

• sans minimum de participants - Pour 1982, nous vous proposons 6 circuits et plus de 100 départs. Il y a forcément le vôtre !

**ACCOMPAGNEMENT GARANTI**

• non spécialisé expérimenté vous accompagnera pendant tout le voyage et vous verra l'Amérique.

**CIRCUITS ORIGINAUX**

CAMINO vous fait bénéficier de ses vingt ans d'expérience du tourisme aux États-Unis. CAMINO est recommandé par la plupart des agences de voyages touristes habilitées à recevoir vos inscriptions.

A partir de 650 F. Par vols réguliers AIR FRANCE, services complets de classes touristes (et charters, si vols vacances), vous visiterez l'Amérique avec raffinement dans les meilleurs hôtels, en camions climatisés, et avec de nombreux repas locaux.

**L'AMÉRIQUE EN CLASSE AIRFRANCE**

A partir de 920 F. Une nouvelle formule qui réduit d'un tiers le prix de nos circuits sans rien toucher au programme traditionnel, par un choix d'hôtels modernes et la suppression des repas.

Comptez à retenir : CAMINO - 24, rue A. Camille - 75017 PARIS - Tél. : 572.05.11.

Vite, CAMINO, envoyez-moi gratuitement votre catalogue 1982 des voyages aux USA.

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CO. 101 82

**Halte au Vol**

1 serrure à 8 points à pompe **LAPERCHE** (Fabrication Française) depuis 1788

**GARANTI 5 ANS**

+ 1 blindage acier 15/10° + 4 goujons d'acier anti-dégondage

**2.350 F TTC**

Poss. et dépt. compris PARIS-BANLIEUE

autres marques : **BRICARD - PICARD - LIZ - FICHT - MUEL** DEVIS GRATUIT

**Société PARIS PROTECTION** (à seule adresse) 55, av. de la Motte Picquet - 75015 PARIS

**566.65.20**

**CREDIT GRATUIT** en 4 VRS

APR 1982







## SCIENCES

EN CONFLIT DEPUIS TROIS MOIS AVEC LEUR DIRECTION

### Les mécaniciens nucléaires de La Hague réclament une réévaluation de leur métier

De notre correspondant

Cherbourg. — En conflit avec leur direction depuis trois mois, les soixante et onze mécaniciens de l'usine de retraitement des combustibles irradiés de La Hague (Manche) ont tenté de populariser leur action, samedi 30 janvier, en invitant les médias à assister à une démonstration fictive de leur savoir-faire.

Méconnus, selon eux, leur emploi consiste à entretenir et réparer les kilomètres de tuyauteries et les milliers de vannes et de pompes de l'usine de la Compagnie générale des matières nucléaires (Cogéma), tâches classées à priori pour des mécaniciens. Une nuance cependant : les interventions ont lieu en milieu nucléaire. Il faut donc préparer longuement chaque mission, revêtir un scaphandre pour se protéger de la contamination et des irradiations, bref travailler dans des conditions éprouvantes.

Ces mécaniciens aiment leur métier ; certains l'ont affirmé avec force aux journalistes et à M. Louis Darinot, député socialiste et président de la commission locale de surveillance de La Hague. Ils n'ont pas peur de la radioactivité et reconnaissent que leurs conditions de travail se sont plutôt améliorées « ayant appris par eux-mêmes à mieux se préparer au niveau de la technique et de la maîtrise de prévention radiologique ».

Pourquoi cette mauvaise humeur qui les conduit à manifester dans l'usine et en ville, voire sur la route où ils ont déjà organisé par deux fois un bouchon ? « Les mécaniciens du nucléaire sont plus que de simples mécaniciens, disent-ils. Il faut des aptitudes particulières pour pouvoir exercer ce métier sportif et risqué. L'usine vieillissant, nous devons sans cesse imaginer de nouvelles méthodes de travail. La production sans nous s'arrêterait. »

Ils réclament donc la reconnaissance et la réévaluation d'un métier nouveau : mécanicien d'intervention en milieu nucléaire. A l'issue des négociations, la direction locale avait d'ailleurs accepté de relever leurs salaires de base, mais la Cogéma a évoqué une directive du gouvernement pour revenir sur cet engagement. D'autres personnels intervenant également en milieu nucléaire ayant revendiqué les mêmes avantages.

### VOYAGER-2 A PERMIS DE DÉCOUVRIR PLUSIEURS SATELLITES INCONNUS DE SATURNE.

Quatre et peut-être même six satellites naturels de la planète Saturne, jusqu'alors inconnus, ont été récemment découverts par une équipe du Jet Propulsion Laboratory sur des clichés pris par la sonde spatiale américaine Voyager-2. Bien que des doutes subsistent encore sur deux d'entre eux, on peut affirmer aujourd'hui que le nombre des lunes qui gravitent autour de la seconde planète du système solaire est compris entre vingt et un et vingt-trois.

Avant que l'exploration systématique des planètes massives — Jupiter et Saturne — par des sondes spatiales automatisées ne commence, on pensait encore en 1980, faute de moyens d'observation suffisamment puissants, que Saturne n'avait que neuf satellites naturels. Il est probable que d'autres phénomènes seront révélés par les clichés qu'ont pris les sondes Voyager. En attendant que Voyager-2 permette en 1986 l'observation rapprochée d'Uranus et, en 1989, celle de Neptune.

sent que leurs conditions de travail se sont plutôt améliorées « ayant appris par eux-mêmes à mieux se préparer au niveau de la technique et de la maîtrise de prévention radiologique ».

Pourquoi cette mauvaise humeur qui les conduit à manifester dans l'usine et en ville, voire sur la route où ils ont déjà organisé par deux fois un bouchon ? « Les mécaniciens du nucléaire sont plus que de simples mécaniciens, disent-ils. Il faut des aptitudes particulières pour pouvoir exercer ce métier sportif et risqué. L'usine vieillissant, nous devons sans cesse imaginer de nouvelles méthodes de travail. La production sans nous s'arrêterait. »

Ils réclament donc la reconnaissance et la réévaluation d'un métier nouveau : mécanicien d'intervention en milieu nucléaire. A l'issue des négociations, la direction locale avait d'ailleurs accepté de relever leurs salaires de base, mais la Cogéma a évoqué une directive du gouvernement pour revenir sur cet engagement. D'autres personnels intervenant également en milieu nucléaire ayant revendiqué les mêmes avantages.

Les mécaniciens de La Hague réclament aussi plus de pouvoirs : celui d'échanger leurs expériences avec les techniciens des autres établissements du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) ; celui de découvrir les différentes activités de leur usine afin de mieux se situer dans la production. Sur tout, ils demandent à être associés à la conception des nouvelles usines : « Pour éviter les erreurs de conception qui rendent les tâches difficiles. » Cette revendication catégorique passerait sans doute à être présentée à la fois par tous les mécaniciens du nucléaire, mais la C.F.D.T. paraît déjà prête à en faire son nouveau cheval de bataille.

Discret depuis quelques mois, les responsables cégétistes ont entraîné dans l'opération leurs collègues minoritaires de la C.G.P. Force ouvrière, grand bénéficiaire des dernières élections professionnelles à La Hague, aux dépens de la C.F.D.T. a refusé de s'associer « pour ne pas courir le risque de voir l'action syndicale détournée de ses objectifs, les arguments par lesquels les mécaniciens pourraient servir d'éléments à la contestation nucléaire ».

RENÉ MOIRAND.

## PRESSE

### LES JOURNALISTES C.F.D.T. POUR UN STATUT DES ENTREPRISES DE PRESSE

Le Syndicat des journalistes français - C.F.D.T., qui vient de tenir son conseil national, confirme, dans sa résolution finale, sa « volonté de voir instituer un statut des entreprises de presse écrite qui garantirait le pluralisme de l'information et l'indépendance des journalistes, notamment par une réforme du système des aides à la presse et la reconnaissance de droits spécifiques aux équipes rédactionnelles ».

L'élaboration d'un texte de loi en ce sens paraît au S.J.F.-C.F.D.T. d'autant plus urgente que « les concentrations et les restructurations des groupes de presse se poursuivent (et) vont à l'encontre du pluralisme et de l'indépendance de l'information. Par ailleurs, elles menacent l'emploi des journalistes ».

D'autre part, le S.J.F.-C.F.D.T. a décidé d'entamer « une étude juridique à l'issue de laquelle sera porté plainte contre des patrons de la presse régionale, actuellement propriétaires de plusieurs quotidiens », en infraction à l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse en France.

Cette décision vise à « élargir l'action engagée contre M. Robert Heriant », qui, lui, est déjà inculpé sur plainte de l'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T. et F.O.).

■ Une nouvelle série de fascicules, éditée par Larousse, paraît en kiosque sous le titre *La Seconde Guerre mondiale de A à Z*, dont une partie a paru en deux forts volumes sous le titre : *Dictionnaire de la seconde guerre mondiale*.

Cette série traite des opérations militaires, de l'armement, de la stratégie et aussi des problèmes économiques, politiques, culturels et religieux des nations impliquées dans le conflit. Soixante fascicules de quarante pages, avec une illustration originale en noir et en couleurs, sont prévus, regroupant environ mille cinq cents articles d'une centaine de spécialistes.

■ La Tribune des nouvelles politiques, nouvelle revue mensuelle destinée plus spécialement aux clubs de réflexion et d'action qui se créent actuellement, vient de publier son premier numéro. Le directeur, M. Daniel Duran, précise dans un éditorial qu'elle « s'adresse à ceux qui se sont à l'aise dans la majorité et dans l'opposition ».

(\*) Tribune des nouvelles politiques, 30, rue d'Aumale, 75008 Paris (1<sup>er</sup> arr.).

## CARNET

### Naissances

— M. et Mme François BERTHE-LIMET ont la joie d'annoncer la naissance de Vincent, le 23 janvier, 108, boulevard Arago, Paris (14<sup>e</sup>).

— Rémi a la joie d'annoncer son entrée dans la vie le 28 janvier 1982. Sa mère, Catherine RENOUF, et son père, Lucien JEDWAB, sont eux aussi très contents.

### Décès

— Nous apprenons le décès du général de corps d'armée André BORGNIER-DESBOIS, survenu le 31 janvier.

(Né le 1<sup>er</sup> décembre 1895 à Paris, le général de corps d'armée André Bognier-Desbois était un ancien élève de Saint-Cyr. Après avoir fait la première guerre mondiale, il effectua, entre 1919 et 1939, plusieurs séjours au Maroc, à Madagascar, en Afrique occidentale française et en Algérie. En 1944, il fut nommé commandant des troupes de l'Armée de l'Est (1944-1945), puis commandant de

la 1<sup>re</sup> région militaire à Paris (1951-1952), avant d'être inspecteur des troupes coloniales (1952-1955) et membre du Conseil supérieur des forces armées en 1955.)

— Mme Robert Ferradini, née Marguerite Triadou, Christiane Ferradini, Monique et Pierre Ferradini et leurs enfants, Marie-Françoise Ferradini, Marie et Jean-Michel Ferradini et leurs enfants, Annie et Marc Ferradini et leurs enfants, Mme André Dupuis, Les familles Cabanous, Triadou et Tussart, ont la douleur de faire part du décès de

Robert FERRADINI, ingénieur des ponts et chaussées, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, chevalier du Mérite des arts et lettres, survenu le 2 février 1982 en sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 février 1982, à 8 h. 15, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Fontenay-aux-Roses. L'inhumation aura lieu à Villeneuve-la-Comptail (Aude), le samedi 6 février, à 11 heures, 36, rue La Rochefoucauld, 92200 Fontenay-aux-Roses. La Valbasse, 11400 Villeneuve-la-Comptail.

— Nous apprenons le décès de Henri GAZEAU, vice-président du conseil général du Maine-et-Loire.

(Né le 4 août 1925 à la Tournaury (Maine-et-Loire), Henri Gazeau, licencié de lettres, diplômé d'études supérieures d'histoire, avait notamment été chargé de cours à l'université catholique d'Angers, dont il avait été le doyen de 1957 à 1970. Henri Gazeau, qui avait préparé une thèse consacrée à « l'évolution religieuse des pays anglo-saxons de 1514 à 1870 », était maître de conférences depuis 1977, après avoir occupé les fonctions d'adjoint pendant deux ans. Doyen général du collège de Poitiers depuis 1981, Henri Gazeau (S.J.F.-C.D.S.) était vice-président de l'Assemblée départementale depuis 1973.)

— M. et Mme Raymond Schmitt, Mlle Simone Klein, M. et Mme Edmy Ebner et leurs fils, ses cousins et ses amis, ont le grand chagrin de faire part du décès subit de

Mme Madeleine HEYMENDINGER,

survenue le 29 janvier 1982, 33, rue Fontaine, 75008 Paris.

— Mme Antoine Lemièrre, née Mlle Yvonne Lemièrre et ses enfants,

M. et Mme Jean-Claude Lemièrre et leur fille,

Mme Marie-Louise Lemièrre et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

colonel Antoine LEMIÈRRE,

de la Légion d'honneur, ancien chef de troupe, survenu le 24 janvier 1982 à Aix-en-Provence.

Les obsèques ont eu lieu à Rambois (Creuse) dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. André MALVAL, ingénieur chimiste ESCOL, promotion 22, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le mercredi 27 janvier. De la part de sa famille et de ses camarades, 14, rue Ferdinand-de-Lemps, Dijon.

— Le président, Le conseil d'administration et le personnel de la Compagnie française des pétroles ont la douleur de faire part du décès, le 31 janvier 1982, de

M. Victor de METZ, ingénieur du corps des mines, commandeur de la Légion d'honneur, président d'honneur de la compagnie.

— Nous apprenons le décès de Victor de METZ, commandeur de la Légion d'honneur, président d'honneur de la Compagnie française des pétroles, survenu le 31 janvier, dans sa quatre-vingt-troisième année.

(Né en 1902 à Vesoul (Haute-Saône), ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur du corps des mines, Victor de Metz, après avoir été détaché en Roumanie, est entré en 1927 à la Compagnie française des pétroles, où il est resté jusqu'en 1977. Il avait été nommé F.O.S. de la compagnie en 1945.)

— Jean-Pierre VERNIER est décédé subitement à Bihorel (76) le 31 janvier 1982. L'inhumation a eu lieu à Bouy-Dun (76). Francis Mc Partane.

### Avis de messes

— Une messe sera célébrée à la mémoire du

Professeur

Phiroux THEODORE,

décédé aux Etats-Unis le 17 janvier 1982, à l'âge de 80 ans, grecque, 7, rue Georges-Bisot, Paris (18<sup>e</sup>), le mercredi 17 février, à 11 heures. De la part de Marcelle, Jean et Fabrice Théodurides.

### Colloques

— L'association Futuribles organise le jeudi 4 février, de 17 h. 30 à 20 heures, une « table ronde » sur « Réflexions prospectives sur la politique macro-économique des pays développés », introduite par Jacques Lesourne, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, auteur du livre « Les Mille Sentiers de l'avenir », 35, rue de Valenciennes, 75007 Paris. Tél. : 222-52-10.

**MADAME DESACHY**  
Mariages réussis depuis 40 ans  
4, place de l'Opéra, 75002 PARIS  
Tél. : 742.08.39



Je suis 1982



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CARTAUX	140,00	164,64

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



## emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

## emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

## emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

### ASIAN DEVELOPMENT BANK

The Asian Development Bank is an international development finance institution based in Manila, Philippines and established for the purpose of lending funds, promoting investment and providing technical assistance to developing countries, and generally, for fostering economic growth in the Asian region. Its membership comprises of forty-four countries, thirty of which are from the Asian region and fourteen from Western Europe and North America.

The Bank offers challenging opportunities to highly qualified and experienced professionals who seek employment on a career or fixed-term basis and applications are for the following positions:

#### PROJECT ENGINEER (Irrigation, Mining and Electric Power)

Identification, preparation, appraisal and evaluation of technical and economic viability of loans and technical assistance projects; determination of project feasibility including input-output analysis of proposed engineering systems; loan administration, including supervision of project implementation by executing agencies.

**FINANCIAL ANALYST-PROJECT ECONOMIST** (Agriculture, Social, Infrastructure, Demography, Fisheries and Livestock, Airport, Highways, Ports and Water Supply) Identification, preparation, appraisal and evaluation of financial/economic viability of loans and technical assistance projects; provision of forecasts of project impact on the overall social/economic development of the recipient country, the development of the sector and its sectoral interfaces; financial/economic analysis including forecasting of financial/economic rates of return; evaluation of financial impact and viability repercussions of changes in project implementation conditions; administration of financial/economic aspects of loans and technical assistance projects.

#### EDUCATION SPECIALIST

Conducting the technical analysis of the education aspects/components of loan and technical assistance projects appraisal and evaluation; forecasting the effects of education policies and delivery systems; determining the projects' technical feasibility including input-output analysis and evaluation of technical work by contract consultants.

#### ENERGY SPECIALIST

Undertaking energy sector reviews and analysis of specific energy issues in developing countries. The identification of problems in the energy sector and the design of appropriate assistance proposals to resolve the subject problems. Primary work experience should be in the development and utilization of conventional energy resources, energy sector planning and pricing, and energy impact assessment analysis.

#### LAND USE PLANNER

In-depth analysis and sound formulation of: (i) systematic approach to optimization of land use based on both technical (soil, climate, etc.) as well as financial and economic (prices, costs, etc.) parameters; and (ii) appropriate policies relating to these aspects; evaluation of technical, economic, as well as institutional factors relating to agricultural development in a particular country or countries. Candidates should have a university degree in technical or economic aspects relating to land use planning and considerable experience in analysis and formulation of systematic approach to land use and identifying related policy requirements, preferably in developing countries. Knowledge of utilization of computer programs for integrated land use evaluation would be desirable.

#### WOOD PROCESSING SPECIALIST

Monitoring and assisting in the implementation of ongoing projects that have wood processing components; identifying future forestry projects in developing countries, with particular reference to wood processing; formulating technical assistance for wood projects in developing countries singly or as a component of forestry development projects; and assisting in appraisals of wood processing projects. Candidates should have a degree in Wood Technology with working experience in wood processing, particularly in sawmilling, panel products, wood seasoning and preservation and wastewood utilization. Experience in processing tropical and sub-tropical timbers and working knowledge in forest industries in developing countries of Africa or Asia will be an additional qualification.

#### ENVIRONMENTAL SPECIALIST

Technical analysis of possible negative impact (e.g., air and water pollution, societal deterioration, physical environment defacing) of loan and technical assistance projects; development of environmental impact consideration procedures for inclusion in project appraisal methodologies, information interchanges with environmental agencies and similar organizations for data accumulation on environmental preservation, advice on contract consultant selection and project implementation. Candidates should have a university degree in mechanical/civil engineering or urban/rural development planning.

Unless otherwise specified, candidates should have a university degree, or equivalent education, and a minimum of 5 years of professional experience in their particular field of expertise. Fluency in written and spoken English is essential. Staff will be based in Manila, Philippines, but most of the positions involve extensive international travel.

**ATTRACTIVE SALARIES, NORMALLY FREE OF TAX, AND COMPREHENSIVE FRINGE BENEFITS ARE OFFERED TO SUCCESSFUL CANDIDATES.**

Interested persons are requested to send their curriculum vitae, including salary details of their working experience, and quoting ref. # FR 17 to:

HEAD, EMPLOYMENT UNIT  
PERSONNEL DIVISION  
ASIAN DEVELOPMENT BANK  
P.O. BOX 789, MANILA, PHILIPPINES



### THERMOPLASTIQUES TECHNIQUES, UN SPÉCIALISTE MARKETING POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

General Electric Plastics a fait preuve, ces trois dernières années, d'une expansion assez spectaculaire en ce qui concerne l'implantation de ses plastiques techniques dans l'industrie européenne automobile.

Afin de faire face à une demande sans cesse croissante, nous cherchons maintenant à élargir notre champ d'action.

Pour être retenus les candidats devront correspondre à des critères-clés tels que leur aptitude à pénétrer et à développer pleinement des marchés pour les matériaux dont G.E.P. dispose déjà, c'est-à-dire NORYL® résine thermoplastique, LEXAN® polycarbonate et VALOX® polyester thermoplastique.

Le candidat idéal sera âgé de 25 à 35 ans et aura déjà acquis de l'expérience dans l'industrie automobile et/ou dans l'industrie des plastiques. Une formation universitaire en chimie, en technologie des plastiques ou d'ingénieur est souhaitable; cependant il est primordial que ce candidat fasse preuve d'une compréhension technique et commerciale qui lui permette de tirer profit des débouchés en constant développement.

De toute évidence pour certains postes il est essentiel d'avoir une bonne maîtrise des langues; dans tous les cas une connaissance approfondie de l'anglais est indispensable.

Les postes offerts se situent dans un des domaines les plus attrayants au sein d'une industrie en pleine évolution et par conséquent présentent l'occasion d'une carrière pleine d'avenir.

La portée mondiale de la section automobile à General Electric Plastics exige une certaine mobilité de la part des candidats qui veulent profiter pleinement de l'opportunité qui se présente pour leur carrière.

Rémunération et avantages refléteront l'importance des fonctions qui nous représentent dans ce marché caractérisé par son expansion rapide.

Veuillez adresser votre lettre de candidature en anglais avec curriculum-vitae et prétentions à:

Mr. N.G. Krul  
Manager Employee Relations  
General Electric Plastics Europe  
P.O. Box 117  
4600 AC Bergen op Zoom, Pays-Bas.

GENERAL ELECTRIC

GENERAL ELECTRIC PLASTICS EUROPE  
P.O. Box 117, 4600 AC Bergen op Zoom, Pays-Bas

\* Trademark of General Electric Company U.S.A.  
not connected with the English Company of a similar name.

Pour COTE D'IVOIRE, Société  
broyerie industrielle, rech.

**ADJOINT**  
A RESPONSABLE LOCAL  
Pour direction travaux, Anglais  
souhaité. Expérience indispensable  
en broyage à un poste  
équivalent.

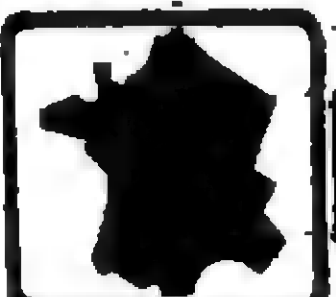
Réponse manuscrite avec C.V.  
et prêt, sous la réf. 10.187 à  
P. LICHOU S.A. - B.P. 220,  
76003 Paris cedex 02, qui tr.

ANNONCES CLASSEES  
TÉLÉPHONÉES

296-15-01

## emplois internationaux

Cette classification permet aux  
sociétés nationales ou internationales de  
faire publier pour leur siège ou leurs  
établissements situés hors de France  
leurs appels d'offres d'emplois.



## emplois régionaux

## emplois régionaux

## emplois régionaux

## emplois régionaux

### MSL international

3, place de Valois 75001 PARIS - Tél. (1) 361.81.61.  
94, rue Servient Le Mercur 69003 LYON - Tél. (7) 862.06.33.  
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tél. (20) 73.71.70.

Un établissement industriel, basé dans une ville agréable de la région Nord/Pas-de-Calais et dépendant d'un groupe français renommé dans le monde entier pour la valeur de ses techniques, vient de réaliser des investissements importants en vue de développer la fabrication de matériels destinés au transport d'énergie électrique. C'est pourquoi il renforce son encadrement technique en recrutant plusieurs ingénieurs.

#### Ingénieur études et méthodes

Le responsable du service Etudes et Méthodes recherche un adjoint pour lui confier, après une formation appropriée, la responsabilité technique de la mise en œuvre de machines d'extraction sophistiquées dont il assurera préalablement le montage, les essais et les réglages avec une équipe de 2 à 3 techniciens. Ce poste convient à un jeune ingénieur (ECP, AM, IDN...) possédant une double formation en mécanique et en métallurgie ou en chimie des alliages. Une première connaissance de la vie industrielle (1 à 2 ans) dans un service Méthodes ou Production est souhaitée. Une promotion importante est envisagée après une expérience réussie à ce poste. Ecrire à Daniel Landeau - Réf. M 20046 (Roubaix).

#### Jeunes ingénieurs de production

Pour secondier le Chef de Production de ce même établissement deux postes d'ingénieur débutant sont créés. Après une période d'intégration ils se verront confier la responsabilité d'un atelier travaillant en continu: l'animation et la gestion de leur personnel (25 à 30 personnes) ils veilleront à l'enchaînement correct des différentes opérations de production et au respect de la qualité des produits. De nombreuses possibilités d'évolution de carrière dans des fonctions diverses, tant en France qu'à l'étranger, leur seront proposées par la suite. Ecrire à Hervé Adamski - Réf. M 30002 (Roubaix).

Discretion totale assurée.

ORGANISME  
RÉGIONAL  
500 PERSONNES  
SECTEUR TERTIAIRE  
recherche

**CADRE  
ADMINISTRATIF  
RÉGION LYONNAISE**

pour animation  
et gestion équipe 40 personnes.  
● Diplôme enseignement supérieur.  
● Débutant ou 1<sup>re</sup> expérience.  
● Notions base informatique.  
● Sans expérience.

Adressez votre lettre manuscrite  
à HAVAS Support 5.271,  
61, rue de la République,  
Lyon 02.

ADMINISTRATION  
proximité immeuble LILLE  
recherche

**2 UNIVERSITAIRES**

débutants ou quelques années  
expérience (licence ou équiv.).  
- 1 spécialiste en aménagement  
et restauration de l'eau.  
- 1 spécialiste en biochimie et  
biologie appliquées aux problèmes  
de l'eau.  
Envoyer lettre + curriculum vitae à  
POINTS ET CHAUSSEES,  
92, avenue Pasteur,  
59130 LAMBERSART.

Notre Société est à l'échelon national une entreprise pilote dans le  
domaine de la **PROMOTION** et de la **GESTION IMMOBILIÈRE**.  
Nous cherchons pour notre agence de

**MONTPELLIER**

### jeune cadre administratif et financier

Formation : SUP. DE CO. - I.E.P.-SCIENCES ÉCO.

Placé au sein d'un groupe opérationnel, il sera chargé :  
● d'assurer le suivi administratif et financier des opérations,  
● de participer à l'établissement des bilans opérationnels,  
● de préparer les dossiers de demande de financement ainsi que toutes  
les autorisations administratives nécessaires au déroulement des opérations,  
● de suivre l'exécution des marchés et contrats.

Notre Société offre de réelles possibilités d'évolution de carrière pour un  
candidat de valeur.

Nous vous invitons à adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions  
sous la référence 7744 à :

**OP** organisation et publicité

2 rue MARC BOISSIER 33000 BORDEAUX

Jeune femme 1.50



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## INGENIEUR ou TECHNICIEN SUPERIEUR CONFIRME

### RESPONSABILITE AU SERVICE MATERIEL

Nous vous proposons un poste à  
de notre Siège Social à PARIS  
où vous seconderez le Responsable Technique  
du Département Etranger.  
Vous parlez l'anglais et vous avez moins de 30 ans.  
Vos connaissances en mécanique sont du niveau :  
INGENIEUR OU TECHNICIEN SUPERIEUR.  
Nous réalisons en Bâtiment et T.P. un C.A. d'environ  
1,5 Milliard de Francs dont les 2/3 à l'étranger.  
Ce poste impliquera, après formation, de nombreuses  
missions, de courte durée, sur nos chantiers de l'étranger.



Adresser C.V. et prétentions sous No 22.905 à  
CONTESSÉ PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra  
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

## 2 INGENIEURS en organisation et informatique

Société de service  
recherche pour PARIS  
pour environnement industriel ou commercial.  
Formation supérieure.  
Expérience en informatique 3 à 5 ans.  
Ils participeront dans le cadre d'une équipe, à des  
missions de conseil, assistance et audit auprès  
des filiales d'un Groupe multinational français.  
Ces activités supposent de fréquents déplacements  
de courte durée et la pratique d'une ou deux  
langues étrangères.  
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions  
sous réf. 5286 à Media System "Emplois et  
Carrières", 104 rue Réaumur 75002 Paris.



effectif 1200 personnes dont le réseau couvre  
l'Ouest de PARIS  
recherche  
**CHARGES DE CLIENTELE**

Leurs missions sera de développer et de gérer  
un portefeuille composé de particuliers et/ou  
d'entreprises avec le souci permanent de la  
sécurité et de la rentabilité.  
- Si vous justifiez d'une expérience réussie de  
la NEGOCIATION COMMERCIALE  
(minimum 2 ans) et si vous souhaitez diversifier  
et approfondir vos connaissances et votre  
pratique de l'ANALYSE FINAN-  
CIERE et des PRODUITS BANCAIRES,  
cette annonce vous concerne.  
- Ces postes offrent aux candidats de valeur et  
ouverts à une certaine mobilité géographique  
de réelles perspectives d'évolution.  
- Ces postes sont à pourvoir dans un premier  
temps sur les régions de MANTES,  
PALAISEAU et le département des HAUTS  
DE SEINE.  
Envoyez C.V. photo et prétentions à la BPROP  
Service du Personnel  
2 Esplanade du Grand Siècle  
78000 - VERSAILLES

Société de Courtage  
ASSURANCES - REASSURANCES  
travaillant dans 50 pays  
spécialisée en MARITIME AVIATION  
et très engagée dans les études techniques de finan-  
cement de navires et de marchandises, recherche  
pour poste  
**TECHNICO - COMMERCIAL**

comportant des contacts clientèle à niveau élevé  
2 HOMMES, nationalité française, 32 ans minimum,  
études universitaires supérieures avec excellent anglais  
parlé, écrit, indispensable, bonne connaissance alle-  
mand ou espagnol souhaitée.  
- Nous apprécions spécialement les qualités humaines  
dynamisme, sens des responsabilités à l'intérieur  
d'une équipe, loyauté.  
- Ce poste conviendrait plus particulièrement à des  
candidats ayant 10 ans d'expérience assurances, ligne  
interprofessionnelle bancaire, shipowner's representative,  
etc... Possibilité voyages à l'étranger après stage  
technique.  
- Notre développement rapide de nos dernières  
années ouvre de sérieuses possibilités d'avenir.  
Adresser C.V. en langue anglaise uniquement sous  
réf. 4120/FR à A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres  
75015 PARIS

## GRANDE BANQUE installée à PARIS recherche pour son service EMISSIONS FRANCAISES une collaboratrice

(CLASSE II ou III)  
qui sera chargée du traitement adminis-  
tratif des opérations.  
Expérience dans le poste, pratique de la  
dactylographie et connaissances comptables  
sont requises.  
Adr. lettre manuscrite, photo et prêtent.  
à N. 1799 - PUBLICITES REUNIES  
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

## LA CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'OISE recherche

**UN ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
Langage COBOL  
B.T.S. ou D.U.T. Informatique  
Deux à trois ans d'expérience  
Connaissant matériel CII H8 DPS 8/52  
Envoyer lettre + curriculum vitae + photo au Chef du  
Personnel du Crédit Agricole de l'Oise, 18, rue d'Alloué,  
B.P. 311, 60036 BEAUVAIS.

## Jeune ingénieur tenté par le marketing industriel

L'offre :  
- sous la responsabilité du chef de service marketing vous devrez réaliser  
des études portant sur la connaissance de systèmes spécifiques français  
d'informatique industrielle et sur leur évolution à moyen et long terme.  
- les travaux pourront être conduits à partir de la consultation d'études amé-  
ricaines dans le domaine considéré.  
Vous êtes : un jeune ingénieur, de formation (A & M., ENI, etc.) débutant(e)  
ou possédant une première expérience en marketing industriel dans le  
secteur de l'électronique appliquée.  
- la qualité de vos contacts, humains et techniques, doit vous amener rapide-  
ment à une large autonomie.  
- la connaissance de l'anglais est indispensable.  
Nous sommes : une société française tournée vers les technologies de  
pointe, essentiellement spécialisée dans l'électronique et les automatismes.  
Notre acquis technique et notre notoriété nous conduisent sur tous les  
continents.  
Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous  
la référence 11136 M (à mentionner sur l'enveloppe).  
Le secret absolu des candidatures est garanti par :  
BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115, rue du Bac-75007 PARIS - Tél. 544.38.29.

## AETA TELECOMMUNICATIONS AUTOMATISMEES s'est installée en Zone Industrielle de VELIZY

Après avoir doublé son chiffre d'affaires en 1981, elle antenne une  
nouvelle phase de croissance qui nous amène à créer les postes  
suivants au sein de notre Direction Technique :

## CHEF DE DEPARTEMENT LOGICIEL

De formation supérieure, il aura une expérience de 5 ans en program-  
mation de microprocesseurs.  
Une expérience complémentaire sur les mini-ordinateurs (MITRA-  
SOLAR) serait appréciée.  
Tout en participant lui-même aux études, il aura à animer une équipe  
d'ingénieurs et gérer un parc de systèmes de développement. Il partici-  
pera à la définition des projets et aux contacts avec la clientèle.  
Les problèmes traités portent sur les applications les plus modernes  
de la télématique.

## INGENIEURS ELECTRONICIENS DE LABORATOIRE

Pour le développement de systèmes et de produits à base de micro-  
processeurs (8086, NSC 800, 6802, 8048) et de circuits télécom.  
Plusieurs postes sont offerts à des ingénieurs de 1 à 5 ans d'expérience.

## AT3 - ATP

Télécommunications et microinformatique pour Laboratoire et  
Plateforme.  
Adresser C.V. à AETA  
12, rue des Frères Caudron - 78140 VELIZY.

## cabinet d'experts comptables

Nous sommes un jeune cabinet d'expertise comptable en forte  
expansion.  
Notre philosophie : dynamisme, travail en profondeur, délégation,  
implication chez nos clients.  
Notre équipe d'une quinzaine de personnes souhaite s'enrichir  
de collaborateurs ayant une expérience de 2 ou 3 ans en cabinet,  
possédant ou préparant le DECS.  
de collaborateurs ayant une première expérience (1 an env.) et  
desirant évoluer.  
Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous  
référence 8950 à Media System 104, rue Réaumur 75002 PARIS  
qui transmettra.  
Mentionner sous double enveloppe le nom des sociétés auxquelles  
votre offre ne doit pas être transmise

## ENSEIGNANTS (ES)

pour intervention en formation  
continue. Cours de logiciel de  
base et système d'exploitation,  
complément, système d'informa-  
tion et base de données (mé-  
thode Mauriel). Envoyer certifi-  
cat de formation continue de  
l'IIUT de Villeneuve, avenue  
Jean-Baptiste-Clement,  
93430 Villeneuve.

## INGENIEURS LOGICIEL

Vous êtes débutant (grande  
école ou école spécialisée) et les  
études d'application temps réel  
vous intéressent. Vous êtes sé-  
rieux, motivé, en bonne santé, en  
contrôle industriel. Vous souhai-  
tez un changement.  
Adresser votre curriculum vitae  
détailé et vos prétentions à  
INFOPREC, 18, rue du  
Faubourg-Montmartre,  
Paris (9), qui transmettra.

## GRANDE ENTREPRISE

Banque Sud-Ouest recherche :  
- TROIS JEUNES  
TECHNICO-COMMERCIAUX  
dans le domaine de la RADIO-  
PHARMACOLOGIE et des produits  
RADIOPHARMACEUTIQUES.  
Nombreux déplacements à prévoir.  
Niveau scolaire : maîtrise Scien-  
ces, Biochimie ou Chimie.  
- JEUNE DIPLOME  
ESSEC, NEC, ESCI, EDHEC  
pour des études commerciales et  
de marché tant en France qu'à  
l'étranger.  
Diplôme en priorité.  
Env. C.V. et prétentions à :  
SAF/S.A., B.P. 21,  
81190 Gât-sur-Veuste.

## INGENIEUR débutant, dispon.

imméd., technique des fluides.  
Envoyer C.V. à M. MARTINON,  
Ecole des Mines,  
80, bd Saint-Michel, Paris-6.

## Société de Conseil Paris recherche CHARGÉ DE MISSIONS

pour : - études et diagnostics en matière sociale et sala-  
riale.  
- conseils et procédures de financement de la for-  
mation.  
Expérience industrielle souhaitée.  
Nombreux déplacements en Province.  
Env. let. man. avec C.V. dét., photo, prêt. et dispon. à :  
SOFDI, 152, rue de Javel, 75013 Paris.

## PLUSIEURS INGENIEURS I et II

Diplômés Grande Ecole exclusivement, de  
formation électronique, physique électronique  
ou mécanique.  
- Orientation en fonction des aspirations  
personnelles vers des postes d'avenir favorisant  
une évolution de carrière.  
- Formation assurée par l'entreprise.  
- Lieu de travail : PARIS SUD.  
Adresser C.V., photo (retournée) ss no 22784  
à CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra  
75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.

## Banque de Neufelize, Schlumberger, Mallet

Membre du Groupe Bancaire International de l'A.B.N.  
recherche  
pour Agences Parisiennes

## 2 EXPLOITANTS CLIENTELE DEPOTS

UN EXPLOITANT CONFIRME ayant de bonnes connaissances  
en matière de placements et de services bancaires ainsi qu'une  
expérience générale même succincte des opérations de banque.  
Le poste comporte à la fois la démarche active de la clientèle  
privée du secteur et la gestion d'une clientèle existante.  
Il débouchera normalement à terme rapproché sur le poste de  
Second d'Agence.

UN JEUNE EXPLOITANT pour démarche de particuliers,  
commerçants, professions libérales.  
Nous souhaitons un grand dynamisme, une bonne présentation  
et une certaine expérience du poste.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur C.V. et  
prétentions à Banque N.S.M. - Section Recrutement - B.P. 466.08  
75366 PARIS CEDEX 08

## AGENCE IMMOBILIERE DE RECHERCHE NEGOCIATEURS

N. ou F., excellente réputation,  
sérieux et responsable.  
Tel. : 234-13-38.  
Banque étrangère quartier  
Opéra, recherche  
**GRADE - BANQUE**  
Esp. gestion crédit euro-dev.  
crédit acheteur. France française.  
Bonne connaissance compte.  
Anglais appr. Scr. env. C.V.  
photo, prétentions, T.D. Port de la  
Conférence, Paris (8<sup>e</sup>).  
LE CENTRE HOSPITALIER  
DE GONNESSY (VAL-D'OISE)  
(20 km de Paris)  
RECRUTE :  
**OUVRIERS CUISINIERS**  
Titulaires d'un ou deux C.A.P.  
Les candidatures et C.V. sont  
adresser à : Monsieur le Directeur  
du Centre Hospitalier,  
25, rue Pierre-de-Thellay,  
95600 GONNESSY.  
Pour tous renseignements : Bu-  
reau du Personnel, poste 418.

## IMPORTANT ORGANISME IMPLANTÉ DANS LA RÉGION DE NICE recherche pour la réalisation de projets de GESTION en TEMPS RÉEL ANALYSTES PROGRAMMEURS DÉBUTANTS OU CONFIRMÉS (MIAG, IUT)

Matériel utilisé : ordinateurs IBM 3033 et 168 fonction-  
nant sous MVS réseau de 500 terminaux. Langages de  
programmation : Assembler et PL 1.  
RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES DE 77.000 à  
110.000 F fonction du niveau et de l'expérience.  
Les candidats de la région parisienne  
seront reçus à PARIS.  
Envoyer curriculum vitae et photo sous référence 9592 à  
VALENS CONSEIL, B.P. 359, 75064 Paris Cedex 02.

## Entreprise importante de couve- ture industrielle, bardages, réha- bilitation de bâtim., désire recruter des techniciens recherche INGENIEUR OU TECHNICIEN CONFIRME

ayant une bonne connaissance  
de cette spécialité ou de la mé-  
tallurgie, susceptible d'assurer la  
direction de chantiers en France  
et éventuellement à l'étranger.  
- Gérer les contacts com-  
merciaux indispensables.  
- Connaissance technique de la  
langue anglaise.  
- Lieu de travail : NANTES.  
Env. C.V. + photo + prêt.  
à N. 7786 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## Entreprise importante de couve- ture industrielle, bardages, réha- bilitation de bâtim., désire recruter des techniciens recherche INGENIEUR OU TECHNICIEN CONFIRME

ayant une bonne connaissance  
de cette spécialité ou de la mé-  
tallurgie, susceptible d'assurer la  
direction de chantiers en France  
et éventuellement à l'étranger.  
- Gérer les contacts com-  
merciaux indispensables.  
- Connaissance technique de la  
langue anglaise.  
- Lieu de travail : NANTES.  
Env. C.V. + photo + prêt.  
à N. 7786 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## Entreprise importante de couve- ture industrielle, bardages, réha- bilitation de bâtim., désire recruter des techniciens recherche INGENIEUR OU TECHNICIEN CONFIRME

ayant une bonne connaissance  
de cette spécialité ou de la mé-  
tallurgie, susceptible d'assurer la  
direction de chantiers en France  
et éventuellement à l'étranger.  
- Gérer les contacts com-  
merciaux indispensables.  
- Connaissance technique de la  
langue anglaise.  
- Lieu de travail : NANTES.  
Env. C.V. + photo + prêt.  
à N. 7786 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## Entreprise importante de couve- ture industrielle, bardages, réha- bilitation de bâtim., désire recruter des techniciens recherche INGENIEUR OU TECHNICIEN CONFIRME

ayant une bonne connaissance  
de cette spécialité ou de la mé-  
tallurgie, susceptible d'assurer la  
direction de chantiers en France  
et éventuellement à l'étranger.  
- Gérer les contacts com-  
merciaux indispensables.  
- Connaissance technique de la  
langue anglaise.  
- Lieu de travail : NANTES.  
Env. C.V. + photo + prêt.  
à N. 7786 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## Entreprise importante de couve- ture industrielle, bardages, réha- bilitation de bâtim., désire recruter des techniciens recherche INGENIEUR OU TECHNICIEN CONFIRME

ayant une bonne connaissance  
de cette spécialité ou de la mé-  
tallurgie, susceptible d'assurer la  
direction de chantiers en France  
et éventuellement à l'étranger.  
- Gérer les contacts com-  
merciaux indispensables.  
- Connaissance technique de la  
langue anglaise.  
- Lieu de travail : NANTES.  
Env. C.V. + photo + prêt.  
à N. 7786 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## Entreprise importante de couve- ture industrielle, bardages, réha- bilitation de bâtim., désire recruter des techniciens recherche INGENIEUR OU TECHNICIEN CONFIRME

ayant une bonne connaissance  
de cette spécialité ou de la mé-  
tallurgie, susceptible d'assurer la  
direction de chantiers en France  
et éventuellement à l'étranger.  
- Gérer les contacts com-  
merciaux indispensables.  
- Connaissance technique de la  
langue anglaise.  
- Lieu de travail : NANTES.  
Env. C.V. + photo + prêt.  
à N. 7786 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## Entreprise importante de couve- ture industrielle, bardages, réha- bilitation de bâtim., désire recruter des techniciens recherche INGENIEUR OU TECHNICIEN CONFIRME

ayant une bonne connaissance  
de cette spécialité ou de la mé-  
tallurgie, susceptible d'assurer la  
direction de chantiers en France  
et éventuellement à l'étranger.  
- Gérer les contacts com-  
merciaux indispensables.  
- Connaissance technique de la  
langue anglaise.  
- Lieu de travail : NANTES.  
Env. C.V. + photo + prêt.  
à N. 7786 le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## AGENCE IMMOBILIERE DE RECHERCHE NEGOCIATEURS

N. ou F., excellente réputation,  
sérieux et responsable.  
Tel. : 234-13-38.  
Banque étrangère quartier  
Opéra, recherche  
**GRADE - BANQUE**  
Esp. gestion crédit euro-dev.  
crédit acheteur. France française.  
Bonne connaissance compte.  
Anglais appr. Scr. env. C.V.  
photo, prétentions, T.D. Port de la  
Conférence, Paris (8<sup>e</sup>).  
LE CENTRE HOSPITALIER  
DE GONNESSY (VAL-D'OISE)  
(20 km de Paris)  
RECRUTE :  
**OUVRIERS CUISINIERS**  
Titulaires d'un ou deux C.A.P.  
Les candidatures et C.V. sont  
adresser à : Monsieur le Directeur  
du Centre Hospitalier,  
25, rue Pierre-de-Thellay,  
95600 GONNESSY.  
Pour tous renseignements : Bu-  
reau du Personnel, poste 418.

## AGENCE IMMOBILIERE DE RECHERCHE NEGOCIATEURS

N. ou F., excellente réputation,  
sérieux et responsable.  
Tel. : 234-13-38.  
Banque étrangère quartier  
Opéra, recherche  
**GRADE - BANQUE**  
Esp. gestion crédit euro-dev.  
crédit acheteur. France française.  
Bonne connaissance compte.  
Anglais appr. Scr. env. C.V.  
photo, prétentions, T.D. Port de la  
Conférence, Paris (8<sup>e</sup>).  
LE CENTRE HOSPITALIER  
DE GONNESSY (VAL-D'OISE)  
(20 km de Paris)  
RECRUTE :  
**OUVRIERS CUISINIERS**  
Titulaires d'un ou deux C.A.P.  
Les candidatures et C.V. sont  
adresser à : Monsieur le Directeur  
du Centre Hospitalier,  
25, rue Pierre-de-Thellay,  
95600 GONNESSY.  
Pour tous renseignements : Bu-  
reau du Personnel, poste 418.

## AGENCE IMMOBILIERE DE RECHERCHE NEGOCIATEURS

N. ou F., excellente réputation,  
sérieux et responsable.  
Tel. : 234-13-38.  
Banque étrangère quartier  
Opéra, recherche  
**GRADE - BANQUE**  
Esp. gestion crédit euro-dev.  
crédit acheteur. France française.  
Bonne connaissance compte.  
Anglais appr. Scr. env. C.V.  
photo, prétentions, T.D. Port de la  
Conférence, Paris (8<sup>e</sup>).  
LE CENTRE HOSPITALIER  
DE GONNESSY (VAL-D'OISE)  
(20 km de Paris)  
RECRUTE :  
**OUVRIERS CUISINIERS**  
Titulaires d'un ou deux C.A.P.  
Les candidatures et C.V. sont  
adresser à : Monsieur le Directeur  
du Centre Hospitalier,  
25, rue Pierre-de-Thellay,  
95600 GONNESSY.  
Pour tous renseignements : Bu-  
reau du Personnel, poste 418.

## AGENCE IMMOBILIERE DE RECHERCHE NEGOCIATEURS

N. ou F., excellente réputation,  
sérieux et responsable.  
Tel. : 234-13-38.  
Banque étrangère quartier  
Opéra, recherche  
**GRADE - BANQUE**  
Esp. gestion crédit euro-dev.  
crédit acheteur. France française.  
Bonne connaissance compte.  
Anglais appr. Scr. env. C.V.  
photo, prétentions, T.D. Port de la  
Conférence, Paris (8<sup>e</sup>).  
LE CENTRE HOSPITALIER  
DE GONNESSY (VAL-D'OISE)  
(20 km de Paris)  
RECRUTE :  
**OUVRIERS CUISINIERS**  
Titulaires d'un ou deux C.A.P.  
Les candidatures et C.V. sont  
adresser à : Monsieur le Directeur  
du Centre Hospitalier,  
25, rue Pierre-de-Thellay,  
95600 GONNESSY.  
Pour tous renseignements : Bu-  
reau du Personnel, poste 418.

## AGENCE IMMOBILIERE DE RECHERCHE NEGOCIATEURS

N. ou F., excellente réputation,  
sérieux et responsable.  
Tel. : 234-13-38.  
Banque étrangère quartier  
Opéra, recherche  
**GRADE - BANQUE**  
Esp. gestion crédit euro-dev.  
crédit acheteur. France française.  
Bonne connaissance compte.  
Anglais appr. Scr. env. C.V.  
photo, prétentions, T.D. Port de la  
Conférence, Paris (8<sup>e</sup>).  
LE CENTRE HOSPITALIER  
DE GONNESSY (VAL-D'OISE)  
(20 km de Paris)  
RECRUTE :  
**OUVRIERS CUISINIERS**  
Titulaires d'un ou deux C.A.P.  
Les candidatures et C.V. sont  
adresser à : Monsieur le Directeur  
du Centre Hospitalier,  
25, rue Pierre-de-Thellay,  
95600 GONNESSY.  
Pour tous renseignements : Bu-  
reau du Personnel, poste 418.

## AGENCE IMMOBILIERE DE RECHERCHE NEGOCIATEURS

N. ou F., excellente réputation,  
sérieux et responsable.  
Tel. : 234-13-38.  
Banque étrangère quartier  
Opéra, recherche  
**GRADE - BANQUE**  
Esp. gestion crédit euro-dev.  
crédit acheteur. France française.  
Bonne connaissance compte.  
Anglais appr. Scr. env. C.V.  
photo, prétentions, T.D. Port de la  
Conférence, Paris (8<sup>e</sup>).  
LE CENTRE HOSPITALIER  
DE GONNESSY (VAL-D'OISE)  
(20 km de Paris)  
RECRUTE :  
**OUVRIERS CUISINIERS**  
Titulaires d'un ou deux C.A.P.  
Les candidatures et C.V. sont  
adresser à : Monsieur le Directeur  
du Centre Hospitalier,  
25, rue Pierre-de-Thellay,  
95600 GONNESSY.  
Pour tous renseignements : Bu-  
reau du Personnel, poste 418.

## AGENCE IMMOBILIERE DE RECHERCHE NEGOCIATEURS

N. ou F., excellente réputation,  
sérieux et responsable.  
Tel. : 234-13-38.  
Banque étrangère quartier  
Opéra, recherche  
**GRADE - BANQUE**  
Esp. gestion crédit euro-dev.  
crédit acheteur. France française.  
Bonne connaissance compte.  
Anglais appr. Scr. env. C.V.  
photo, prétentions, T.D. Port de la  
Conférence, Paris (8<sup>e</sup>).  
LE CENTRE HOSPITALIER  
DE GONNESSY (VAL-D'OISE)  
(20 km de Paris)  
RECRUTE :  
**OUVRIERS CUISINIERS**  
Titulaires d'un ou deux C.A.P.  
Les candidatures et C.V. sont  
adresser à : Monsieur le Directeur  
du Centre Hospitalier,  
25, rue Pierre-de-Thellay,  
95600 GONNESSY.  
Pour tous renseignements : Bu-  
reau du Personnel, poste 418.

## AGENCE IMMOBILIERE DE RECHERCHE NEGOCIATEURS

N. ou F., excellente réputation,  
sérieux et responsable.  
Tel. : 234-13-38.  
Banque étrangère quartier  
Opéra, recherche  
**GRADE - BANQUE**  
Esp. gestion crédit euro-dev.  
crédit acheteur. France française.  
Bonne connaissance compte.  
Anglais appr. Scr. env. C.V.  
photo, prétentions, T.D. Port de la  
Conférence, Paris (8<sup>e</sup>).  
LE CENTRE HOSPITALIER  
DE GONNESSY (VAL-D'OISE)  
(20 km de Paris)  
RECRUTE :  
**OUVRIERS CUISINIERS**  
Titulaires d'un ou deux C.A.P.  
Les candidatures et C.V. sont  
adresser à : Monsieur le Directeur  
du Centre Hospitalier,  
25, rue Pierre-de-Thellay,  
95600 GONNESSY.  
Pour tous renseignements : Bu-  
reau du Personnel, poste 418.

Jeune ingénieur







Le Monde

## économie

## SOCIAL

LES DIFFICULTÉS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA SEMAINE DE TRENTE-NEUF HEURES

## Extension des grèves

L'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> février, de l'ordonnance gouvernementale sur la semaine de travail réduite de la cinquième semaine de congés payés connaît de nombreux conflits et polémiques. Ainsi, l'application des dispositions sur les congés payés suscite une querelle juridique entre le ministère du travail et le C.N.P.F.

Le patronat considère, en effet, que le calcul des congés supplémentaires pour 1982 doit être effectué à partir du 1<sup>er</sup> février — date de la mise en place de l'ordonnance. M. Jean Auroux, de son côté, répète, mardi 3 février à Antenne 2, que la date du début devrait être fixée au 17 juillet 1981 — jour de la signature du protocole national d'accord entre le C.N.P.F. et les syndicats C.F.D.T., F.O., C.G.T.C. et C.G.C. — et que la cinquième semaine des congés payés doit donc « s'appliquer pleinement en 1982 ».

Après la fédération C.G.T. de la métallurgie, qui veut faire de la première quinzaine de ce mois « une période nationale de développement des luttes revendicatives dans toutes les entreprises » autour du problème de la réduction du temps de travail (le Monde du 3 février), la fédération C.F.D.T. de la métallurgie organise à son tour une « semaine d'action », du 8 au 13 février, pour tenter de faire pression sur les négociations dans cette branche, qui doivent reprendre le 16 février avec l'Union (patronale) des industries métallurgiques et minières (U.I.M.).

Trandis que les négociations entre les douaniers et l'administration ont échoué mardi matin (voir ci-dessous), la grève à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. se poursuit à l'usine Kodak de Vincennes, touchant quelque cinq cents salariés sur mille huit cents.

Elle s'est transformée, mercredi, en débrayage quotidien de deux heures, malgré un accord conclu lundi entre la direction et les syndicats F.O., C.G.T.C. et C.G.C. Dans les grands magasins, le personnel a cessé le travail, à l'appel de tous les syndicats, mardi matin aux Galeries Lafayette, à Paris, bloquant les escaliers mécaniques, et les personnels de plusieurs établisse-

ments des Nouvelles Galeries, ainsi que des Monoprix ont fait grève à Orléans et Evry pour protester notamment contre le « rattachement » des congés payés. Une reprise des négociations sur le temps de travail dans l'ensemble de la branche est prévue pour le 16 février.

L'usine des glaces Motin, à Argentan (Orne), est toujours occupée par une partie de ses 518 salariés, qui refusent les semaines d'hiver de 34 heures et les semaines d'été de 43 heures proposées par la direction. Des discussions sont en cours à l'usine Soginval de Guingamp (Côtes-du-Nord) occupée par 300 des 1.000 salariés.

A côté de ces conflits d'importance, dans lesquels il faut inclure la filiale Renault de Maubeuge, de nombreuses entreprises ont été affectées lundi et mardi par des mouvements ouverts avec occupation des locaux et tout ou partie des revendications liées à la réduction de la durée du travail. B.P.M. (mobilité scolaire, 300 salariés), à Bressuire (Deux-Sèvres); Compagnie européenne d'accumulateurs (440 salariés), à Verson (Cher); ABG-Teletel (électroménager, 200 salariés), à Sarny-la-Vallée (Val-de-Marne); soudure électrique Languepin (350 salariés), à La Plaine-Saint-Denis; Caterpillar (1.400 salariés), à Grenoble; usine I.T.T. de Lannion (Côtes-du-Nord, 1.200 salariés).

Dans les usines Dassault de Marignac (800 employés) et légers (1.700 personnes), en Gironde, des arrêts de travail sont observés depuis début janvier, car la réduction des horaires n'a été compensée qu'à 66 % sur le plan du salaire.

Enfin, dans les P.T.T., la C.F.D.T. a lancé, mardi, un ordre de grève en Ile-de-France, qui n'a été suivi, selon l'administration, que par 7 % du personnel. Ce syndicat s'élève, en particulier, contre l'insuffisance des créations d'emplois consécutives à l'instauration des 39 heures.

D'autre part, 43 des 44 postiers de la recette principale de Laval se sont mis en grève illimitée mardi pour réclamer la création de 26 postes supplémentaires et des débrayages, toujours dans les P.T.T., sont prévus mercredi en

Gironde, jeudi dans les Pyrénées-Atlantiques et vendredi en Dordogne. Dans une interview accordée samedi à Radio Monte-Carlo, M. André Le Fort, ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a déclaré que les 39 heures doivent constituer, dans la fonction publique, le droit commun qui ne doit pas souffrir d'exception. Il a ajouté qu'il revenait à ses autres collègues au gouvernement « de prendre toutes les dispositions nécessaires » pour combiner au mieux « dans leur ministère, l'abaissement de la durée hebdomadaire du travail à 39 heures, la bon service au public — en quantité et en qualité — et les créations d'emplois ».

## Quatre accords importants

Sans contrebalancer la multiplication des conflits, il faut cependant noter que des accords, parfois importants, continuent de se conclure. Dans l'industrie du papier-carton (95.000 salariés), l'accord, qui a été signé par la C.F.D.T. et F.O. (tandis que la C.G.T. réserve sa réponse), prévoit que l'horaire hebdomadaire, qui était auparavant de 40 h, 30 en moyenne, passe à 39 heures pour l'ensemble des salariés, 38 heures pour ceux en congé, 36 h, 30 pour ceux en semi-congés, sans diminution de salaire ni remise en cause des temps de pause de 30 minutes par jour. La cinquième semaine des congés payés est acquise dès 1982 sans « rattachement » des jours de repos déjà existants. Un contingent de 34 heures supplémentaires est laissé à la disposition du patronat à condition d'être programmé annuellement. Un autre contingent de 36 heures soumis à l'autorisation du comité d'entreprise.

Dans la branche mécanique, le texte, approuvé par la C.F.D.T. et la C.G.C., instaure la semaine de trente-neuf heures (trente-huit pour les ouvriers postés en continu travaillant en « 4x4 »), sans perte de salaire, et la cinquième semaine de congés payés sans remise en cause des congés d'ancienneté. Mais il introduit le décompte annuel de la durée du travail : c'est la raison pour laquelle la Fédération F.O. de la

chimie n'a pas signé cet accord.

Chez Peugeot, toutes les organisations (C.F.D.T., F.O., C.G.T.C., C.G.C. et C.S.I.), sauf la C.F.T., ont paré l'accord, qui comprend les principales dispositions suivantes : semaine de travail de trente-neuf heures, sans perte de salaire pour les rémunérations les moins élevées, mais avec une compensation salariale descendant jusqu'à 75 % pour les autres, cinquième semaine de congés payés, en conservant les congés d'ancienneté, garantie salariale complémentaire en cas de chômage partiel.

A la SNIAS (trente sept mille travailleurs), F.O. a signé, seule, avec la direction, un accord qui instaure : les cinq semaines de congés payés auxquelles s'ajoutent les congés payés d'ancienneté à raison d'un jour par cinq ans jusqu'à vingt-cinq ans pour cinq jours ; la réduction d'une heure de la durée du travail avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 1982, et pour le personnel travaillant en équipe, une réduction d'horaire qui varie de une demi-heure à une heure selon la durée effective de travail. Ces diminutions s'effectuent avec maintien de la rémunération brute.

A propos des droits nouveaux,

LA RENCONTRE ENTRE M. MAIRE ET M. GATTAZ

## Un constat de divergences

« Courtoise » et très franche, la rencontre, mardi 3 février, entre M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., et M. Yves Gattaz, président du C.N.P.F., a aussi révélé les profondes divergences entre ces deux organisations.

Après avoir rappelé que la C.F.D.T. ne veut pas que l'Etat se substitue aux négociateurs du secteur privé, M. Maire a souligné que « le patronat entre positivement dans le changement en cours ». Le dirigeant cédériste a jugé inadmissible le comportement de certains chefs d'entreprise qui « veulent maintenir le même horaire en payant une heure supplémentaire de plus » ou en compensant la réduction d'une heure par la récupération des pauses. A ce propos, il a recommandé, à la sortie de cette réunion, que l'action syndicale se développe « dans les mots à venir ».

Pour le SMIC, M. Maire a fait état d'un « relatif désaccord » avec le C.N.P.F. La C.F.D.T. réclame des augmentations du pouvoir d'achat du SMIC de 7 % en 1982 et en 1983, et une remodification des grilles de classification.

A propos des droits nouveaux,

il a dénoncé la « conception rétrograde » du patronat, qui laisse à l'ouest du droit syndical les millions de salariés des P.M.E. La C.F.D.T. a réaffirmé aussi sa volonté de voir fixer à 35 % la représentation du patronat au sein des comités d'administration de la Sécurité sociale au lieu de 50 % actuellement. Ce que conteste le C.N.P.F. en menaçant de se retirer de ces comités.

De son côté, M. Gattaz a indiqué que l'ordonnance sur la durée du travail n'accorde pas une « réduction automatique » d'une heure par semaine, mais qu'elle fixe la « durée légale » à trente-neuf heures au lieu de quarante. M. Chotard, premier vice-président de l'organisation patronale, a précisé à ce propos que les négociations paritaires « se sont pas terminées ou doivent reprendre » dans certaines branches professionnelles afin de faire appliquer l'ordonnance.

Aucune offre précise de négociation nouvelle au niveau national n'a été présentée par le C.N.P.F. Il est vrai qu'avec d'autres interlocuteurs, notamment la C.G.C., le patronat a annoncé l'ouverture de discussions sur le statut de l'immobilier et sur la formation.

## AGRICULTURE

## L'AGITATION PAYSANNE

## L'entretien entre MM. Mitterrand et Guillaume a consacré la représentativité de la F.N.S.E.A.

En visite officielle dans le Calvados, Mme Cresson, ministre de l'Agriculture, a été prise à partie mardi 3 février, en début d'après-midi, par des manifestants qui l'ont contrainte à prendre un hélicoptère pour se retirer. Peu après, à 15 heures, M. Mitterrand recevait à Paris M. François Guillaume, président de la F.N.S.E.A. L'entretien a duré quatre-vingt-cinq minutes. Il a porté sur le revenu agricole, la concertation et la négociation agro-budgétaire européenne. Le chef de l'Etat a renouvelé son engagement de maintenir une attitude de fermeté dans cette négociation. Il s'est

montré aussi préoccupé par le contentieux existant entre le gouvernement et la F.N.S.E.A., cette question ayant occupé, selon M. Guillaume, les deux tiers du temps qu'a duré l'entretien. L'Elysée n'a pas fait de commentaires, mais, pour le président de la F.N.S.E.A., cette rencontre est de nature à améliorer les relations entre les agriculteurs et le pouvoir, même si leurs manifestations doivent continuer.

A sa sortie de l'Elysée, M. Guillaume a répondu à nos questions.

## « Nous avons été écoutés »

« Quelles sont selon vous les chances de la France d'obtenir une augmentation des prix agricoles, je ne dis pas de 18 % comme vous le demandez, mais au moins égale à l'inflation ? »

— Du côté chances, il y a d'abord le fait que tous les agriculteurs européens ont besoin d'être protégés par le chantage britannique. Dans ce cas, et en dernière extrémité, nous demanderons au gouvernement de prendre des mesures conservatoires. Je n'ai pas rencontré d'opposition du président sur ce thème.

— L'entretien que vous avez eu avec M. Mitterrand a-t-il été de nature à modifier vos rapports jusqu'à présent franchement mauvais entre la F.N.S.E.A. et le gouvernement ?

— Les deux tiers du temps de l'entretien ont porté sur la concertation, et ce débat a été abordé par M. Mitterrand, qui m'a demandé des exemples précis sur la volonté de nuire à la F.N.S.E.A. Je les lui ai donnés.

— Quelle est la mesure immédiate que vous voudriez voir

n'étaient pas fixés à Bruxelles le 1<sup>er</sup> avril ? Ent-que ce dialogue vous fait peur ?

— Oui, il me fait peur pour les producteurs de lait et de viande, qui subissent les conséquences immédiates de cette non-fixation (pour ces produits, la hausse des prix de campagne doit intervenir dès le 1<sup>er</sup> avril). Nous risquons d'être piégés par le chantage britannique. Dans ce cas, et en dernière extrémité, nous demanderons au gouvernement de prendre des mesures conservatoires. Je n'ai pas rencontré d'opposition du président sur ce thème.

— L'entretien que vous avez eu avec M. Mitterrand a-t-il été de nature à modifier vos rapports jusqu'à présent franchement mauvais entre la F.N.S.E.A. et le gouvernement ?

— Les deux tiers du temps de l'entretien ont porté sur la concertation, et ce débat a été abordé par M. Mitterrand, qui m'a demandé des exemples précis sur la volonté de nuire à la F.N.S.E.A. Je les lui ai donnés.

— Quelle est la mesure immédiate que vous voudriez voir

prendre par le ministère de l'Agriculture pour améliorer vos rapports ?

— Que, par des exemples concrets, on montre qu'une organisation de sept cent mille adhérents — six cent vingt-cinq mille selon le chiffre transmis à M. Mitterrand — n'a pas le même poids que les autres dans les négociations. J'ai dit au président de la République que j'étais sans illusion sur la réforme du mode de scrutin pour les élections aux chambres d'agriculture. Il sera pour nous aussi défavorable que possible, mais le lui ai demandé s'il tirerait les conséquences de résultats de ces élections au niveau de la représentation syndicale. Il m'a répondu : « Cela paraît logique ».

— Le président de la République a-t-il pris des engagements précis à votre égard ?

— Non, mais nous n'étions pas là pour cela. Il a écouté et pris de nombreuses notes.

Propos recueillis par JACQUES GRALL.

## La rude journée de Mme Cresson

De notre correspondant

Caen. — Rude journée normande pour Mme Edith Cresson. Mardi 2 février, le ministre de l'Agriculture a dû être arraché à la colère des manifestants qui s'étaient rassemblés à la faveur de sa visite dans le Calvados. L'incident a eu lieu sur l'exploitation de M. Latoray à Alençon.

La tournée de Mme Cresson, faite en compagnie de M. Fauchille, préfet de région, se présentait au départ sous les meilleurs auspices. Un échange courtois avait d'abord eu lieu avec le porte-parole de la F.D.S.E.A. du Calvados, à la sortie du Centre interprofessionnel du lait à Hérouville-Saint-Clair. A la ferme d'Alençon, les agriculteurs étaient plus nombreux à attendre le ministre. Quelques cris à son passage. Mme Cresson put déguster tranquillement pommes (nouveau apéritif normand) et galettes en parcourant les installations. Les rangs d'agriculteurs avaient cependant grandi autour des personnalités officielles. Lorsque le ministre vint se rejoindre, elle fut vite entourée d'une masse d'interlocuteurs, dont certains n'étaient pas en tenue d'ambassade. Attendue pour

le déjeuner officiel à la préfecture à 19 heures, Mme Cresson, dans les moments de discorde, de convulsion, de quelque échange impossible, quelquefois tendu, s'est décidée à la « retenir » le plus longtemps possible. Certains placèrent une charrue pour empêcher l'accès à la RN 15 vers Caen. Bousculades, malgré les appels au calme du respectable syndical. Mme Cresson dut battre en retraite vers la ferme avant d'être évacuée par hélicoptère. Sous la protection de gendarmes mobiles, Mme Cresson dut courir à travers un pré vers la zone d'atterrissage préservée par les forces de l'ordre.

L'après-midi, avec courage, elle sera présente au rendez-vous avec les responsables syndicaux et écologistes pour s'expliquer à nouveau et confirmer la compensation de 40 millions de francs pour les pertes provenant de la collecte laitière. Aussitôt après, elle regagnait Paris pour une réunion interministérielle sur les coûts de production. Un rude mardi pour Mme Cresson.

DANIEL MORNET.

## La colère des douaniers

Après l'échec des négociations entre les syndicats et la direction générale des douanes, mardi 3 février, le conflit des douaniers est toujours dans l'impasse. Un mouvement de grève générale est prévu pour le jeudi 4 février à l'échelle nationale. Les quelque vingt-deux mille agents de cette administration protestent notamment contre la suppression de certains avantages acquis, consécutifs à l'application de l'ordonnance sur les trente-neuf heures.

Ce mouvement, qui a débuté le 24 janvier et se traduit par une grève du zèle, provoque d'im-

portantes perturbations aux postes frontalières et dans les aéroports internationaux. A Roissy, seules les compagnies de la compagnie Air France ont pu assurer les vols internationaux. En ce qui concerne les autres compagnies, les agents observent une stricte application des règlements, ce qui occasionne de nombreux retards. D'importants douaniers sont signalés à la frontière franco-allemande à Sarrebruck, ainsi que dans les Pyrénées-Atlantiques, à la frontière espagnole. Seules les voitures particulières franchissent les postes de douane sans encombre.

## « Nous qui rapportons tant d'argent à l'Etat... »

De notre envoyé spécial

Hendaye. — Les douaniers sont à l'usage de l'industrie que portent leurs agents, elles datent de la dernière guerre » disent les fonctionnaires d'Hendaye qui estiment que la coupe est pleine. Ils n'ont pas encore « digéré » le « coup de jarret » des autorités qui les ont contraints d'évacuer leur lieu de travail. « On n'a jamais eu ça dans l'histoire de la douane et ça s'est produit à deux reprises depuis le début du siècle, en 1914 et en 1936 », dit-il.

La majorité du personnel a cependant décidé de reprendre le travail mardi après-midi 3 février.

## LES SYNDICATS VEULENT OBTENIR UNE RÉDUCTION EFFECTIVE

(Suite de la première page.)

Les difficultés d'application des mesures gouvernementales — les syndicats entendent obtenir une réduction effective du temps de travail, sans perte de salaire et sans rattachement des congés existants — se doublent d'une polémique juridique entre le C.N.P.F. et le ministère du travail sur l'entrée en vigueur de la cinquième semaine de congés payés.

Au 1<sup>er</sup> février — date d'application de l'ordonnance, dit le patronat, ce qui supprime plusieurs jours de congés pour 1982. Au 17 juillet 1981 — jour de la signature du protocole d'accord national entre les partenaires sociaux, — dit la Rue de Grenelle, qui confirme que la cinquième semaine est entièrement due aux travailleurs dès cette année.

La multiplication des conflits n'empêche pas, cependant, que des accords continuent d'être conclus : cela vient d'être le cas dans deux branches professionnelles, le papier-carton et le verre mécanique, et dans deux grandes entreprises, Peugeot et la SNIAS.

mais en continuant la grève du zèle ce que les douaniers appellent par un bel euphémisme « l'application stricte des règlements ». Ce qui provoque de nouveaux embouteillages, notamment au poste de Biarritz où la route et la colère des routiers qui se traitent en « 4x4 », ont conduit à une circulation de la route à la fin de l'après-midi, après de longues négociations avec les pouvoirs publics, mais la circulation s'effectue lentement.

Après l'échec des négociations au niveau national, les douaniers semblent plus déterminés. Dans la région d'Hendaye ils sont même jusqu'à qualifier les policiers de la PAF (police de l'air et des frontières) de « briseurs de grève » et s'insurgent qu'on ait réduit les dimensions de leur conflit à une suppression des avantages acquis consécutifs à l'application de l'ordonnance sur les 39 heures. Certes, ils refusent, que les temps de repas ou le délai de route inclus dans leurs 41 heures hebdomadaires soient « rognés » sous prétexte d'appliquer la législation nouvelle. Pourquoi, disent-ils, nous reprendre d'une main ce qu'on nous donne de l'autre. Mais ce n'est pas tout. Et les douaniers d'énumérer une série de revendications qui se sont accumulées au fil des ans et devant l'intransigence de l'administration. 5<sup>e</sup> : cela continue malgré le nouveau pouvoir, ajoute l'inter-syndicat.

Pour ne reprendre que quelques-unes d'entre elles, les fonctionnaires de cette administration réclament par exemple : trois mois de primes pour tous et l'intégration de celles-ci dans le calcul des pensions et des retraites ; une redistribution équitable des remises accordées aux receveurs (1 franc pour 1.000 francs de taxes perçues) ; un taux unique pour les indemnités de mission ; la tournée et de déménagement ; la détermination d'un en tous les cinq ans comme dans la police ; le son décompte des années dans les congés ; l'intégration des agents brevétés, etc. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

Diamantaires d'Anvers S.G. INFORMEZ-VOUS

Plan Diamant  
Diamant Investment  
Diamant Bijou  
Saphir - Rubis - Émeraudes  
261.85.12  
Quartier du Louvre au Samedi inclus  
24, place Vendôme PARIS

261.85.12



# LA RENCONTRE ENTRE M. MATHIEU ET M. GATTEL

## Un constat de divergences

Paris. — M. Mathieu, ministre de l'Énergie, et M. Gattel, ministre de l'Industrie, se sont rencontrés jeudi matin à l'Élysée. Cette rencontre, la première depuis leur prise de fonction, a été l'occasion d'un échange de vues sur les relations Nord-Sud et sur les investissements étrangers. M. Mathieu a souligné la nécessité d'une coopération étroite entre les deux ministères pour développer l'énergie nucléaire et les énergies renouvelables. M. Gattel a répondu que l'industrie française était prête à accueillir de nouveaux investissements, à condition qu'ils soient rentables et créent des emplois.

# TATION PAYSANNE

## MM. Mitterrand et Guillaumet

### représentative de la F.N.S.E.A.

Paris. — M. Mitterrand, ministre de l'Agriculture, a reçu jeudi matin M. Guillaumet, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.). M. Mitterrand a remercié M. Guillaumet pour son engagement en faveur des paysans et a promis de faire passer ses préoccupations au gouvernement.

# ons été ecoutes

Paris. — M. Mitterrand, ministre de l'Agriculture, a reçu jeudi matin M. Guillaumet, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.). M. Mitterrand a remercié M. Guillaumet pour son engagement en faveur des paysans et a promis de faire passer ses préoccupations au gouvernement.

# La radio journée de Mme Cresser

Paris. — M. Mitterrand, ministre de l'Agriculture, a reçu jeudi matin M. Guillaumet, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.). M. Mitterrand a remercié M. Guillaumet pour son engagement en faveur des paysans et a promis de faire passer ses préoccupations au gouvernement.

## ÉTRANGER

### En Grande-Bretagne

## Mme Thatcher refuse toute politique de relance visant à réduire le chômage

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher restera-t-elle seule en Europe à refuser toute politique de relance visant à réduire le chômage ? Bien que les pressions augmentent de tous côtés, du côté du patronat, des syndicats, de quelques députés conservateurs, la « dame de fer » paraît inflexible. Le budget pour l'année fiscale commençant le 1<sup>er</sup> avril sera présenté le 9 mars. Des premiers débats au sein du gouvernement, il ressort que ce sera tout au plus un budget neutre destiné à accompagner une reprise naturelle de l'économie, selon l'expression du chancelier de l'Échiquier. Les dépenses publiques devraient augmenter de 9,5 % seulement, alors que la hausse des prix de cette année se situera plutôt au-dessus de 10 % et les allègements fiscaux que le gouvernement pourrait introduire dans son prochain budget devraient se limiter à tenir compte de l'inflation.

Pour la Confédération de l'industrie britannique (C.B.I.), c'est largement insuffisant. L'organisation patronale, qui par le mardi 2 février le soutien d'un groupe de députés conservateurs, envisage les prochains mois avec un certain pessimisme. Si la situation des entreprises s'est sensiblement améliorée dans la dernière période grâce à une hausse de la productivité et à l'abaissement des coûts de production, on n'enregistre aucun signe de reprise de la demande. La C.B.I. réclame donc au chancelier de l'Échiquier une légère augmentation de 1,8 milliard de livres de l'endettement de l'État, qui doit atteindre cette année 9 milliards de livres, soit 59 milliards de francs. Cette somme serait utilisée à la fois pour un allègement des charges pesant sur les entreprises et pour un accroissement des investissements publics.

Le contre-projet de budget présenté le même jour par les syndicats est beaucoup plus ambitieux. Le TUC demande un « paquet » de 8,5 milliards de livres compensant notamment 2,9 milliards d'investissements supplémentaires dans les secteurs public et nationalisés, 1,7 milliard pour la formation des jeunes et le recyclage des chômeurs, 1,5 milliard pour augmenter les retraites et les diverses prestations sociales ainsi qu'une diminution de deux points et demi de la T.V.A. (taux actuel de 15 %). De ce programme, les syndicats attendent une croissance de 5 % par an sur cinq ans qui permettrait de créer à terme quatre millions d'emplois, alors que le nombre officiel des sans-travail dépasse maintenant trois millions.

Les députés conservateurs et certains ministres qualifiés de « mous » par Mme Thatcher proposent pour leur part une augmentation d'environ 5 milliards de livres des dépenses publiques. Pour résister à ces différents assauts, le premier ministre a promis de tenir compte de l'opinion publique et de la situation économique.

## CONJONCTURE

### Mauvais indice

L'institut national de la statistique a publié il y a quelques jours l'indice de la production industrielle de novembre (le Monde du 29 janvier). Celui-ci ne fait apparaître aucune progression depuis septembre, stagnant au niveau 131 sur la base 100 en 1970. Si l'on remonte un peu plus loin en arrière, on s'aperçoit que le niveau 131 avait déjà été atteint en juin et que l'indice était à un niveau très voisin (130) dès le mois de février. Ainsi donc la production industrielle serait restée à peu près stable depuis le début de l'année, ne progressant que très lentement au rythme de 2 % l'an.

Cette évolution est très différente de celle que l'indice mensuel de l'INSEE faisait apparaître. L'institut de la statistique s'en explique dans une note rétrospective qu'il a publiée le 1<sup>er</sup> janvier 1982. Les corrections effectuées pour tenir compte du nombre de jours normalement ouvrables avaient été affectées d'erreurs.

L'INSEE souligne avec raison que les modifications du profil d'évolution qui résultent des rectifications apportées.

En clair, au lieu d'une évolution fortement contrastée en 1981 (poursuite de la baisse de la production industrielle au cours de la première partie de l'année, puis une remontée au cours de la seconde partie), l'indice reculé fait apparaître un profil presque plat tout au long de l'année. Passons sur l'explication politique que l'opposition tire de cette erreur : « Vous voyez que la gauche socialiste ne débouche sur aucune reprise. » Même corrigé, l'indice de la production industrielle reste un mauvais instru-

## En R.F.A.

### Le gouvernement fédéral aiderait les investissements privés grâce à une majoration de la T.V.A.

De notre correspondant

Bonn. — Le cabinet fédéral met en principe la dernière main, ce mercredi 3 février, à un programme de relance économique qui, depuis des semaines, a été l'objet de controverses passionnées au sein de la coalition. Le débat entre sociaux-démocrates et libéraux a même pris la forme d'un véritable marathon qui touche à sa fin. Le chancelier avertit d'ailleurs les investisseurs que l'Allemagne n'est pas un paradis fiscal et qu'elle ne peut pas être considérée comme un paradis fiscal.

La forme définitive du plan de relance n'est pas encore établie. Ses dispositions doivent aussi être soumises aux groupes parlementaires du S.P.D. et du F.D.P. Or beaucoup de députés sont mécontents d'avoir été tenus à l'écart d'une discussion menée en tout petit comité par une poignée de dirigeants des deux partis. Une décision importante paraît toutefois acquise. La T.V.A. devrait être portée de 13 à 14 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1983. Cette mesure rapporterait quelque 8 milliards de marks (1) par an. Elle a été combattue par les libéraux, qui ont toujours refusé jusqu'à présent d'admettre un accroissement de la fiscalité. Afin d'apaiser leurs scrupules, il semble que l'on veuille recourir à ce qui pourrait être en fin de compte un autre tour de passe-passe : le gouvernement s'engagerait à réduire l'impôt sur les salaires et sur les revenus à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1984, mais rien ne garantit que dans deux ans cette promesse puisse être respectée.

D'autres mesures, réclamées par les libéraux (et aussi par les sociaux-démocrates), ont des chances d'être adoptées. Il s'agit d'assouplir les dispositions en vigueur afin de faciliter une augmentation des loyers. Une initiative de ce genre paraît indispensable pour encourager la construction qui souffre d'un marasme sans précédent. Les mesures de relance, elles, ne sont connues que dans leurs grandes lignes. Tout d'abord, les investissements publics seraient augmentés, selon la répartition de 49 %. En données corrigées des variations saisonnières, la R.F.A. comptait 1 590 000 demandeurs d'emploi fin janvier, en accroissement de 1,7 % par rapport à fin décembre, mais de 32 % par rapport à janvier 1981. — (A.F.P.)

## En Italie

### La première grève générale depuis six ans a paralysé la région piémontaise

De notre envoyé spécial

Turin. — Toute la région du Piémont a été paralysée, le mardi 2 février, par une grève générale, la première de cette ampleur depuis six ans. A l'appel des trois grandes confédérations syndicales (C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L.), toutes les catégories professionnelles ont cessé le travail pour protester contre le chômage et ce que les syndicats appellent l'« inertie » du gouvernement.

Cette grève était aussi un test de la combativité ouvrière, après les grandes réorganisations opérées au cours des quinze derniers mois par la société Fiat, et marquées notamment par la mise en « cassa integrazione » (sorte de chômage technique) de vingt-trois mille travailleurs. A l'optimisme affiché chez Fiat, qui effectivement a bouclé 1981 avec un bilan encourageant, démontant la direction le bien-fondé des mesures prises, les syndicats opposent une analyse bien différente étayée par des chiffres alarmants. « Le bien fondé de la Fiat n'est qu'un maquillage de la réalité », explique M. Fausto Bertinotti, secrétaire régional de la C.G.I.L. La crise est profonde : le moteur du développement est entravé et la « mise en ordre » dans la maison Fiat repose sur la peur des employés de se retrouver sur les prochaines listes de la « cassa integrazione ».

Le tableau économique et social du Piémont n'encourage guère à priori ceux qui ont du travail à contester la politique patronale : 341 entreprises en difficulté ; 141 000 chômeurs ; 49 000 travailleurs en chômage technique ; 9 000 sur les listes de mobilité. En un an, les industries ont renoncé à 49 000 postes de travail et recouru à 160 millions d'heures de la « cassa integrazione ».

Ce que les autorités appellent le « cas Piémont » — une expression rejetée par les syndicats — précède le gouvernement. Celui-ci vient de faire voter 3 400 milliards de livres (1) de crédits aux entreprises pour développer des technologies nouvelles. Mais les syndicats critiquent une mesure prise sans que soit clairement établie la relation entre l'utilisation qui sera faite de ces fonds et l'emploi : « Nous attendons une véritable politique de programmation, et non pas un empirisme palliant les difficultés sans essayer d'y remédier. » Autre revendication : mettre sur pied une politique d'aide aux petites et moyennes entreprises qui leur permette d'acquiescer une autonomie, et non de s'entretenir un peu

## ÉNERGIE

## L'accord franco-algérien sur le gaz se veut exemplaire pour les relations Nord-Sud

(Suite de la première page.)

En revanche, l'Algérie, « pays souverain », pourra disposer comme il l'entend de cet argent. Autant dire que l'idée d'un fonds de développement, base des travaux des deux pays désignés au mois d'octobre, M.M. Jeanneney et Hadj Yala, reprise ensuite par M. Cheysson, est abandonnée. Cela n'empêchera pas les relations entre les deux pays de reprendre un cadre nouveau et très ambitieux, exemplaire, dit-on au Quai d'Orsay. Et de rappeler la confirmation, lors de la visite à Alger de M. Jeanneney, de ce qui a été très largement ébauché par M. Dreyfus, à savoir l'affectation d'une quinzaine de projets industriels que les entreprises françaises pour 12 milliards de francs rapatriables (le Monde du 21 janvier). Un accord global de coopération sera d'ailleurs conclu dans les prochaines semaines.

Les deux ministres français ont aussi souligné la nécessité d'une diversification des approvisionnements énergétiques de la France : diversification par sources qui justifie « un effort considérable dans le domaine électro-nucléaire », et un recours accru au gaz naturel pour amoindrir la dépendance à l'égard du pétrole ; diversification géographique qui explique la signature du contrat franco-algérien comme l'accord du 3 février avec l'Algérie. Ces deux pays couvriront néanmoins 50,5 % de la consommation française de gaz en 1990 si la part du gaz est de 13,5 % du bilan énergétique (bas de la fourchette des objectifs gouvernementaux) et de 52,9 % si la part du gaz atteint 17,3 %. Avec les contrats signés jusqu'à présent les objectifs ne sont pas encore assurés (le Monde du 26 janvier). Cet accord, s'il met heureuse-

ment fin à un contentieux qui empoisonnait les relations entre les deux pays et affectait les liens privilégiés entre Paris et Alger, n'en pose pas moins dans le domaine de l'énergie un certain nombre de questions.

La stabilisation des cours des matières premières n'est, à ce point de vue, un des objectifs majeurs des pays industrialisés les plus avancés en matière de dialogue Nord-Sud. Et M. Cheysson a raison de souligner que peu jusqu'à présent a été fait.

Les cours des matières premières énergétiques n'ont cependant plus rien à voir avec ceux des produits vitaux pour de nombreux pays (café, cacao, etc.). Le prix du gaz — s'il n'a pas augmenté aussi rapidement que celui du pétrole brut — n'en a pas moins été multiplié par quinze en francs courants, en moins de dix ans. La France redécouvre ainsi au plus producteur d'énergie quel que 150 milliards de francs chaque année. D'où les risques, en dépassant un prix supérieur de 15 à 20 % de ceux des principaux contrats gaziers en cours dans le monde (aussi bien les ventes soviétiques que celles du Canada, du Mexique aux États-Unis) d'une contagion à la hausse des cours du gaz. Car cette politique « exemplaire » à l'égard de l'Algérie sera applicable à tous les autres contrats en cours de négociation avec des pays du tiers-monde : Cameroun, Nigeria, Bénin, Congo, Angola, Trinidad et Tobago. Seule la publication des termes du contrat — prix et modalités d'indexation — sera de nature à apaiser ceux qui craignent qu'en acceptant l'essentiel des revendications algériennes la France n'ait pris le risque de crasser le marché du gaz.

BRUNO DETHOMAS.

## Deux logiques

« L'accord franco-algérien n'est pas un simple accord commercial, mais un accord fondamental de coopération. C'est ce qui explique que le septennat de M. Mitterrand avait dit M. Cheysson, le 27 janvier. L'accord de coopération, dit-il, est encore le ministre, car mutuellement profitable (sous réserve, bien entendu, qu'il soit économiquement équilibré). Dans une certaine mesure, la France doit dépendre de l'Algérie et l'Algérie dépend de la France, mais pour l'une et l'autre (comme d'ailleurs pour à peu près tous les pays du monde), il n'y a d'indépendance que dans l'organisation et la diversification des dépendances. L'accord franco-algérien est destiné à assurer « une sécurité réciproque ».

Accord politique, donc, qui (sous réserve qu'il demeure dans des limites de prix acceptables) ne prêterait pas à la critique, ou y prêterait beaucoup moins, si le gouvernement n'avait justifié la semaine dernière la conclusion d'un autre accord sur le gaz avec l'U.R.S.S., par des considérations essentiellement économiques. « Il ne faut pas mélanger les problèmes », avait alors dit M. Mauroy, c'est-à-dire compromettre notre approvisionnement en gaz pour l'amour de la Pologne. M. Joseph, premier secrétaire du P.S., avait posé ce postulat : « Il faut évaluer la logique des droits de l'homme et la logique économique. » Peut-être, bien que cette définition d'une Raspolnik s'apparente beaucoup plus à celle des précédents dirigeants de la France qu'aux grands principes remis en honneur par la gauche. Encore faudrait-il surtout que le gouvernement fasse clairement savoir à laquelle de ces deux logiques il obéit en priorité.

MAURICE D'ARJUE.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	100 MARCS	100 YENS	100 LIRA	100 POUND
100 \$	16,50	16,50	16,50	16,50	16,50
100 £	16,50	16,50	16,50	16,50	16,50
100 ¥	16,50	16,50	16,50	16,50	16,50
100 L	16,50	16,50	16,50	16,50	16,50

## Taux des Euro-Monnaies

	12/15	15/18	18/21	21/24	24/27	27/30	30/33	33/36	36/39	39/42	42/45	45/48	48/51	51/54	54/57	57/60	60/63	63/66	66/69	69/72	72/75	75/78	78/81	81/84	84/87	87/90	90/93	93/96	96/99	99/102	102/105	105/108	108/111	111/114	114/117	117/120	120/123	123/126	126/129	129/132	132/135	135/138	138/141	141/144	144/147	147/150	150/153	153/156	156/159	159/162	162/165	165/168	168/171	171/174	174/177	177/180	180/183	183/186	186/189	189/192	192/195	195/198	198/201	201/204	204/207	207/210	210/213	213/216	216/219	219/222	222/225	225/228	228/231	231/234	234/237	237/240	240/243	243/246	246/249	249/252	252/255	255/258	258/261	261/264	264/267	267/270	270/273	273/276	276/279	279/282	282/285	285/288	288/291	291/294	294/297	297/300	300/303	303/306	306/309	309/312	312/315	315/318	318/321	321/324	324/327	327/330	330/333	333/336	336/339	339/342	342/345	345/348	348/351	351/354	354/357	357/360	360/363	363/366	366/369	369/372	372/375	375/378	378/381	381/384	384/387	387/390	390/393	393/396	396/399	399/402	402/405	405/408	408/411	411/414	414/417	417/420	420/423	423/426	426/429	429/432	432/435	435/438	438/441	441/444	444/447	447/450	450/453	453/456	456/459	459/462	462/465	465/468	468/471	471/474	474/477	477/480	480/483	483/486	486/489	489/492	492/495	495/498	498/501	501/504	504/507	507/510	510/513	513/516	516/519	519/522	522/525	525/528	528/531	531/534	534/537	537/540	540/543	543/546	546/549	549/552	552/555	555/558	558/561	561/564	564/567	567/570	570/573	573/576	576/579	579/582	582/585	585/588	588/591	591/594	594/597	597/600	600/603	603/606	606/609	609/612	612/615	615/618	618/621	621/624	624/627	627/630	630/633	633/636	636/639	639/642	642/645	645/648	648/651	651/654	654/657	657/660	660/663	663/666	666/669	669/672	672/675	675/678	678/681	681/684	684/687	687/690	690/693	693/696	696/699	699/702	702/705	705/708	708/711	711/714	714/717	717/720	720/723	723/726	726/729	729/732	732/735	735/738	738/741	741/744	744/747	747/750	750/753	753/756	756/759	759/762	762/765	765/768	768/771	771/774	774/777	777/780	780/783	783/786	786/789	789/792	792/795	795/798	798/801	801/804	804/807	807/810	810/813	813/816	816/819	819/822	822/825	825/828	828/831	831/834	834/837	837/840	840/843	843/846	846/849	849/852	852/855	855/858	858/861	861/864	864/867	867/870	870/873	873/876	876/879	879/882	882/885	885/888	888/891	891/894	894/897	897/900	900/903	903/906	906/909	909/912	912/915	915/918	918/921	921/924	924/927	927/930	930/933	933/936	936/939	939/942	942/945	945/948	948/951	951/954	954/957	957/960	960/963	963/966	966/969	969/972	972/975	975/978	978/981	981/984	984/987	987/990	990/993	993/996	996/999	999/1002	1002/1005	1005/1008	1008/1011	1011/1014	1014/1017	1017/1020	1020/1023	1023/1026	1026/1029	1029/1032	1032/1035	1035/1038	1038/1041	1041/1044	1044/1047	1047/1050	1050/1053	1053/1056	1056/1059	1059/1062	1062/1065	1065/1068	1068/1071	1071/1074	1074/1077	1077/1080	1080/1083	1083/1086	1086/1089	1089/1092	1092/1095	1095/1098	1098/1101	1101/1104	1104/1107	1107/1110	1110/1113	1113/1116	1116/1119	1119/1122	1122/1125	1125/1128	1128/1131	1131/1134	1134/1137	1137/1140	1140/1143	1143/1146	1146/1149	1149/1152	1152/1155	1155/1158	1158/1161	1161/1164	1164/1167	1167/1170	1170/1173	1173/1176	1176/1179	1179/1182	1182/1185	1185/1188	1188/1191	1191/1194	1194/1197	1197/1200	1200/1203	1203/1206	1206/1209	1209/1212	1212/1215	1215/1218	1218/1221	1221/1224	1224/1227	1227/1230	1230/1233	1233/1236	1236/1239	1239/1242	1242/1245	1245/1248	1248/1251	1251/1254	1254/1257	1257/1260	1260/1263	1263/1266	1266/1269	1269/1272	1272/1275	1275/1278	1278/1281	1281/1284	1284/1287	1287/1290	1290/1293	1293/1296	1296/1299	1299/1302	1302/1305	1305/1308	1308/1311	1311/1314	1314/1317	1317/1320	1320/1323	1323/1326	1326/1329	1329/1332	1332/1335	1335/1338	1338/1341	1341/1344	1344/1347	1347/1350	1350/1353	1353/1356	1356/1359	1359/1362	1362/1365	1365/1368	1368/1371	1371/1374	1374/1377	1377/1380	1380/1383	1383/1386	1386/1389	1389/1392	1392/1395	1395/1398	1398/1401	1401/1404	1404/1407	1407/1410	1410/1413	1413/1416	1416/1419	1419/1422	1422/1425	1425/1428	1428/1431	1431/1434	1434/1437	1437/1440	1440/1443	1443/1446	1446/1449	1449/1452	1452/1455	1455/1458	1458/1461	1461/1464	1464/1467	1467/1470	1470/1473	1473/1476	1476/1479	1479/1482	1482/1485	1485/1488	1488/1491	1491/1494	1494/1497	1497/1500	1500/1503	1503/1506	1506/1509	1509/1512	1512/1515	1515/1518	1518/1521	1521/1524	1524/1527	1527/1530	1530/1533	1533/1536	1536/1539	1539/1542	1542/1545	1545/1548	1548/1551	1551/1554	1554/1557	1557/1560	1560/1563	1563/1566	1566/1569	1569/1572	1572/1575	1575/1578	1578/1581	1581/1584	1584/1587	1587/1590	1590/1593	1593/1596	1596/1599	1599/1602	1602/1605	1605/1608	1608/1611	1611/1614	1614/1617	1617/1620	1620/1623	1623/1626	1626/1629	1629/1632	1632/1635	1635/1638	1638/1641	1641/1644	1644/1647	1647/1650	1650/1653	1653/1656	1656/1659	1659/1662	1662/1665	1665/1668	1668/1671	1671/1674	1674/1677	1677/1680	1680/1683	1683/1686	1686/1689	1689/1692	1692/1695	1695/1698	1698/1701	1701/1704	1704/1707	1707/1710	1710/1713	1713/1716	1716/1719	1719/1722	1722/1725	1725/1728	1728/1731	1731/1734	1734/1737	1737/1740	1740/1743	1743/1746	1746/1749	1749/1752	1752/1755	1755/1758	1758/1761	1761/1764	1764/1767	1767/1770	1770/1773	1773/1776	1776/1779	1779/1782	1782/1785	1785/1788	1788/1791	1791/1794	1794/1797	1797/1800	1800/1803	1803/1806	1806/1809	1809/1812	1812/1815	1815/1818	1818/1821	1821/1824	1824/1827	1827/1830	1830/1833	1833/1836	1836/1839	1839/1842	1842/1845	1845/1848	1848/1851	1851/1854	1854/1857	1857/1860	1860/1863	1863/1866	1866/1869	1869/1872	1872/1875	1875/1878	1878/1881	1881/1884	1884/1887	1887/1890	1890/1893	1893/1896	1896/1899	1899/1902	1902/1905	1905/1908	1908/1911	1911/1914	1914/1917	1917/1920	1920/1923	1923/1926	1926/1929	1929/1932	1932/1935	1935/1938	1938/1941	1941/1944	1944/1947	1947/1950	1950/1953	1953/1956	1956/1959	1959/1962	1962/1965	1965/1968	1968/1971	1971/1974	1974/1977	1977/1980	1980/1983	1983/1986	1986/1989	1989/1992	1992/1995	1995/1998	1998/2001	2001/2004	2004/2007	2007/2010	2010/2013	2013/2016	2016/2019	2019/2022	2022/2025	2025/2028	2028/2031	2031/2034	2034/2037	2037/2040	2040/2043	2043/2046	2046/2049	2049/2052	2052/2055	2055/2058	2058/2061	2061/2064	2064/2067	2067/2070	2070/2073	2073/2076	2076/2079	2079/2082	2082/2085	2085/2088	2088/2091	2091/2094	2094/2097	2097/2100	2100/2103	2103/2106	2106/2109	2109/2112	2112/2115	2115/2118	2118/2121	2121/2124	2124/2127	2127/2130	2130/2133	2133/2136	2136/2139	2139/2142	2142/2145	2145/2148	2148/2151	2151/2154	2154/2157	2157/2160	2160/2163	2163/2166	2166/2169	2169/2172	2172/2175	2175/2178	2178/2181	2181/2184	2184/2187	2187/2190	2190/2193	2193/2196	2196/2199	2199/2202	2202/2205	2205/2208	2208/2211	2211/2214	2214/2217	2217/2220	2220/2223
--	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------



Le Monde

## régions

## LA PROTECTION DU PATRIMOINE

## Douze grands sites touristiques vont être classés

Ce sont finalement douze grands sites d'intérêt national, et non huit comme l'avait annoncé le ministre de l'environnement en novembre 1981 (le Monde du 27 novembre 1981), dont les décrets vont être classés pour améliorer leur protection.

L'idée n'est pas nouvelle. Il y a longtemps que sur les sites en question, comme le ballon d'Alsace, la presqu'île de Crozon ou Albi, certaines parcelles sont déjà classées. Mais on s'aperçoit à présent que cette barrière juridique contre des espaces trop restreints pour être réellement efficaces. Il faut donc l'étendre.

Déjà, en août 1981, M. Michel d'Ornano, alors ministre de l'environnement et du cadre de vie, avait annoncé qu'il allait financer le nettoyage et la réhabilitation de quinze grands sites touristiques en commençant par les caps Grise-Nez et Blanc-Nez dans le Pas-de-Calais. On pensait alors que la protection assurée par les plans d'occupation des sols des communes environnantes suffirait. Il s'agissait plutôt de mener des travaux d'aménagement pour cloisonner les places les plus voyantes : parkings abusifs, marchands de frites, etc.

M. Michel d'Ornano a repris cette idée des grands sites nationaux dont la préservation est indispensable, mais il en a sensiblement modifié le contenu et le tableau. Il se classe maintenant dans la loi de 1930 sur les sites remarquables. Cela suppose l'assentiment des communes concernées et la mise en œuvre d'une procédure lente et lourde passant par une enquête publique, un avis du

Conseil d'Etat et un décret ministériel. Les projets de construction, de recherches minières, de routes, d'équipements et d'installations de lignes E.D.F. sur le site alpin préservé doivent être, dès lors, soumis à l'avis de la commission départementale des sites et à l'accord du ministre de l'environnement.

Voici la liste des sites qui vont être plus largement protégés.

● **Le ballon d'Alsace** : ce sommet qui se partageait trois communes et trois départements (Vosges, Haut-Rhin, Lorraine de Belfort) est actuellement menacé par un lotissement, encombré d'un remonte-pente et sous le coup d'une demande de recherche d'uranium. Six cents hectares vont être classés sur la crête et sur les pentes. La réhabilitation des lieux est entreprise. L'enquête publique est achevée.

● **Le cap de la Chèvre (Finistère)** : plusieurs milliers d'habitants sont concernés à l'extrémité de la presqu'île de Crozon. Ils se raccorderont au site déjà classé de Camaret. L'enquête publique s'ouvrira dans les semaines qui viennent.

● **Les gorges de l'Ardeche** : l'enquête publique qui porte sur 300 hectares traversant trois communes est terminée. Le site protégé verra en complément

d'une réserve naturelle déjà existante.

● **Albi (Côte-d'Or)** : la célèbre bataille d'ennement au cours de laquelle César vainquit de Vercingétorix s'est déroulée sur plus de 7 000 hectares. C'est l'ensemble qui, avec l'approbation des onze communes concernées, devait être mis à l'abri à l'exception du bourg industriel des Laumes.

● **Le Puy-Mary (Cantal)** : cet ancien volcan, défiguré par des cabanes et un parking, est soumis par le plan d'occupation des sols à une érosion intense. Alors classé d'une vaste zone allant jusqu'aux crêtes voisines, le site sera nettoyé.

● **Le Canigou (Pyrénées-Orientales)** : ce sommet qui domine de 2 700 mètres tout le Roussillon est déjà classé, mais ses pentes menacées par une mine de tungstène, ne le sont pas. Plusieurs centaines d'hectares et dix communes sont touchées.

● **La presqu'île de Saint-Tropez (Var)** : une des dernières zones naturelles de la Côte d'Azur. Trois caps (Camarat, Lardier et Carlaya) et quatre communes (Saint-Tropez, Croix-Valmer, Gassin et Saint-Tropez) sont affectés par le projet de protection qui date de 1977. On s'attend à des difficultés locales.

● **Le bois du Mont-Saint-Michel** : le Mont lui-même est depuis longtemps classé monument historique. Sur les rives de la baie qui lui sert d'écrin, certaines zones sont protégées (falaises, pointes, embouchures). Mais des porcheries et des installations d'éleveurs de moules commencent à nuire au site. La zone à classer comprendra les communes de Saint-Vaast-la-Hougue, Saint-Pierre-la-Nidrie, et de Saint-Vaast-la-Hougue.

● **La pointe du Raz (Finistère)** : l'abandon du projet nucléaire de Belfort rend possible la protection de ce cap tout entier au titre des sites naturels. Il faudra encore supprimer ou dissimuler les parkings et les commerces qu'on a laissés s'installer sur ce promontoire unique au monde. L'opération de réhabilitation s'annonce fort coûteuse.

● **Le massif des Alpilles (Bouches-du-Rhône)** : cette célèbre région française du sud-est, d'où quelques parcelles sont inscrites, est menacée par des projets immobiliers, les exploitations minières, les lignes à haute tension, les prospecteurs pétroliers. Il s'agit de classer la zone centrale et d'établir autour un périmètre de moindre protection.

● **La montagne Sainte-Victoire (Bouches-du-Rhône)** : autour de quelques parcelles déjà classées sur ce massif qui inspira le peintre Cézanne, on va étendre la protection à toute la montagne et au plateau qui s'étend à ses pieds. La plaine bénéficiera de mesures moins contraignantes.

● **Les gorges du Verdon (Var et Alpes-Maritimes)** : le projet de barrage du Chateaufort, le périmètre du classement déjà prévu va être étendu. Il touche six communes.

## Franche-Comté

## Les projets de la DATAR sement la zizanie entre Belfort et Montbéliard

De notre correspondant

Besançon. — La Franche-Comté n'est plus en tête des régions pour la progression des demandes d'emploi non satisfaites. Avec un taux d'augmentation de 30,5 % par rapport à décembre 1980, elle est redescendue à la fin 1981 au troisième rang après l'Alsace et la Lorraine. Cette « mauvaise nouvelle », selon les termes du préfet, M. Jean Amet, le 1<sup>er</sup> février devant le conseil régional de Franche-Comté, n'empêchera pas l'établissement public régional de consacrer une part importante de son budget à des actions en faveur de l'emploi, conformément aux orientations prises en septembre dernier et que M. Jean-Pierre Chevènement a rappelées avant de céder la présidence régionale à M. Raymond Forni, député socialiste du Territoire de Belfort.

C'est ainsi que la part du budget régional consacrée au développement économique et à l'emploi se trouve augmentée de 122 % par rapport à l'année dernière. La prise en charge par la région (avec l'aide des ASSEDIC et de l'Etat) de vingt-cinq cadres chômeurs qui seront mis à la disposition des P.M.E., constitue sans doute la mesure la plus originale.

Cependant certains élus se plaignent de la façon dont la DATAR a défini — dans un premier projet — les zones pouvant bénéficier des aides au développement industriel. De vives réactions ont été enregistrées dans le Doubs, département exclu du bénéfice

de ces aides. M. Guy Béche, député de Montbéliard, et le maire de cette ville, M. André Lang, tous deux membres du parti socialiste, rejoignent M. Louis Souvet, sénateur apparenté R.P.R., pour protester contre l'inscription du Territoire de Belfort sur la carte établie par la DATAR. Ils estiment en effet, que la situation de l'emploi n'est pas plus favorable dans le pays de Montbéliard.

« Décision technocratique », a lancé M. Béche, tandis que M. Souvet parlait de « décision technique ». Le Territoire de Belfort se voit encore accusé par le député de Montbéliard (lequel a été écarté de la candidature à la présidence du conseil régional), de « décapiter le pouvoir ».

On ne saurait pas loin de voir dans le choix de la DATAR le fruit de démarches influentes du ministre de la recherche et de la technologie M. Jean-Pierre Chevènement s'en défend, et son successeur à la présidence du conseil régional, Belfortais lui aussi, s'est empressé de remettre le caducée empenné entre les mains de l'assemblée régionale pour une session spéciale du conseil régional.

M. Béche, député de Belfort, a déclaré : « Nous nous trouvons au milieu du que le gouvernement de Pierre Mauroy a entrepris avec la mise sur pied des Offices de promotion de nos productions. Notre tâche est de tout faire pour que ces Offices soient véritablement le repère de l'agriculture méridionale. »

— (Corresp.)

## L'État gardera le dernier mot

précise le ministre de l'urbanisme et du logement

« La décentralisation des responsabilités de droit commun en matière d'urbanisme va opérer une révolution fondamentale », a déclaré M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, en précisant ses intentions en matière de protection du patrimoine devant la commission supérieure des sites, le mardi 2 février.

Parlant de la communication sur la politique urbaine qu'il fera au conseil des ministres ce mercredi 3 février, M. Quilliot a déclaré que les collectivités locales « deviennent majeures » et seront prochainement responsables de l'élaboration des plans d'urbanisme et de l'instruction des permis de construire, assurés jusqu'ici par les services de l'Etat, conjointement avec les communes.

« L'Etat conservera des responsabilités éminentes dans le domaine de la protection du patrimoine national et des sites », a déclaré M. Quilliot. Les sites seront associés aux décisions de l'Etat, gardera dans les cas graves le dernier mot et aura le pouvoir d'interdire l'Etat.

Des moyens nouveaux

Souhaitant que la « doctrine soit exposée clairement de manière à éviter les hésitations ou les tâtonnements » (M. Jack Lang, ministre de la culture, avait exprimé une requête similaire devant la commission des sites, en octobre dernier, le ministre a demandé de donner aux agences des bâtiments de France des moyens humains et matériels, et de leur fournir des personnels bien formés, compétents et volontaires, qui

## Faits et projets

## LA C.F.D.T. ET M. FITERMAN.

C'est un jugement nuancé que la Fédération générale des transports (F.G.T.) et de l'équipement C.F.D.T. porte sur les premiers mois de présence de M. Charles Fiterman au ministère des transports. A l'actif du bilan qu'il en a établi, le 1<sup>er</sup> février, M. Gaston Bessay, secrétaire général de la F.G.T.E., inscrit le principe d'une loi d'orientation sur les transports, qui sera votée en 1982, la mise en place d'une commission de réflexion sur les transports, les réunions tripartites (administration, direction, syndicats) prévues d'ici au printemps pour évoquer l'avenir de la C.F.D.T. et certaines actions sociales qui sont globalement dans le bon sens.

Quant aux accusations de « montage » lancées par Force ouvrière à l'encontre du parti communiste, la Fédération les trouve « sans fond » et les évoque ne lui paraît inquiétant.

Au passif, M. Bessay compte l'intervention du ministre, le 26 octobre dernier, qui qualifiait de « propositions dangereuses » certaines actions menées dans diverses entreprises publi-

ques (S.N.C.F., Air France) principalement à l'appel de la C.F.D.T. : « D'autres conflits menés par d'autres organisations syndicales n'ont pas donné lieu à de telles mises en garde », a observé le C.F.D.T. et le F.G.T.E. Il a d'autre part reproché à M. Fiterman d'en être toujours aux « promesses » à l'égard des travailleurs les plus défavorisés, et notamment les routiers, ainsi que l'ajournement des échéances de la loi d'orientation, à laquelle le C.F.D.T. croit beaucoup et dont la discussion parlementaire, prévue pour le printemps, « semble repoussée à octobre ».

Les rapports de la C.F.D.T. avec M. Fiterman sont, a expliqué M. Bessay, placés sous le triple signe de l'égalité de traitement, de l'indépendance syndicale (pas de remise en cause de notre capacité de réflexion et d'action), et de la vigilance, notamment « par rapport à la remise en cause de certaines règles démocratiques ou de représentativité en vigueur dans les entreprises de ce pays », et à l'égard des « opprimés sociaux » qui veulent minimiser le rôle des syndicats. — J. En.

● **M. Gérard Delvaux, sénateur socialiste de l'Hérault, a été élu président du CEPRAC, la Commission de promotion de l'agriculture par la coopération en Languedoc-Roussillon.** — Elu à l'heure même où les vignerons se rassemblent à Béziers, M. Delvaux a déclaré : « Nous nous trouvons au milieu du que le gouvernement de Pierre Mauroy a entrepris avec la mise sur pied des Offices de promotion de nos productions. Notre tâche est de tout faire pour que ces Offices soient véritablement le repère de l'agriculture méridionale. »

— (Corresp.)

apporteront aux élus « une incalculable valeur ajoutée » de laquelle leur intervention sera toujours mal venue. Constatant le retard accumulé depuis vingt ans pendant lesquels « les crédits en faveur des sites n'ont pas augmenté en France constants alors que les superficies protégées faisaient plus que tripler », et condamnant par avance les « protections de circonstance », le ministre a déclaré : « Les sites classés ne doivent subir aucune atteinte sans autorisation exceptionnelle du ministre. Même tout classer moins, mais défendre les classements contre toutes les tentatives. »

« Ces déclarations très fermes sur la nécessaire protection du patrimoine national devaient rassurer ceux qui avaient eu des craintes à l'automne en attendant le ministre de l'urbanisme et du logement, les préoccupations d'un maire de grande ville irrité par les interventions parfois abusives ou maladroites des services de l'Etat.

M. Quilliot avait surpris et déçu les architectes des bâtiments de France, investis d'une autorité hâvessement proportionnelle à leurs moyens; il avait même jeté un trouble profond parmi les directeurs de l'équipement, en les invitant à ne plus se mêler de bon et de mauvais goût.

Il reste que la remise aux maires des plans pourvis sur l'urbanisme sera difficile à concilier quotidiennement avec l'« intérêt national ». Il semble que le gouvernement n'envisage pas de toucher aux lois de 1913 sur les monuments historiques, et de 1930 sur les sites (deux mille cinq cents sont protégés). Mais des aménagements pourraient y être apportés par décret : par exemple, les maires ne sont pas actuellement consultés lors du classement ou de l'inscription d'un monument (trente-deux mille sont protégés actuellement) mesure qui entraine pourtant la création d'un rayon de protection de 500 mètres à l'Etat à « le dernier mot ». — M. Ch.

## Ile-de-France

Un « forum » sur le projet de loi Quilliot

## Dix organisations professionnelles de l'immobilier se constituent en « intersyndicale »

Répondant à l'appel de dix agences immobilières des départements de l'Ile-de-France (1), plus de quatre mille personnes se sont retrouvées mardi 2 février au grand auditorium du Palais des congrès, porte Maillot, à Paris, au forum organisé sur le thème : « Défense de l'habitat : propriété, construction, emploi ».

L'essentiel des propos des dix intervenants a trait aux questions néfastes et fausses pour les propriétaires, les promoteurs, les entreprises de bâtiment.

(1) Chambre syndicale parisiennaise des propriétaires (UNP), Chambre syndicale des promoteurs de l'immobilier de la région d'Ile-de-France, Fédération parisiennaise du bâtiment (F.P.B.), Fédération interdépartementale du bâtiment et des travaux publics d'Ile-de-France, Chambre syndicale des constructeurs immobiliers de l'Ile-de-France (C.S.I.), Chambre syndicale des courtiers immobiliers de l'Ile-de-France (C.S.C.), Chambre syndicale des mandataires en vente de fonds de commerce (COTRAC), Chambre professionnelle nationale des conseillers de l'économie privée.

Le conseil d'administration réuni le 28 janvier 1982 a arrêté les modalités de l'exercice des 30 septembre 1982.

Le chiffre d'affaires global pour l'ensemble des professionnels de l'immobilier de l'Ile-de-France, soit 152 millions de francs, soit une progression de 16 % à structure comparable par rapport à l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice atteignent 1 350 000 francs, soit un niveau de 100 francs par agent, contre 1 200 000 francs l'année dernière, si l'on tient compte des plus-values de cession d'actifs qui ont été réalisées pour 204 000 francs. En outre, les honoraires progressent de 30 % à 1 800 000 francs.

Le seul secteur Bottin, dont le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 114 000 000 francs (+ 14 %), a obtenu en 1981 un résultat de 2 234 000 francs après 3 200 000 francs d'amortissement. Ce résultat est également comparable à celui de l'exercice précédent si l'on retranche les plus-values enregistrées l'année dernière.

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

les administrateurs de biens, les agents immobiliers des départements de l'Ile-de-France, les rapports entre propriétaires et locataires (dit projet de loi Quilliot), qui a été adopté en première lecture à l'Assemblée nationale (le Monde du 27 janvier) : remise en cause du droit de propriété par la création d'un droit à l'habitat, perte de confiance des investisseurs dans la pierre en raison de la limitation de la hausse des loyers, diminution de la construction neuve conduisant à l'augmentation du chômage.

Représentant trois cent mille emplois en Ile-de-France, les dix organisations professionnelles se sont constituées en intersyndicale, qui demande « à être systématiquement consultée avant l'élaboration de toute nouvelle disposition législative ou réglementaire concernant l'habitat ». M. Michel Girard (R.P.R.), président du conseil régional d'Ile-de-France, qui avait apporté la caution de ses pairs à ce forum, a longuement critiqué le projet de loi Quilliot mais aussi la nouvelle loi sur la décentralisation, qui « comporte des risques certains d'indépendance des collectivités locales dans la vie des entreprises ».

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DIDOT - BOTTIN

Le conseil d'administration réuni le 28 janvier 1982 a arrêté les modalités de l'exercice des 30 septembre 1982.

Le chiffre d'affaires global pour l'ensemble des professionnels de l'immobilier de l'Ile-de-France, soit 152 millions de francs, soit une progression de 16 % à structure comparable par rapport à l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice atteignent 1 350 000 francs, soit un niveau de 100 francs par agent, contre 1 200 000 francs l'année dernière, si l'on tient compte des plus-values de cession d'actifs qui ont été réalisées pour 204 000 francs. En outre, les honoraires progressent de 30 % à 1 800 000 francs.

Le seul secteur Bottin, dont le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 114 000 000 francs (+ 14 %), a obtenu en 1981 un résultat de 2 234 000 francs après 3 200 000 francs d'amortissement. Ce résultat est également comparable à celui de l'exercice précédent si l'on retranche les plus-values enregistrées l'année dernière.

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée des actionnaires qui est fixée au 28 mars 1982 un dividende global de 115 francs, soit 12,50 francs par action non comprise, pour chaque action Didot-Bottin.

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

Philip Morris International

ARCHES FINANCIERS

APRIL 1982







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

#### 2. EST-OUEST.

##### ÉTRANGER

- 3-4. EUROPE
  - POLOGNE : le chef de la milice de Varsovie affirme que « l'ennemi ne s'est pas rendu ».
  - ESPAGNE : le P.C.E. est menacé d'écroulement.
  - YUGOSLAVIE : les autorités communistes sur le prochain plan pour entraver le morcellement économique.
- 5. AMÉRIQUES
  - ÉTATS-UNIS : l'opposition démocratique lance l'offensive contre la politique du gouvernement au Salvador.
- 6. DIPLOMATIE
- 7. ASIE
- 8. AFRIQUE
- 9. PROCHÈRE-ORIENT

##### POLITIQUE

- 7. « La lutte des classes à l'Assemblée nationale » (III), par Jean-Yves Lhonnau.
- 8. L'ouverture du vingt-quatrième congrès du P.C.F.
- 9. VU : « Ceux de l'administration », par Claude Sarroute.
- 10. RAPATRIÉS : plusieurs mesures annoncées à Marseille par M. Courrière.

##### SOCIÉTÉ

- 10. JUSTICE
  - Le seul survivant d'un « suicide collectif » devant les ossuaires du Gard.
- 11. SPORTS : les championnats du monde de ski alpin.
- 12. ÉDUCATION : cinquante élèves et dix-huit professeurs emmenés au lycée d'été de Saint-Nazaire.
- 13. MÉDECINE : deux cent mille enfants doivent être vaccinés contre l'hépatite virale en Afrique.
- 14. SCIENCES.

##### ARTS ET SPECTACLES

- 13. EXPOSITIONS : Jackson Pollock au Centre Georges-Pompidou, par Jacques Michel et Michael Bresson.
- 14. POLITIQUE CULTURELLE : le projet de Centre national des arts plastiques, par Geneviève Bréretier. « Une émission ? », par Jeanne Laurent.
- 15. CINÉMA : le Festival de Rotterdam, par Louis Marcori.
- 16. LES EXPOSITIONS.
- 17. RADIO-TELEVISION : « Les fantômes du grand Chignon », par Marc Gienéssini. « Un reportage sans contrôle », par Catherine Humbert. « Portrait d'une femme seule », par Mathilde La Burdonie.
- 18. Entretien avec Jean-Marie Cavada, par Annie Cojean.
- 19. LES THÉÂTRES.
- 20. LES CONCERTS.
- 21. LES CINÉMAS.

##### RÉGIONS

- 32. La protection du patrimoine : douze grands sites touristiques vont être classés.

##### ÉCONOMIE

- 30-31. SOCIAL : la semaine de traitement heures en difficulté.
- AGRICULTURE : l'agitation paysanne.
- CONJONCTURE.
- ÉTRANGER : en Grande-Bretagne, Mme Thatcher refuse toute politique de relance visant à réduire le chômage.

##### RADIO-TELEVISION

- (17 à 20)
  - Informations.
  - Services.
  - (21) : La maison ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.
  - Annonces classées (27 à 29) ; Carnet (28) ; Bourse (30).

Le numéro du « Monde », daté 3 février 1982 a été tiré à 547 833 exemplaires.

(Publié)  
TELEVISIONS  
PRIX FANTASTIQUE  
● Magnifiques TV N.B. 3 ch. à partir de 150 F  
● Magnifiques TV couleur à partir de 250 F  
● Magnifiques TV couleur à partir de 350 F  
Reprise des anciens téléviseurs et main-d'œuvre jusqu'à 6 mois  
Tél. : 631-18-92 - 631-00-49

A B C D E F G

## LE VINGT-QUATRIÈME CONGRÈS DU P.C.F.

### M. Marchais : nous sommes restés prisonniers d'un modèle de socialisme inadapté à notre pays

Le 24<sup>e</sup> congrès du parti communiste français s'est ouvert mercredi matin 3 février à Saint-Ouen. M. Georges Marchais a présenté dans la matinée la première partie du rapport du comité central, la seconde partie de ce rapport devant être lue par le secrétaire général à la tribune, dans l'après-midi.

Devant les deux mille délégués rassemblés sous le vaste dôme du centre sportif de l'île Saint-Denis à Saint-Ouen, Mme Paulette Fort, maire de cette commune, a présenté les

membres du bureau du congrès, qui siégeront pendant cinq jours, jusqu'au dimanche 7 février, à la tribune, devant une immense foule qui affirme la volonté du P.C.F. de « construire le socialisme aux couleurs de la France ». Des ovations ont salué l'appel des noms de M. Georges Marchais, secrétaire général, des quatre ministres communistes, MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Marcel Rigout et Jack Ralite, de M. Georges Séguin, secrétaire général de la C.G.T., et de M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T.

Dès le début du rapport du comité central, M. Georges Marchais s'efforce de tirer « les leçons du passé ». Il souligne « l'importance du rôle électoral » subi par le parti communiste à l'élection présidentielle de mai et aux élections législatives de juin. Le P.C.F. reconnaît-il, n'est pas parvenu à atteindre l'objectif qu'il s'était fixé, à savoir « gagner le maximum de travailleurs et de travailleuses, de citoyens à une politique qui permette de sortir le pays de la crise ». « Le rassemblement » autour du P.C.F. s'est rétréci, reconnaît-il. M. Marchais ne nie pas que « tel ou tel comportement » dans la bataille électorale ait pu avoir de « effets négatifs » sur le résultat final, mais il estime que ce serait « se fourvoyer » que de chercher à les causes déterminantes du recul de son parti. Les résultats des deux derniers scrutins nationaux ont prolongé et accentué brutalement une tendance à l'érosion de notre influence électorale que nous observons, au fil des scrutins, depuis 1973 », ajoute-t-il ; ils constituent, selon lui, « l'aboutissement d'une évolution plus longue commencée dès 1958 ».

Le secrétaire général indique qu'il ne s'agit en aucune façon « de rejeter les responsabilités sur nos détracteurs et les militants qui nous ont précédés ». « Chez nous, communistes, dit-il, les responsabilités sont collectives. Nous les assumons tous. »

Dressant une sorte de bilan de la réflexion qui s'est engagée dans le parti, depuis notamment la publication du rapport d'orientation préparatoire au congrès, en octobre dernier, M. Marchais réaffirme que « les problèmes auxquels nous avons été et sommes confrontés découlent avant tout de retard apporté par notre parti à définir et à proposer une perspective de marche au socialisme, et un socialisme réordonné bien aux conditions générales d'un pays comme le nôtre à l'époque où nous sommes ». Ils découlent aussi « du retard apporté à traduire cette politique en programmes favorisant sa compréhension et son soutien par toutes celles et tous ceux que nous voulons et pouvons gagner à ce combat ». Le secrétaire général note qu'il a fallu aux communistes français vingt années « pour définir de manière concrète un socialisme à la française et une voie française pour y parvenir ». Mais cette définition a été mise au point lors

### Pas de soutien passif au gouvernement

Le secrétaire général évoque les grands traits de la transformation socialiste que son parti entend promouvoir. C'est d'abord la lutte contre les privilèges et les gâchis capitalistes de tous ordres. Cela suppose, dit-il, qu'on frappe les profits excessifs et les revenus abusifs.

Évoquant les nationalisations, il indique : « Elles sont indispensables pour répondre efficacement aux besoins actuels d'un pays développé comme le nôtre. Penser pouvoir réaliser la nouvelle croissance avec le grand capital aux commandes, c'est obscurcir ». Mais M. Marchais souligne que, à côté du secteur public, d'autres formes de propriété sociale, et une structure économique fondée sur la propriété privée doivent demeurer.

Le rapporteur insiste ensuite sur l'attachement du peuple français à la liberté, à la justice, à la culture, y compris « celles qu'on appelle encore parfois les libertés bourgeoises ». Il rappelle la condamnation du stalinisme prononcée par le parti communiste et il déclare : « Nous, communistes français, de génération en génération, nous nous sommes toujours trouvés, dans les assemblées ou dans les usines, au gouvernement ou dans les camps, nous n'avons jamais porté atteinte aux libertés. Tous les partis ne peuvent pas en dire autant en France. »

M. Marchais rappelle que le P.C.F. s'est depuis dix ans prononcé pour l'alternance au pouvoir, contre la notion de parti unique, pour l'indépendance des institutions et pour les libertés individuelles et collectives dans tous les domaines et qu'il a abandonné la notion de dictature du prolétariat. « Évidemment, ajoute-t-il,

## Concentration dans l'industrie agro-alimentaire

### Liebig, Viandox et Materno entrent chez B.S.N.-Gervais-Danone

B.S.N.-Gervais-Danone, le numéro un français de l'industrie agro-alimentaire avec 17 milliards de francs de chiffre d'affaires, va racheter pour 80 millions de francs, au groupe britannique Brooke Bond, un des leaders européens des saucisses et potages, ses trois filiales alimentaires implantées en France, en Italie et dans le Benelux.

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique définie par le président Antoine Riboud visant à faire de B.S.N. un groupe à vocation essentiellement agro-alimentaire, une politique qui l'avait conduit à la fin de décembre dernier à parachever son désengagement de l'industrie du verre en cédant à la firme américaine P.F.G. Industries le contrôle de Boussols S.A. (le Monde du 23 décembre 1981).

Les trois entreprises qui vont passer dans son orbite sont en effet très solidement implantées sur le marché européen de ces produits, avec les marques Liebig, Viandox, Oxo mais aussi, pour les confitures et les compotes, avec notamment Marmite et Villard Vaselet (Viva). Au moyen de cette opération M. A. Riboud va combler les vœux des pouvoirs publics, sociaux de franciser, autant que faire se peut, les activités exercées en France par des sociétés étrangères. De ce fait, la filiale française de Brooke Bond est de loin la plus importante

avec 260 millions de francs de chiffre d'affaires, deux usines, l'une à Bomp (Aisne), l'autre au Pontet (Vaucluse). Elle détient en outre des parts importantes du marché national : 50 % des potages en boîtes et 76 % des extraits de viande, qui, ensemble, représentent 80 % de ses ventes, les 40 % restant étant constitués par les confitures.

Mais le patron de B.S.N. va aussi, grâce aux filiales belge et italienne, pourchasser d'un poids moindre, mais également élargir le champ d'activité de son groupe, l'une possédant 93 % du marché belge des bouillons liquides (Oxo) et 45 % du marché des cubes à bouillon (Gélept), la seconde près de la moitié du marché de la péninsule dans ces spécialités. Il reste que B.S.N. va devoir remonter ces affaires dont la dette, d'après les milieux financiers londoniens, totaliserait 6,5 millions de livres (72 millions de francs). Mais contrairement à Brooke Bond, le groupe B.S.N. en a largement les moyens avec le trésor de guerre qu'il s'est constitué (plus de 1,5 milliard de francs) par la vente de ses dernières activités dans le verre plat. M. Riboud n'a pas du reste l'intention d'en rester là, puisque son plan de développement dans l'agro-alimentaire prévoit pour 1982 1,4 milliard de francs d'investissements, dont 1 milliard en France dans les produits frais, et 400 millions hors des frontières.

## EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1926 LEAVENWORTH STREET AT UNION, SAN FRANCISCO, CALIFORNIA 94133 U.S.A.

For students who wish to participate in a 9-week program in management from

April 19 - June 18, 1982

in San Francisco, California are an engineer or have a university diploma You may apply to the EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

The 30 participants in this program will receive, upon completion, a certificate of graduate studies in management.

Selection and admission tests for the European University of America are directed for France by Institut Supérieur de Gestion

Application before February 20, 1982

European University of America c/o Institut Supérieur de Gestion

8 RUE DE LOTA, 75116 PARIS - FRANCE

Other programs :

Summer Session July 12 - Sept 10

Full year Session November 82 - October 83

## ORGANISÉ PAR LA SOCIÉTÉ AMICALE DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE (AX)

### un débat essentiel pour l'avenir de l'industrie française

# TECHNIQUES DE POINTE : QUELLE PLACE POUR LA FRANCE ?

MERCREDI 17 MARS 1982 - JEUDI 18 MARS 1982

dans l'environnement mondial, quelles ambitions pour l'industrie française ? l'environnement intérieur : quelle place et quels moyens pour les techniques de pointe ? 18 mars, à 17 h 30 liaison directe par vidéotransmission avec la Silicon Valley (Californie, USA)

- avec la participation de MM. :
  - J.P. CHEVENEMENT : Ministre d'Etat, Ministre de la Recherche et de la Technologie
  - A. SAVARY : Ministre de l'Education Nationale
  - G. LEMOINE : Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Défense
  - J.P. BOUYSSONNIE : Président de l'AX
  - A. CHALANDON : Président de la Société Nationale ET Aquitaine
  - R. CHEVALIER : Directeur Général, SNIAS
  - H. CURIEN : Président du C.N.E.S. et du Conseil de l'Agence Spatiale Européenne
  - A. DEJOU : Président du Conseil d'Administration de l'Ecole Polytechnique, Délégué Général d'EDF
  - J. DONDoux : Directeur Général des Télécommunications
  - C. FREJACQUES : Président du C.N.R.S.
  - F. GROS : Membre de l'Institut, Professeur au Collège de France
  - F. LAZAR : Directeur Général de l'I.N.S.E.R.M.
  - C. LECHEF : Président Directeur Général, Lafarge Coppée
  - J. MARTRE : Délégué Général pour l'Armement
  - M. PECQUEUR : Administrateur Général du C.E.A.

POUR RECEVOIR LE PROGRAMME, ENVOYEZ VOTRE CARTE OU TELEPHONEZ AU : SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU COLLOQUE DE L'AX LONDEZ CONSEIL, 10, BOULEVARD POISSONNIERE - 75009 PARIS. 523.44.04 - 523.44.05

La magie du **BYBLOS**  
"On croirait un vrai village"  
"C'est un luxueux palace"  
à ST TROPEZ  
PHONE 09 09 00 00 04 / TEL 09 09 00 00 04

Docteur P...  
**CBS**  
**MALADES**  
**MAL-TRAITÉS**